



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 9 mai 1953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, May 9th, 1953

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second-class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
33898 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
33898 — 1-52

Lettres patentes

A. G. Walker & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du deuxième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Alfred George Walker, Leslie Reginald Kehnroth Groome, agents, Christina Marie Walker, célibataire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'agents d'assurances, sous le nom de "A. G. Walker & Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,

34771

L. DÉSILETS.

Letters Patent

A. G. Walker & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the second day of April 1953, incorporating: Alfred George Walker, Leslie Reginald Kehnroth Groome, agents, Christina Marie Walker, unmarried woman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance agents, under the name of "A. G. Walker & Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each and 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this second day of April, 1953.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

34771-o

Art Displays Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1953, constituant en corporation: Fernand Sirois, industriel, de Sillery, Rolland-P. Gagnon, comptable, et Marcel Sirois, commerçant, tous deux de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Maintenir une industrie de fabrication de mannequins et autres formes, sous le nom de "Art Displays Limited", avec un capital de \$75,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
24771-o L. DÉSILETS.

Art Displays Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with Section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-seventh day of March 1953, incorporating: Fernand Sirois, industrialist, of Sillery, Rolland-P. Gagnon, accountant, and Marcel Sirois, merchant, both of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing mannequins and other figures, under the name of "Art Displays Limited", with a capital of \$75,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-seventh day of March 1953.

L. DÉSILETS,
34771 Deputy Attorney General.

B.D.M. Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date, du trente et un mars 1953, constituant en corporation: Jean Gauthier, avocat, Fernand-E. Leblanc, comptable agréé, de Montréal, Jean-Jules Rufiange, comptable agréé, de Rosemont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de produits de métal en feuilles, de structures, d'outils, de matrices, d'instruments, de machines, d'appareils et d'autres effets en métal, sous le nom de "B.D.M. Industries Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 5,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771-o L. DÉSILETS.

B.D.M. Industries Inc.

Notice is hereby given that Under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, bearing date the thirty-first day of March 1953, incorporating: Jean Gauthier, advocate, Fernand-E. Leblanc, chartered accountant, of Montreal, Jean-Jules Rufiange, chartered accountant, of Rosemont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of sheet metal products, structures, tools, dies, instruments, machinery, apparatus, and other metal products, under the name of "B.D.M. Industries Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 5,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the thirty-first day of March 1953.

L. DÉSILETS,
34771 Deputy Attorney General.

Beauregard Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du trente et un mars 1953, constituant en corporation: Louis-Philippe Guay, Alexander Biega, avocats, Claire Laferrière, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules-moteurs, faire le commerce de garagiste en général, sous le nom de "Beauregard Automobiles Ltée", avec un capital de \$99,000, divisé en 190 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 80,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Beauregard Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter R.S.Q. bearing date the thirty-first day of March, 1953, incorporating: Louis-Philippe Guay, Alexander Biega, advocates, Claire Laferrière, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in motor-vehicles, operate in general as a garage-keeper, under the name of "Beauregard Automobiles Ltée", with a capital stock of \$99,000 divided into 190 common shares of a par value of \$100 each, and into 80,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771-0 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, the thirty-first day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34771 Deputy Attorney General.

Bolger Agency Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du trente mars 1953, constituant en corporation: Richard Shorrock, courtier en douanes, Charles Ambrose Lane Hibbard, avocat et conseil en loi de la Reine, tous deux de la cité de Montréal, Alec Phelps Grigg, avocat et conseil en loi de la Reine, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme courtiers en douanes, expéditeurs, envoyeurs, propriétaires de quais et agents et transiger les affaires, en général, comme voituriers, camionneurs et entreposeurs, sous le nom de "Bolger Agency Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune et 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771 L. DÉSILETS.

Bolger Agency Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirtieth day of March, 1953, incorporating: Richard Shorrock, customs broker, Charles Ambrose Lane Hibbard, advocate and Queen's Counsel, both of the city of Montreal, Alec Phelps Grigg, advocate and Queen's Counsel, of the city of Westmount, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as customs house brokers, forwarders, shippers, wharfingers and agents and to transact a general cartage and trucking and warehousing business, under the name of "Bolger Agency Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 5,000 preferred shares of a par value of \$5 each and 150 common shares of par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34771-0 Deputy Attorney General.

Canamer Nickel Ltd. (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du septième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Jean Monette, avocat, de Longueuil, Pauline Cabana, Rita Angers, sténographes, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Canamer Nickel Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,500,000, divisé en 3,500,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771 L. DÉSILETS.

Canamer Nickel Ltd. (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventh day of April, 1953, incorporating: Jean Monette, lawyer, of Longueuil, Pauline Cabana, Rita Angers, stenographers, of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, and deal with the same, under the name of "Canamer Nickel Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,500,000, divided into 3,500,000 shares of \$1 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34771-0 Deputy Attorney General.

Chron-O-Gram Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mars 1953, consti-

Chron-O-Gram Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-seventh day of March, 1953, incorporating: Roger

tuant en corporation: Roger Trudeau, administrateur, June Kirlin, secrétaire, Blanka Gyulai, teneuse de livres, veuve, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce et le négoce de chronomètres, horloges, systèmes d'alarme, outillage et accessoires d'alarmes, sous le nom de "Chron-O-Gram Corporation", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune et 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771 L. DÉSILETS.

Trudeau, executive, June Kirlin, secretary, Blanka Gyulai, bookkeeper, widow, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with timers, clocks, alarm systems, alarm equipment and accessories, under the name of "Chron-O-Gram Corporation", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of \$100 each and 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34771-o Deputy Attorney General.

Clairmont Trading Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-huit mars 1953, constituant en corporation: Pauline Cabana, Pierrette Crevier, Rita Anger, sténographes, toutes des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de promotion, sous le nom de "Clairmont Trading Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du Procureur général le vingt-huit mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771-o L. DÉSILETS.

Clairmont Trading Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with Section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-eighth day of March 1953, incorporating: Pauline Cabana, Pierrette Crevier, Rita Anger, stenographers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as a promoting company under the name of "Clairmont Trading Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of a par value of \$1 each, and 2,000 preferred shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-eighth day of March 1953.

L. DÉSILETS,
34771 Deputy Attorney General.

Crevier Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du trente et un mars 1953, constituant en corporation: Paul-Emile Gagnon, Gilles Gagnon, avocats, Lucienne Michaud, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce de garagiste, sous le nom de "Crevier Automobiles Ltée", avec un capital de \$25,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski-Est, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771-o L. DÉSILETS.

Crevier Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with Section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirty-first day of March, 1953, incorporating: Paul-Emile Gagnon, Gilles Gagnon, advocates, Lucienne Michaud, secretary, all of the city and judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the business of garage-keeper, under the name of "Crevier Automobiles Ltée", with a capital stock of \$25,000 divided into 50 common shares of a par value of \$100 each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Rimouski-East, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, the thirty-first day of March 1953.

L. DÉSILETS,
34771 Deputy Attorney General.

**Eastern Nickel Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRiche-

**Eastern Nickel Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec,

lière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du sept avril 1953, constituant en corporation: Jean Monette, avocat, de Longueuil, Pauline Cabana et Rita Angers, sténographes, toutes deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Eastern Nickel Ltd.", (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,500,000, divisé en 3,500,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771 L. DÉSILETS.

Empire Mouton Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mars 1953, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, avocat, de Westmount, Jack Lightstone, avocat, Yvonne Bélanger, Roslyn Soloway, secrétaires, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de fourrures, vêtements faits de fourrures, cuir et marchandises en cuir, sous le nom de "Empire Mouton Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771 L. DÉSILETS.

Four Grand Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mars 1953, constituant en corporation: Jack Lightstone, avocat, Yvonne Bélanger, Roslyn Soloway, toutes deux secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de porte-feuilles, sous le nom de "Four Grand Investments Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771 L. DÉSILETS.

represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, T.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of April, 1953, incorporating Jean Monette, lawyer, of Longueuil, Pauline Cabana and Rita Angers, stenographers, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, and deal with the same, under the name of "Eastern Nickel Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,500,000 divided into 3,500,000 shares of \$1 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34771-o Deputy Attorney General.

Empire Mouton Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-sixth day of March, 1953, incorporating: Philip Fischel Vineberg, advocate, of Westmount, Jack Lightstone, advocate, Yvonne Bélanger, Roslyn Soloway, secretaries, of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in furs, garments made of fur, leather and leather goods, under the name of "Empire Mouton Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34771-o Deputy Attorney General.

Four Grand Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of March, 1953, incorporating: Jack Lightstone, advocate, Yvonne Bélanger, Roslyn Soloway, both secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Four Grand Investments Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34771-o Deputy Attorney General.

Fourrures Gillick Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente et unième jour de mars 1953, constituant en corporation: Marck Gillick, Dave Gillick, marchands, Jack Henry Birnbom, auditeur, Harry Brounstein, fourreur, Lazarus L. Tinkoff, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fourrures, sous le nom de "Fourrures Gillick Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 251 rue St-Joseph, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce trente et unième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771 L. DÉSILETS.

Fourrures Gillick Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirty-first day of March, 1953, incorporating: Marck Gillick, Dave Gillick, merchants, Jack Henry Birnbom, auditor, Harry Brounstein, furrier, Lazarus L. Tinkoff, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furs, under the name of "Fourrures Gillick Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 251 St. Joseph St., Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34771-o Deputy Attorney General.

**Fourrures Lapointe Inc.
Lapointe Furs Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1953, constituant en corporation: J.-Elisée LaForest, dentiste, Armand Lapointe, commis, Alice Julien, Paule Dussault, secrétaires, tous de Québec, Marcelle Laperrière, secrétaire, de St-Louis-de-Courville, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des manteaux et vêtements de fourrures, sous le nom de "Fourrures Lapointe Inc." — "Lapointe Furs Inc.", avec un capital de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771-o L. DÉSILETS.

**Fourrures Lapointe Inc.
Lapointe Furs Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of March, 1953, incorporating: J.-Elisée LaForest, dentist, Armand Lapointe, clerk, Alice Julien, Paule Dussault, secretaries, all of Quebec, Marcelle Laperrière, secretary, of St. Louis-de-Courville, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in coats and wearing apparel made of fur, under the name of "Fourrures Lapointe Inc." — "Lapointe Furs Inc.", with a capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34771 Deputy Attorney General.

Georges Smith Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1953, constituant en corporation: Méridé Desbiens, rentier, Léon-Paul Desbiens, industriel, Roméo Grenier, commerçant, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, effets de ménage, mobiliers de maison, appareils électriques, sous le nom de "Georges Smith Inc." avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771-o L. DÉSILETS.

Georges Smith Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-sixth day of March 1953, incorporating: Méridé Desbiens, annuitant, Léon-Paul Desbiens, industrialist, Roméo Grenier, merchant, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in furniture, household furnishings, suites of furniture and electrical apparatus, under the name of "Georges Smith Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

L. DÉSILETS,
34771 Deputy Attorney General.

Hartford Realities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du trente mars 1953, constituant en corporation: Laurent Drouin, avocat, Françoise Bellay, Gaëtane Richer, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles en général, sous le nom de "Hartford Realities Limited", avec un capital de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771 L. DÉSILETS.

Hartford Realities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q. 1941, bearing date the thirtieth day of March, 1953, incorporating: Laurent Drouin, advocate, Françoise Bellay, Gaëtane Richer, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate generally, under the name of "Hartford Realities Limited", with a capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34771-o Deputy Attorney General.

Ideal Dry Cleaners and Dyers Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mars 1953, constituant en corporation: Charles-Christophe Taschereau, avocat, Mike Hilchuck, gérant, et Roméo Tushkevich, comptable, tous trois de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de nettoyeurs, teinturiers et blanchisseurs, sous le nom de "Ideal Dry Cleaners and Dyers Company Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771 L. DÉSILETS.

Ideal Dry Cleaners and Dyers Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of March, 1953, incorporating: Charles-Christophe Taschereau, lawyer, Mike Hilchuk, manager, and Roméo Tushkevich, accountant, all three of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on the business of cleaners, dyers and bleachers, under the name of "Ideal Dry Cleaners and Dyers Company Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, in the judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34771-o Deputy Attorney General.

Jean Talon Bargain Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-sept mars 1953, constituant en corporation: Mordka Frajman, Morris Prizant, marchands, Sureka Wasserman, secrétaire, des cité et district judiciaire de Montréal, Jacqueline Roberge, sténographe, de Rosemere, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de vêtements, sous le nom de "Jean Talon Bargain Center Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771 L. DÉSILETS.

Jean Talon Bargain Center Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of March, 1953, incorporating: Mordka Frajman, Morris Prizant, merchants, Sureka Wasserman, secretary, of the city and judicial district of Montreal, Jacqueline Roberge, stenographer, of Rosemere, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in wearing apparel, under the name of "Jean Talon Bargain Center Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34771-o Deputy Attorney General.

J. L. Monfette et Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinq mars 1953, constituant en corporation Jacques-René de Cotret, comptable agréé, Henry Sylvestre, notaire, Roland l'Etoile, bijoutier, tous de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire le commerce des liqueurs douces et autres produits alimentaires, sous le nom de "J. L. Monfette et Fils Limitée", avec un capital de \$200,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 15,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera situé au numéro 71, rue D'Auteuil, à Thetford, district judiciaire c'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771-o L. DÉSILETS.

J. L. Monfette et Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of March 1953, incorporating Jacques-René de Cotret, chartered accountant, Henry Sylvestre, notary, Roland l'Etoile, jeweller, all of Drummondville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To deal in soft drinks and other food products, under the name of "J. L. Monfette et Fils Limitée", with a capital stock of \$200,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 15,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be located at number 71, D'Auteuil Street, at Thetford, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-fifth day of March 1953.

L. DÉSILETS,
34771 Deputy Attorney General.

Lauzière et Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinq mars 1953, constituant en corporation Jacques-René de Cotret, comptable, Henry Sylvestre, notaire, et Bernard Pinard, avocat, tous trois de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de directeurs de funérailles, sous le nom de "Lauzière et Fils Limitée", avec un capital de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune, et 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Léonard d'Aston, comté de Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771-o L. DÉSILETS.

Lauzière et Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of March 1953, incorporating Jacques-René de Cotret, accountant, Henry Sylvestre, notary, and Bernard Pinard, advocate, all three of Drummondville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To operate as funeral undertakers, under the name of "Lauzière et Fils Limitée", with a capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each, and 6,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Léonard d'Aston, county of Nicolet, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-fifth day of March 1953.

L. DÉSILETS,
34771 Deputy Attorney General.

**Le Centre Athlétique du Nord Inc.
"C-A-N. Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1953, constituant en corporation: Léo-V. Rousseau, gérant, Dupuis Frères, Rod. Larose, entrepreneur général, et J.-O. Jean Morin, marchand en quincaillerie, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Maintenir un institut ou un centre de culture physique, sous le nom de "Le Centre Athlétique du Nord Inc." — "C-A-N. Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

**Le Centre Athlétique du Nord Inc.
"C-A-N. Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of March, 1953, incorporating: Léo V. Rousseau, manager, Dupuis Frères, Rod. Larose, general contractor, and J.-O. Jean Morin, hardware merchant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To maintain an institute or a centre for physical culture, under the name of "Le Centre Athlétique du Nord Inc." — "C-A-N. Inc.", with a capital of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34771 Deputy Attorney General.

Léo Perreault Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mars 1953, constituant en corporation: Bernard Diamond, avocat, Larry Smith, comptable, tous deux de Montréal, Louis Orenstein, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et faire le commerce de terrains, immeubles, édifices et propriétés immobilières de toutes sortes, sous le nom de "Léo Perreault Realities Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1297 rue Villeray, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of March, 1953, incorporating: Bernard Diamond, advocate, Larry Smith, accountant, both of Montreal, Louis Orenstein, advocate, of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire a deal in lands, real estate, buildings and immoveable property of all kinds, under the name of "Léo Perreault Realities Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1297 Villeray St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34771-o Deputy Attorney General.

Léo Perreault Realities Ltd.

Les Entreprises Guay Limitée Guay Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du trente mars 1953, constituant en corporation: Alexandra Guérin, rentière, célibataire, Albert Verroelst, comptable, R.-Edgar Guay, professeur en sciences sociales, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acheter, développer toutes inventions susceptibles d'être commerciales, les vendre et en disposer, sous le nom de "Les Entreprises Guay Limitée" — Guay Enterprises Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune et en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 486, rue Saint-Joseph, Lauzon, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le trente mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771-o L. DÉSILETS.

Les Entreprises Guay Limitée Guay Enterprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of March, 1953, incorporating: Alexandra Guérin, annuitant, spinster, Albert Verroelst, accountant, R. Edgar Guay, Professor in Social Science, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To buy, develop any invention capable of being used commercially, to sell and dispose of same, under the name of "Les Entreprises Guay Limitée" — Guay Enterprises Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 preferred shares of \$10 each and into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 486, Saint-Joseph Street, Lauzon, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34771 Deputy Attorney General.

Les Frais Funéraires Depuis Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.F.Q. 1941, des lettres patentes, en date du trente et un mars 1953, constituant en corporation: Luc Bolduc, contracteur, Claude Bolduc, marchand, Roland Dupuis, entrepreneur de funérailles, tous d'Asbestos, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur de funérailles, sous le nom de "Les Frais Funéraires Dupuis Limitée",

Les Frais Funéraires Depuis Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirty-first day of March, 1953, incorporating: Luc Bolduc, contractor, Claude Bolduc, merchant, Roland Dupuis, funeral undertaker, all of Asbestos, judicial district of Saint-François, for the following purposes:

To carry on as funeral undertakers, under the name of "Les Frais Funéraires Dupuis Limitée",

avec un capita^l de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 107, rue Noël, Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771-o L. DÉSILETS.

with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 107, Noël Street, Asbestos, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34771 Deputy Attorney General.

Metal Treatments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRochelle, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mars 1953, constituant en corporation: Camil Noël, Louis Pratte, avocats, Thérèse Tardif, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et traiter les métaux de toutes sortes, sous le nom de "Metal Treatments Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 2000 actions sans valeur nominale ou au pair et en 1200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771 L. DÉSILETS.

Metal Treatments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRochelle, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of March, 1953, incorporating: Camil Noël, Louis Pratte, advocates, Thérèse Tardif, spinster, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and processing metals of all kinds, under the name of "Metal Treatments Inc."

The capital stock of the company is divided into 2000 shares having no nominal or par value and into 1200 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at the city of Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34771-o Deputy Attorney General.

Piazza Tomasso Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRochelle, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit mars 1953, constituant en corporation. Erminio di Tomasso, Catherine di Tomasso, tous deux de Pointe Claire et Giovanina di Tomasso, de la cité de Montréal, tous restaurateurs, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurant, café, centre de rafraichissements et agir comme aubergistes et hôteliers, sous le nom de "Piazza Tomasso Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 150 actions privilégiées de \$100 chacune et 50 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8205 Boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771 L. DÉSILETS.

Piazza Tomasso Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRochelle, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of March, 1953, incorporating: Erminio di Tomasso, Catherine di Tomasso, both of Pointe-Claire, and Giovanina di Tomasso, of the city of Montreal, all restaurant keepers, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurant, café, refreshment centre, lodging house and hotel keepers, under the name of "Piazza Tomasso Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 150 preferred shares of \$100 each and 50 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 8205, Décarie Boulevard, Montréal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34771-o Deputy Attorney General.

Propane Gas Utilities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRochelle, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-six mars 1953, constituant en corporation. Emilien Lavallée, J.-Rodrigue Hébert, comptables, Hervé Tanguay, vendeur, Jean-Jacques

Propane Gas Utilities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRochelle, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of March, 1953, incorporating. Emilien Lavallée, J.-Rodrigue Hébert, accountants, Hervé Tanguay, salesman, Jean-Jacques Houle, chiro-

Houle, chiropraticien, Hormidas-A. Beaudoin, photographe, tous du Cap-de-la-Madeline, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de vente et service de gaz propane, sous le nom de "Propane Gas Utilities Ltd.", avec un capital de \$10,000, divisé en 500 actions communes de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-de-la-Madeline, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771-o L. DÉSILETS.

Radiodisc, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1953, constituant en corporation Raymond Bergeron, marchand, Léo Tremblay, vendeur, Marguerite Déziel, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de disques de phonographes, d'appareils électriques, ainsi que celui de meubles et accessoires, sous le nom de "Radiodisc, Inc."

Le capital-actions de la compagnie sera formé de 100 actions ordinaires sans valeur nominale, et de 1500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771-o L. DÉSILETS.

Religious Supplies Ltd. Objets de Piété Ltée.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du trentième jour de mars 1953, constituant en corporation: Peter Shorteno, avocat, Albert Malouf, avocat, Claire Lapointe, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands d'articles religieux en général, sous le nom de "Religious Supplies Ltd." — "Objets de Piété Ltée", avec un capital de \$30,000, divisé en 150 actions ordinaire d'une valeur au pair de \$100 chacune et 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7283 avenue Querbes, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771 L. DÉSILETS.

Service Unic de Television Inc. Unic Television Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

practor, Hormidas A Beaudoin, photographer, all of Cap-de-la-Madeline, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of selling and deal in the servicing of propane gas, under the name of "Propane Gas Utilities Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeline, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34771 Deputy Attorney General.

Radiodisc, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of March 1953, incorporating Raymond Bergeron, marchand, Léo Tremblay, salesman, Marguerite Déziel, secretary, all of the city and judicial district of Québec, for the following purposes:

To carry on the business of dealing in gramophone records, electric apparatus, as well as in furniture and accessories, under the name of "Radiodisc, Inc."

The capital stock of the company will consist of 100 common shares without nominal value, and 1,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-seventh day of March 1953.

L. DÉSILETS,
34771 Deputy Attorney General.

Religious Supplies Ltd. Objets de Piété Ltée.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirtieth day of March, 1953, incorporating: Peter Shorteno, Albert Malouf, advocate, Claire Lapointe, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in religious articles generally, under the name of "Religious Supplies Ltd." — "Objets de Piété Ltée", with a capital stock of \$30,000, divided into 150 common shares of the par value of \$100 each and 150 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 7283 Querbes Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34771-o Deputy Attorney General.

Service Unic de Television Inc. Unic Television Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1953, constituant en corporation: Yves Laurier, c.r., avocat, Maria Durette, Annette Poitras, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de machines, appareils de photographies et de cinématographie, appareils de reproduction du son, de radio et de télévision, sous le nom de "Service Unic de Télévision Inc." — "Unic Television Service Inc.", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771-o L. DÉSILETS.

Star Pleating Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mars 1953, constituant en corporation: Nathan Benditsky, Sam Benditsky, manufacturiers, Frances Furman, secrétaire, Samuel Moskovitch, avocat et Conseil en Loi de le Reine, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires comme manufacturiers, marchands de gros, détaillants de plissages, broderies, dentelles, toiles, robes, costumes, manteaux, et produits textiles, sous le nom de "Star Pleating Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 423 rue Mayor, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771 L. DÉSILETS.

United Waste Paper Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-sept mars 1953, constituant en corporation: Abraham Hyman Jacobson, Jacob Morris Jacobson, tous deux marchands, de la cité de Montréal, Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi de la Reine, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de papier et produits en papier, rebuts et chiffons de papier et leurs sous-produits: métaux, machinerie et moteurs, bouilloires, outillage et instruments, sous le nom de "United Waste Paper Co. Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of March, 1953, incorporating: Yves Laurier, Q.C., avocate, Maria Durette, Annette Poitras, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines, photographic and cinematographic apparatus sound re-production, radio and television appliances, under the name of "Service Unic de Télévision Inc.", — "Unic Television Service Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34771 Deputy Attorney General.

Star Pleating Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of March, 1953, incorporating: Nathan Benditsky, Sam Benditsky, manufacturers, Frances Furman, secretary, Samuel Moskovitch, advocate and Queen's Counsel, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, wholesalers, retailers, of pleating, embroidery, laces, linens, dresses, suits, coats, and textile products, under the name of "Star Pleating Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 423 Mayor Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34771-o Deputy Attorney General.

United Waste Paper Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of March, 1953, incorporating: Abraham Hyman Jacobson, Jacob Morris Jacobson, both merchants, of the city of Montreal, Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, of the city of Westmount, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as dealers in paper and paper products, waste and scrap paper and its by-products; metals, machinery and engines, boilers, equipment and implements, under the name of "United Waste Paper Co. Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of \$100 each, and 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34771-o Deputy Attorney General.

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro 513

—
Québec, le 30 avril 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"The Amalgamated Clothing Workers of America, Montreal Joint Board";

La Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement, Inc.;

ET, D'AUTRE PART:

"The Associated Clothing Manufacturers of the Province of Quebec, Inc.";

"The Montreal Clothing Contractors Association, Inc.";

L'Association des Fabricants de Vêtements de Québec, Inc.;

"The Rainwear and Sportswear Manufacturers Association";

"The Odd Pants Manufacturers Association of Quebec";

pour les employeurs et les salariés de l'industrie, des métiers et des occupations visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 février 1953;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie, les métiers et les occupations visés et la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions du 7 février 1953 et du 14 mars 1953.

I. *Jurisdiction industrielle*: a) Le présent décret s'applique à tous les employeurs et/ou manufacturiers de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons et de l'industrie des vêtements d'enfants et, sans restreindre la généralité de ce qui

Order in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

—
Number 513

—
Quebec, April 30, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the men's and boys' clothing industry in the province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Amalgamated Clothing Workers of America, Montreal Joint Board;

"La Fédération nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement, inc.",

AND, ON THE OTHER PART:

The Associated Clothing Manufacturers of the Province of Québec, inc.;

The Montreal Clothing Contractors Association, inc.;

"L'Association des Fabricants de Vêtements de Québec, inc.";

The Rainwear and Sportswear Manufacturers Association;

The Odd Pants Manufacturers Association of Québec,

for the employers and the employees of the industry, the trades and the occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 7, 1953;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry, the trades and the occupations concerned, and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objection set forth has been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issues of February 7, 1953 and March 14, 1953.

I. *Industrial jurisdiction*: a) The present decree shall apply to all employers and/or manufacturers engaged in the men's and boys' clothing industry, as well as children's clothing and, without restricting the generality of the fore-

précède, à tous les salariés engagés dans la production en entier ou en partie, dans toute la province de Québec (soit dans les ateliers ou autres locaux de l'employeur, ou ailleurs), des vêtements suivants:

Vêtements de la classe A (cédule I), comprenant:

Pardessus, paletots, complets, vestons-sac, vestons non-assortis, gilets, vestons-sport (blazers), vestes, pantalons, pantalons-sport (slacks), pantalons d'équitation, culottes-pantalons, complets et habits de cérémonie, imperméables, pardessus "station wagon", pardessus-tempête, uniformes civils ou militaires, et tous autres vêtements de dessus pour hommes, garçons, jeunes gens et adolescents, quels qu'en soient les modèles et les tissus.

Tout travail exécuté sur des vêtements de la Classe A doit être payé à des taux qui ne doivent pas être inférieur aux taux minima stipulés dans la cédule I, article VII, paragraphe "b", plus le boni de vie chère tel que prévu au paragraphe "a" du même article.

Vêtements de la classe B (cédule II), comprenant:

Les manteaux de pluie, les manteaux "trench" et "Hollywood" réfractaires à l'eau, les pardessus "station wagon", les chandails (cardigans), costumes de ski, capes, vestes de bûcherons, pardessus (surcoats), manteaux de plage, "jerkens" et autres vêtements semblables faits pour hommes et garçons, à moins de dispositions contraires, si ces vêtements sont:

i. coupés et fabriqués en quantité et seulement d'après les mesures et tailles régulières de l'industrie et non d'après des tailles, mesures et spécifications individuelles;

ii. fabriqués par un système de sectionnement ou la production est divisée en un certain nombre d'opérations et d'après le mode de production ordinairement employé dans l'industrie des manteaux de pluie et des vêtements de sport. Au moins trois des opérations suivantes doivent être omises dans la confection d'un vêtement pour qu'il soit considéré comme de la Classe B: le façonnage, le faufilage des parements, le faufilage de la doublure, le faufilage des rebords, le faufilage des emmanchures;

iii. faits de coton, rayonne, nylon et/ou tissus synthétiques ou mélanges de ces différents produits.

Les uniformes civils ou militaires, fabriqués conformément aux dispositions ci-dessus, seront classés dans cette catégorie.

Tout travail exécuté sur les vêtements de la Classe B doit être payé à des taux qui ne doivent pas être inférieurs aux taux minima stipulés dans la Cédule II, article VII, paragraphe "b", plus le boni de vie chère tel que prévu au paragraphe "a" du même article.

Tous les manufacturiers et/ou employeurs fabriquant des vêtements de la Classe B doivent s'enregistrer en faisant connaître, par écrit, les modèles de vêtements qu'ils fabriquent, en même temps qu'ils envoient leur rapport de liste de paye chaque mois. Subséquemment, les inspecteurs du Comité conjoint peuvent vérifier la sorte de vêtements et les tissus utilisés, à la fabrique même des manufacturiers et/ou employeurs et obtenir toute autre information jugée nécessaire pour la mise en application des dispositions du décret.

Dans le cas de différend entre le Comité et/ou ses inspecteurs et tout employeur quant à la classe de vêtements fabriqués, ledit différend doit être soumis pour règlement à un sous-comité du Comité conjoint comprenant deux représen-

going, it shall govern the employment of all persons engaged in the entire or partial production, anywhere in the Province of Quebec (whether in factories or other premises of the employer or elsewhere), of the following:

Class A Garments (Schedule I), which shall include:

Overcoats, topcoats, suits, sack coats, odd coats, jackets, blazers, vests, pants, slacks, jodhpurs, breeches, evening and formal wear, raincoats, station wagon coats, storm coats, uniforms made for civilian or military purposes, and all other outerwear clothing for men, boys, youths and juveniles, irrespective of styles and materials used.

All work performed on Class A garments shall be paid at rates not lower than the minimum rates of wages stipulated in Schedule I, section VII, subsection (b), plus the cost of living bonus as provided in subsection (a) of the same section.

Class B Garments (Schedule II), which shall include:

Raincoats, water-repellent trench coats and Hollywood coats, station wagon coats, cardigans, ski suits, capes, bush jackets, surcoats, beach coats, jerkins and other similar garments made for men and boys, unless otherwise provided herein, when such garments are:

i. cut and produced in quantities and manufactured only to standard trade measurements and sizes and not to individual sizes, measurements or specifications;

ii. manufactured by a section system where production is broken up into a varying number of operations and by the method of production ordinarily used in the rainwear and sportswear industry. To qualify as Class B, at least three of the following operations must be omitted in the construction of the garment: shaping, basting of facing, basting of lining, basting of edges, basting of armholes;

iii. made of cotton, rayon, nylon and/or synthetic materials or mixtures thereof.

It shall include all such garments when made as uniforms, whether for civilian or military purposes.

All work performed on Class B garments shall be paid at rates not lower than the minimum rates of wages stipulated in Schedule II, section VII, subsection (b), plus the cost of living bonus as provided in subsection (a) of the same section.

All manufacturers and/or employers engaged in the production of Class B garments shall register as such by reporting the types of garments manufactured together with their payroll report for each month. The inspectors of the Joint Committee may then verify the kind of garments and materials used at the factory premises of such manufacturer and/or employer and obtain such other information as may be necessary to carry out the provisions of this decree.

In the event of a dispute between the Joint Committee and/or its inspectors and any employer regarding the classification of a garment, such dispute shall be submitted for decision to a subcommittee of the Joint Committee, compri-

tants nommés par le Comité conjoint, deux représentants manufacturiers de la Classe B, et le président du Comité conjoint agissant comme président du sous-comité.

Le sous-comité se réunit aussitôt que possible après sa nomination et étudie toutes les questions se rapportant au différend afin de déterminer la classe et la sorte de vêtement fabriqués par l'employeur intéressé. Une décision majoritaire de ce sous-comité détermine et règle le différend et lie les parties intéressées.

La classification des vêtements formant le sujet du différend prend effet de la date à laquelle le travail sur lesdits vêtements a été commencé.

Pantalons non-assortis (cédule III), comprenant:

Toutes les catégories de pantalons, culottes-pantalons, pantalons-golf, culottes hollandaises et culottes bouffantes, de même que les pantalons d'uniformes civils ou militaires, s'ils sont:

i. coupés et fabriqués en quantités substantielles seulement;

ii. fabriqué seulement d'après les mesures et tailles régulières de l'industrie et non d'après les tailles, mesures et spécifications individuelles; et

iii. fabriqués, non pas avec l'intention qu'ils soient ajoutés à des vestons ou des gilets de tissus identiques ou semblables pour former des complets et, à l'exception des uniformes militaires, seulement pour la vente en détail.

Tout travail exécuté sur des pantalons non-assortis doit être payé à des taux qui ne doivent pas être inférieurs aux taux minima stipulés dans la Cédule III, article VII, paragraphe "b", plus le boni de vie chère tel que prévu au paragraphe "a" du même article.

Vêtements d'enfants (cédule IV), comprenant:

i. manteaux pour garçons et fillettes de 4, 5 et 6 ans, n'excédant pas la taille 24x, quel que soit le système de production; et

ii. manteaux pour fillettes de 7 à 14 ans inclusivement, quand ces manteaux sont manufacturés par une méthode ou un mode de production normalement employé dans l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons.

Exception: La présente cédule IV ne s'applique pas quand lesdits vêtements sont fabriqués par un manufacturier, un entrepreneur ou un sous-entrepreneur intéressé principalement dans l'industrie de la confection et de la vente des manteaux, costumes et jupes pour femmes et jeunes filles âgées de plus de 14 ans.

Tout travail exécuté sur des vêtements d'enfants doit être payé à des taux qui ne doivent pas être inférieure aux taux minima stipulés dans la Cédule IV, article VII, paragraphe "b", plus le boni de vie chère tel que prévu au paragraphe "a" du même article.

b) *Exceptions:* i

Le présent décret ne s'applique pas à la fabrication des vêtements suivants:

1° Chemises;

2° salopettes, couvre-tout et salopettes-combinaisons pour ouvriers et uniformes de coton faits de toile à voile (duck), mèche (arill) ou moleskine;

3° uniformes devant être portés par les participants aux jeux sportifs;

4° vêtements faits de caoutchouc, de tissu caoutchouté ou de cuir;

two representatives appointed by the Joint Committee and two manufacturers of Class B garments, with the Chairman of the Joint Committee acting as Chairman of the sub-committee.

The sub-committee shall meet as soon as possible after its appointment and shall consider all matters pertaining thereto to determine the class and kind of garments manufactured by the employer involved. The decision of the majority of the said sub-committee shall determine and dispose of such dispute and shall be final and binding.

The classification of the garments in dispute shall apply from the date when the work on the said garments was commenced.

Odd Pants (schedule III), which shall include:

All types of pants, breeches, golfers, knickers and bloomers, of every style and description, as well as uniform pants made for civilian or military purposes, which are:

i. cut and produced only in substantial quantities;

ii. manufactured only to standard trade measurements and sizes and not to individual sizes, measurements or specifications, and

iii. not intended to be matched or sold with any coat or vest of the same or similar cloth and, except for military uniforms, manufactured for sale only as individual units in retail stores.

All work performed on Odd Pants shall be paid at rates not lower than the minimum rates of wages stipulated in Schedule III, section VII, subsection (b), plus the cost of living bonus as provided in subsection (a) of the same section.

Children's Clothing (Schedule IV), which shall include:

i. coats for boys and girls, ages 4, 5 and 6, not exceeding size 24x, irrespective of the method of production used; and

ii. coats for girls from 7 to 14 years inclusive, when such clothing is manufactured by a method or manner of production which is normally used in the men's and boys' clothing industry.

Exception: Such schedule of wages shall not apply when such clothing is made by a manufacturer, contractor or jobber who is principally engaged in the business of manufacturing and/or distributing cloaks, coats, suits and skirts for females above the age of 14 years.

All work, performed on childrens' clothing shall be paid at rates not lower than the minimum rates of wages stipulated in Schedule IV, section VII, subsection (b), plus the cost of living bonus as provided in subsection (a) of the same section.

b) *Exceptions:* i

The present decree shall not apply to the manufacture of:

1. shirts;

2. workmen's overalls, coveralls and combination overalls, as well as cotton uniforms made of duck, drill or moleskin;

3. uniforms to be worn by participants in active sports;

4. garments made of rubber, rubberized cloth or leather;

- 5° coupe-vent;
- 6° mackinaws;
- 7° pantalons et culottes manufacturés de coton brut ou de tissu de laine pesant vingt (20) onces ou plus la verge;
- 8° tous les vêtements de travail, fabriqués de coton non autrement spécifiés;
- 9° robes pour femmes, jeunes filles, fillettes et enfants;
- 10° habits de neige, costumes de ski, salopettes et coupe-vent pour enfants jusqu'à l'âge de 14 ans, quels qu'en soient les modèles et tissus;
- 11° vestons-sport (blazers) et vestons-chaudails (cardigans) pour enfants, quels qu'en soient les modèles et les tissus;
- 12° pantalons d'équitation (jodhpurs) et pantalons de sport (slacks) pour enfants jusqu'à l'âge de 6 ans, et culottes courtes ou jupes avec ou sans bavette, pour enfants, lesquelles jupes ou culottes ne font pas partie d'un ensemble, quels qu'en soient les modèles et les tissus;
- 13° ensembles de coton lavable, généralement connus dans l'industrie comme "ensembles lavables";

14° nonobstant toute autre disposition du présent décret, tous autres vêtements individuels ou catégories de vêtements mentionnés dans l'article I, juridiction industrielle, du décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la robe.

Note: Au cas où des uniformes de coton mentionnés au présent paragraphe "b"—(Exception i-2) et des pantalons et culottes mentionnés au présent paragraphe "b"—(Exception i-7), seraient manufacturés pour le compte du Gouvernement fédéral ou de ses agents pour les Forces Armées du Canada ou de tout autre pays, devant être utilisés, en entier ou en partie, par les membres desdits services comme uniformes de tenue ou de sortie, mais ne devant pas être utilisés comme uniformes de travail ou de corvée, lesdits vêtements, seront assujettis à ce décret et les taux minima de salaires devront être égaux aux taux minima de salaires stipulés dans la Cédule II, Vêtements de la Classe B, pour les uniformes de coton, et dans la Cédule III, Pantalons non-assortis, pour les pantalons et les culottes, et le boni de vie chère applicable à ce travail est égal au boni de vie chère applicable aux pantalons non-assortis et aux vêtements de la Classe B, tel que stipulé dans ce décret.

Exceptions ii

2° *Marchands tailleurs:* Le présent décret ne s'applique pas aux marchands tailleurs qui font exclusivement sur commande, à leur propre établissement, de l'ouvrage de tailleur pour des clients identifiés, d'après les tailles, mesures et spécifications individuelles, pourvu que pas plus de cinq (5) personnes, comprenant le coupeur, effectuent toutes les opérations d'un vêtement.

c) *Taux et bonis composés s'appliquant à la production mixte de vêtements exemptés et non-exemptés ou de vêtements sujets aux taux minima de différentes cédules, tel que défini à l'article 1, paragraphe (A):* Le Comité conjoint peut, sur requête d'un employeur, fixer des taux et des bonis composés pour les salariés engagés dans la production mixte de vêtements exemptés et non-exemptés ou de vêtements sujets aux taux minima de différentes cédules, tel que prévu au présent article, et dont les taux pour les diverses opérations varient, tel que défini à l'article VII.

Le Comité conjoint peut, en considérant les demandes de cesdits employeurs, fixer des taux à l'heure basés sur les taux minima prévalant pour une production semblable dans des ateliers

- 5. windbreakers;
- 6. mackinaw coats;
- 7. pants and breeches manufactured from pure cotton fabrics and from coarse woollens of 20 ounces or over per yard;
- 8. all cotton work garments not otherwise specified;
- 9. women's, misses', and children's dresses;
- 10. snow-suits, ski-suits, overalls and windbreakers for children up to the age of 14 years, irrespective of style and materials;
- 11. children's blazers and cardigans, irrespective of styles and materials;
- 12. children's jodhpurs and slacks up to the age of 6, and children's shorts or skirts with or without bibs, not being part of suits, irrespective of styles and materials.
- 13. children's washable cotton suits generally known in the trade as "wash suits"; and

14. notwithstanding anything contained in the present decree, such other individual garments or classes of garments mentioned in section I, Industrial Jurisdiction of the Decree No. 3519 of September 24, 1940, as amended, relating to the Dress Industry.

Note: In the event that cotton uniforms referred to in this subsection (b) exception "i-2", and breeches referred to in subsection (b), exception "i-7" are produced by virtue of a contract with the Federal Government or its agents for the Armed Services of Canada or any other country, to be used by members of such services as dress or walking-out uniforms or parts thereof, and not intended to be worn for work or fatigue, then all such garments shall be subject to the jurisdiction of this decree and the minimum rates of pay applicable shall be those provided in Schedule II, Class B garments, for the cotton uniforms, and in Schedule III, Odd Pants, for the pants and breeches, and the cost of living bonus shall be equivalent to the one applicable to Odd Pants and Class B garments, as fixed by the decree.

Exceptions ii.

2. *Merchant Tailors:* The present decree does not apply to merchant tailors who exclusively make to order, on the employers' premises, custom-tailoring for identified customers, according to individual sizes, measurements or specifications provided that not more than five persons including the cutter, complete all the operations of a garment.

c) *Composite rates and bonuses for exempt and non-exempt work and for work on garments subject to minimum rates of more than one schedule as defined in section 1, subsection (A):* The Joint Committee may, upon application from any employer, fix a special proportionate rate and bonus for employees engaged in producing exempt and non-exempt work or garments that are defined in more than one schedule, as provided in this section, and for which operations the minimum rates vary, as shown in Article VII.

When considering applications from such employers, the Joint Committee may fix hourly rates based upon the minimum rates existing for similar work performed in shops not subject to the

qui ne sont pas assujettis au présent décret et les taux minima conformément aux cédules, tenant compte de la proportion des diverses catégories de vêtements fabriqués et du temps requis pour exécuter chacune des opérations.

Les employeurs demandant de tels taux spéciaux doivent tenir un registre de leur production, démontrant le genre de vêtements fabriqués, et doivent transmettre ces renseignements au Comité conjoint sous la forme requise, aussi longtemps que les taux spéciaux sont en vigueur.

Le Comité conjoint a le droit, en n'importe quel temps, de réviser ou d'annuler les taux spéciaux ainsi fixés.

Si des vêtements exemptés, mentionnés dans ce sous-paragraphe, tombent sous la juridiction du décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec, des taux composés ne doivent pas être fixés sans le consentement par écrit de la Commission conjointe de l'industrie de la robe dans la province de Québec.

Note: Dans ce décret et dans sa mise en application, à moins que le contexte ne l'indique autrement, les mots et les expressions utilisés pour décrire les catégories et les styles de vêtements ainsi que les méthodes de production, ont la signification qui leur est attribuée par la coutume et la pratique dans l'industrie du vêtement.

II. Jurisdiction territoriale: La juridiction territoriale du décret, comprend toute la province de Québec, et pour les fins de son application elle est divisée en trois (3) zones, savoir:

Zone I: Comprenant l'île de Montréal et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites.

Zone II: Le territoire compris dans un rayon de soixante-quinze (75) milles au-delà des limites de la Zone I.

Zone III: Comprenant toute la province de Québec, excepté le territoire couvert par les Zones I et II.

III. Heures de travail: Les heures de travail pour les salariés dans l'industrie sont fixées comme suit:

a) Zone I: La semaine de travail est de quarante (40) heures réparties de la façon suivante: De huit (8) heures du matin à cinq (5) heures de l'après-midi, avec une heure pour le lunch, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.

Zone II et III: Quarante-quatre (44) heures constituent une semaine de travail de la façon suivante:

De huit (8) heures du matin à six (6) heures du soir, avec une heure pour le lunch, les lundi, mardi, mercredi et jeudi et huit (8) heures du matin à cinq (5) heures de l'après-midi, avec une heure pour le lunch, le vendredi.

b) Travail supplémentaire: Tout travail exécuté en dehors des heures ci-dessus mentionnées est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux du salaire régulier plus la moitié de celui-ci dans les trois zones.

c) Changement d'heures: Dans les zones II et III, sur demande par écrit au Comité conjoint d'un employeur accompagné d'une requête de la majorité de ses salariés demandant une modification dans la distribution des heures de travail dans son établissement, de façon que les 44 heures de travail dans son établissement, soit réparties en cinq jours et demi au lieu de cinq jours par semaine, le Comité conjoint doit accorder un permis spécial audit employeur autorisant cette nouvelle distribution des heures de travail.

jurisdiction of the present decree and minimum rates applying to each type of garment, as defined in each of the schedules, taking into account the quantities of the various types of garments produced and the time required to perform each operation.

Employers who apply for such composite rates and bonuses must keep a record of production showing the type of garments made and shall provide the Joint Committee with such information and in such form as the Committee may require, so long as the special rates prevail.

The Joint Committee shall have the right at any time to vary or rescind any special rates so fixed.

In the event that any exempted products herein referred to fall under the jurisdiction of the Decree relating to the Dress Industry, Order in Council No. 3519 and amendments, no composite rates may be fixed without the consent in writing of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec.

Note: In this decree and its application, unless the context requires otherwise, words and expressions used to describe types and styles of garments and methods of production shall have the meaning attributed to them by custom and practice in the clothing trade.

II. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the whole of the Province of Quebec, and for the purposes of its application, shall be divided into three (3) zones, described as follows:

Zone I: Comprising the Island of Montreal and a radius of ten (10) miles around its limits.

Zone II: Comprising a radius of seventy-five (75) miles beyond the limits covered by Zone I.

Zone III: Comprising the entire Province of Quebec, except Zones I and II.

III. Hours of labour: The hours of labour for employees of the said industry are fixed as follows:

a) Zone I: Forty (40) hours shall constitute one week's work in the following manner:

From 8 o'clock in the morning until 5 o'clock in the evening, with one hour for lunch, on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.

Zones II and III: Forty-four (44) hours shall constitute one week's work in the following manner:

From 8 o'clock in the morning until 6 o'clock in the evening, with one hour for lunch, on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, and from 8 o'clock in the morning until 5 o'clock in the evening, with one hour for lunch, on Friday.

b) Overtime: Any work performed outside of the hours hereinabove specified in the present section shall be considered as overtime and such work shall be paid at the rate of time and one half in the three zones.

c) Change of hour: Upon a written request to the Joint Committee from any employer in Zones II and III, supported by a petition from the majority of his employees, to change the distribution of the working hours in his establishment, that is, to work forty-four hours in five and a half days instead of five days in any week, the Joint Committee may grant a special permit allowing the said employer to redistribute the hours of work.

Sur demande écrite au Comité conjoint d'un employeur accompagnée d'une requête de la majorité de ses salariés, le Comité conjoint doit accorder un permis spécial autorisant ledit employeur à établir une nouvelle distribution des heures régulières de travail d'après laquelle les salariés peuvent commencer et finir une heure plus tôt chaque jour; un tel permis cependant ne peut permettre plus de huit heures régulières de travail chaque jour dans la zone I et plus de neuf heures régulières chaque jour dans les zones II et III.

Tout employeur des zones II et III qui ferme complètement son établissement le vendredi après-midi peut, sur demande écrite au Comité conjoint, accompagnée d'une requête signée par la majorité de ses salariés, obtenir un permis spécial l'autorisant à compléter le nombre d'heures perdues à la suite de telle fermeture sans qu'il y ait lieu de payer à ses salariés les taux pour travail supplémentaire, pourvu que tel travail supplémentaire soit exécuté dans les quatre premiers jours de la même semaine et qu'il ne consiste pas en plus d'une heure par jour.

Tout permis émis en vertu des paragraphes précédents doit être conforme à leurs dispositions et stipuler une période et des conditions que le Comité conjoint juge à propos d'imposer.

Tout travail exécuté avant ou après les heures fixés par le Comité conjoint dans le permis spécial doit être considéré comme travail supplémentaire et rémunéré au taux de salaire et demi.

d) *Certain travail supplémentaire prohibé:* Aucun employeur n'a le droit d'engager pour du travail supplémentaire d'autres personnes que ses salariés réguliers.

e) *Marchands tailleurs:* Nonobstant la distribution des heures spécifiées au paragraphe "a" du présent article, le Comité conjoint doit accorder un permis spécial sur demande faite par tout marchand tailleur assujéti au présent décret, dont les registres indiquent que, généralement durant toute l'année, son établissement n'est pas en opération régulièrement au commencement de la semaine, nécessitant ainsi du travail supplémentaire les derniers jours de la semaine.

Ledit permis spécial autorise les salariés dudit marchand tailleur qui a fait telle demande à travailler au taux régulier quarante (40) heures dans la zone I et quarante-quatre (44) heures dans les zones II et III, n'importe quand dans la même semaine.

Les heures de travail excédant quarante (40) dans la zone I et quarante-quatre (44) dans les zones II et III doivent être payées au taux du salaire régulier plus la moitié de celui-ci dans les trois zones.

f) *Deuxième équipe:* L'organisation d'une deuxième équipe de travail n'est pas prohibée par le présent décret, sous les conditions suivantes:

i. L'Inspecteur du Travail doit accorder un permis à cet effet, selon l'article 70-C des règlements pris en exécution de la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175 et amendements).

ii. Le contrat doit être exécuté exclusivement pour le compte de la Défense Nationale.

iii. La durée du travail de chaque équipe ne doit pas excéder quarante (40) heures par semaine, réparties comme suit:

Première équipe: entre 7.00 a.m. et 4.00 p.m.;

Deuxième équipe: entre 4.00 p.m. et minuit.

Les heures de travail de la deuxième équipe ne sont pas considérées comme du temps supplémentaire mais elles doivent être rémunérées avec une prime de 10% en sus du salaire ordinaire.

Upon a written request to the Joint Committee from any employer supported by a petition from the majority of his employees, the Joint Committee may grant a special permit authorizing the said employer to redistribute the regular hours of work whereby the employees may commence and finish work an hour earlier each day but such permit shall not allow more than eight regular hours of work each day, in Zone I, and not more than nine regular working hours each day, in Zones II and III.

An employer of Zones II and III who completely closes his factory on Friday afternoon may, upon written request to the Joint Committee supported by a petition signed by the majority of his employees, obtain a special permit authorizing him to make up the number of hours lost as a result of such closing, without the necessity of paying overtime rates to the employees, provided that such overtime is performed within the first four days of the same week and does not extend beyond one hour each day.

Any permit issued by virtue of the foregoing shall be in accordance therewith for such period of time and such conditions as the Joint Committee may deem proper.

Any work performed before or after the hours fixed by the Joint Committee in the special permit shall be considered as overtime and such work shall be paid at the rate of time and one half.

d) *Overtime prohibited:* No employer shall have overtime worked by any persons other than those who are regularly employed by him.

e) *Merchant tailors:* Notwithstanding the distribution of hours specified in subsection (a) of the present section, the Joint Committee may grant a special permit, upon application by any merchant tailor who comes under the jurisdiction of this decree and whose records indicate that generally, throughout the year, his establishment does not operate regularly at the beginning of the week thus necessitating overtime on the last days of the week.

The said special permit allows the employees of the said merchant tailor who has made said application to work at regular rates forty hours in Zones I and forty-four hours in Zones II and III, at any time during any week.

The hours of work in excess of forty (40) in Zone I and forty-four (44) in Zones II and III shall be paid at the rate of time and one half in the three zones.

f) *Second shift:* The setting up of a second shift is not prohibited by the present decree providing the following conditions be satisfied:

i. The granting of a permit to that effect by an Inspector of the Labour Department in accordance with section 70-C of the regulations under the Industrial and Commercial Establishments Act (R.S.Q., 1941, chapter 175, as amended).

ii. The contract shall be one carried out exclusively for the National Defence.

iii. The duration of labour of each shift shall not exceed forty (40) hours per week, distributed as follows:

First shift: between 7.00 a.m. and 4.00 p.m.;

Second shift: between 4.00 p.m. and midnight.

The hours of work of the second shift shall not be considered as overtime but there shall be a premium of 10% over the ordinary wage rate.

iv. Tout travail exécuté par un salarié de quelque équipe que ce soit, en dehors des heures régulières établies pour sa propre équipe doit être rémunéré à raison de salaire et demi.

g) *Horloges enregistreuses*: Tout employeur qui a plus de quinze employés à la production doit installer et garder dans ou à l'établissement une horloge enregistreuse au moyen de laquelle on pourra tenir compte des heures de travail de tous les salariés.

IV. *Ouvrage prohibé*: a) À l'exception des vêtements donnés aux entrepreneurs qui opèrent régulièrement comme tels, aucun vêtement, en entier ou en partie, sous la juridiction de ce décret, ne doit directement ou indirectement être donné aux salariés ou emporté par eux pour être manufacturé ou travaillé en dehors de l'établissement de l'employeur ou à domicile.

b) À l'exception des faiseurs de boutonnières à la machine, aucun employeur ne peut, directement ou indirectement, engager un salarié pour travailler dans un établissement à titre d'entrepreneur ou sous-entrepreneur pour la fabrication de tout vêtement ou partie de vêtement.

V. *Clauses générales*: a) Le décret a préséance quant à ses conditions minima sur tous les contrats, collectifs ou autres, qui peuvent exister entre un employeur ou des employeurs et un salarié ou des salariés, à l'exception des contrats collectifs qui existent actuellement entre les diverses parties aux présentes, sauf que, dans aucun cas les salaires payés ne doivent être au-dessous du minimum et les heures de travail ne doivent pas être au-dessus du maximum fixé par le présent décret.

b) Un employeur ne doit pas, à moins de justes raisons, congédier ou suspendre un apprenti ou un ouvrier qualifié afin de le remplacer par un apprenti ou un ouvrier qualifié moins expérimenté ou d'une classe inférieure.

VI. *Vente d'actions ou de débetures prohibée*: Il est prohibé à tout employeur comme condition ou continuation d'emploi soit directement ou indirectement, de vendre à tout salarié ou employé, tout intérêt dans le commerce de l'employeur, soit au moyen de capital-actions, débetures ou toutes autres valeurs.

VII. *Salaires minima*: a) *Boni de vie chère*: Excepté tel que ci-après prévu, les employeurs assujettis aux dispositions du présent décret doivent verser à leurs salariés, qu'ils soient préposés uniquement ou une partie de leur temps à la confection de vêtements compris dans la juridiction du présent décret, en plus du salaire régulier (même si ce salaire régulier est supérieur aux minima établis par le présent décret), soit sur une base horaire, hebdomadaire, à la pièce ou autre, un boni de vie chère de 28½ cents pour chaque heure de travail.

Le taux de salaire et demi pour travail supplémentaire ne s'applique pas au boni spécial de vie chère prévu par les présentes.

Tous les employeurs doivent tenir un registre séparé indiquant le paiement du boni de vie chère prévu par les présentes.

Exceptions: i. *Sécurité sociale*: Tout employeur qui, par contrat avec une compagnie d'assurance reconnue et *bona fide* ou avec une caisse d'assurance reconnue par le Surintendant des Assurances de la province de Québec ou qui, par contrat avec une association *bona fide* est tenu de payer et paye une somme équivalente à 3½ cents l'heure pour chaque heure régulière ou supplémentaire de travail de ses salariés assujettis à la juridiction de ce décret, en vertu d'un projet de sécurité sociale couvrant en tout ou en partie, les cas de maladie, d'accident, d'hospi-

iv. All hours worked by persons engaged in any shift beyond the hours herein stipulated for their own shift shall be paid for at the rate of time and one half.

g) *Time clock*: Every employer with more than fifteen production employees shall be obliged to install and maintain in his factory a punch clock on which all employees shall record their working hours.

IV. *Certain work prohibited*: a) Except for clothing given out to contractors who regularly carry on business as such, no clothing, in whole or in part, covered by this decree, shall be given to or taken out by any person or employee, either directly or indirectly, to be manufactured or worked upon anywhere outside of the premises of the employer, or at home.

b) Except in the case of buttonhole makers by machine, no employer may, directly or indirectly, employ a worker to work in his establishment on a section or part of a garment on a contracting or sub-contracting basis.

V. *General*: a) The decree shall supersede all agreements, whether collective or otherwise, that may exist between employer or employers and employee or employees, except the collective agreements which now exist between the several parties hereto, save and except that under no circumstances shall wages be paid under the minima fixed by the present decree, nor shall the hours of labour be over the maxima fixed by the present decree.

b) Except for just cause, no employer shall discharge or suspend a qualified worker or apprentice to replace him with a qualified worker or apprentice of less experience or lower standing.

VI. *Sale of stock or bonds prohibited*: It is prohibited for any employer as a condition of employment or continuation of employment, either directly or indirectly, to sell to any employee or worker, any interest in the employer's business, either by way of stock, bonds, debentures or any other securities.

VII. *Wage rates*: a) *Cost of living bonus*: Except as hereinafter provided, all employers who are subject to the provisions of the present decree shall pay to all their employees, whether engaged entirely or in part in the production of garments subject to the jurisdiction of this decree, in addition to the employees' regular earnings (notwithstanding that such earnings be in excess of the herein prescribed minimum wages), whether on an hourly, weekly, piece work or other basis, a cost of living bonus of 28½ cents for each hour worked.

The premium for overtime hours worked at the rate of time and one half shall not apply to the special cost of living bonus herein provided.

All employers shall keep a separate record of the payment of the cost of living bonus herein provided.

Exceptions: i. *Insurance*: Any employer who, by contract with a recognized and *bona fide* insurance company or insurance fund recognized by the Superintendent of Insurance of the Province of Québec or who, by contract with a *bona fide* union, is bound to and does pay a sum equivalent to 3½ cents per hour for each regular and overtime hour worked by all his employees subject to the jurisdiction of this decree, for a social welfare plan covering in whole or in part sickness, accident, hospitalization, death benefits and/or for a pension or retirement plan for the benefit

talisation et de mortalité, ou d'un plan de pension ou de retraite au bénéfice de tels salariés, lequel ne laisse à l'employeur aucun droit de remboursement ou de rabais, directement ou indirectement, n'est pas tenu de payer le boni de vie chère de 28½ cents l'heure et doit continuer de payer un boni de vie chère de 25 cents pour chaque heure de travail aussi longtemps qu'il continuera de verser 3½ cents l'heure pour chaque heure régulière et supplémentaire de tous ses salariés de la façon ci-haut décrite.

Un employeur peut instituer un plan de maladie, d'accident, d'hospitalisation, de pension ou de retraite au bénéfice de ses salariés, de la façon ci-haut décrite, dont le coût est inférieur à 3½ cents l'heure pour chaque heure régulière ou supplémentaire de tous ses salariés assujettis à ce décret, mais il doit payer la différence entre le coût de tel plan et les 3½ cents l'heure pour chaque heure régulière ou supplémentaire de travail de tous ses salariés, et ce, en espèces, chaque semaine.

Tout plan de bien-être social de cette nature institué par un employeur, de la façon susdite, est sujet à l'examen par le comité conjoint et les registres de l'employeur s'y rapportant doivent, en tout temps, être tenus à la disposition des représentants du comité conjoint pour fins d'inspection et d'examen.

Si un tel examen révèle au comité conjoint que le paiement par l'employeur d'une somme égale à 3½ cents l'heure pour chaque heure régulière ou supplémentaire de travail de tous ses salariés n'est pas entièrement utilisé au bénéfice de ses salariés assujettis à ce décret, ou que le but de tel plan de bien-être social n'est pas conforme à l'esprit et aux fins de cette clause, ou si l'employeur refuse de donner les détails ou de soumettre les registres de tel plan, ledit comité peut alors aviser l'employeur par lettre recommandée et ce dernier doit payer le plein boni de vie chère de 28½ cents l'heure, tel que prévu au présent paragraphe "a", à compter de la date d'un tel avis.

ii. *Pantalons non-assortis*: Tous les employeurs, manufacturiers de pantalons non-assortis qui fabriquent des vêtements exempts de la juridiction du présent décret dans une proportion dépassant 25% de leur production totale, doivent verser à tous leurs salariés préposés uniquement ou une partie de leur temps à la confection de vêtements compris dans la juridiction du présent décret, en plus du salaire régulier (même si ce salaire régulier est supérieur aux minima établis par la présente loi), soit sur une base horaire, hebdomadaire, à la pièce ou autre, un boni général de \$0.20 l'heure au lieu du boni général de \$0.28½ l'heure ci-haut prévu.

Le comité conjoint peut, en tout temps, exiger de tels employeurs tout renseignement ayant trait à leur production et, advenant le cas où un employeur fabriquerait dans un trimestre, dans une proportion inférieure à 25% de sa production totale pour ladite période des vêtements exempts de la présente juridiction, ledit employeur doit, sur demande du comité conjoint, verser à ses salariés un boni additionnel de vie chère de 2½ cents l'heure.

iii. *Vêtements de la classe B*: Tous les employeurs, manufacturiers de vêtements de la classe B, qui fabriquent des vêtements exempts de, ou non compris dans, la juridiction du présent décret dans une proportion dépassant 25% de leur

of such employees and in which plan the employer has no equity or right of refund or rebate, directly or indirectly, then said employer shall be relieved of paying the cost of living bonus as aforesaid of 28½ cents per hour and shall continue to pay a cost of living bonus of 25 cents per hour for each hour worked, so long as said employer continues to pay a sum equivalent to 3½ cents per hour for each regular and overtime hour worked by all his employees as aforesaid.

In the event that any plan covering sickness, accident, hospitalization, pension or retirement, introduced by the employer for the benefit of his employees as aforesaid, should involve a cost of less than a sum equivalent to 3½ cents per hour for each regular and overtime hour worked by all his employees subject to the jurisdiction of this decree, the employer shall be entitled to carry out such a plan, paying the difference between the cost of such a plan and a sum equivalent to 3½ cents per hour for each regular and overtime hour worked by all his employees, in cash, weekly.

Any such social welfare plan introduced by any employer as aforesaid shall be subject to examination by the Joint Committee and, for that purpose, the employer's records shall at all times be open to inspection and examination by the Joint Committee.

Should it be found, after examination by the Joint Committee, that payment by the employer of a sum equivalent to 3½ cents per hour for each regular and overtime hour worked by all his employees is not wholly for the benefit of his employees subject to the jurisdiction of this decree, or that the object of the said social welfare plan is not in accordance with the spirit and intention of this provision, or upon the refusal by the employer to submit details and records of such plan, then, upon notice from the Joint Committee given by registered mail to the employer, the said employer shall be bound to pay the full cost of living bonus of 28½ cents per hour as provided by the present subsection (a), from the date specified in such notice.

ii. *Odd pants*: All employers who are men's and boys' odd pants manufacturers and who produce garments that are exempted from the jurisdiction of this decree by virtue of its provisions in an amount in excess of 25% of their total production shall pay to all their employees, whether engaged entirely or in part in the production of garments subject to the jurisdiction of this decree, in addition to their regular earnings (notwithstanding that such earnings be in excess of the herein prescribed minimum wages), whether on an hourly, weekly, piece work or their basis, a cost of living bonus of 20 cents per hour in lieu of the general cost of living bonus of 28½ cents per hour hereinbefore provided.

The Joint Committee shall be entitled at any time to request and obtain from such employers full information as to their production and, in the event that any such employer should, in any three-month period produce less than 25% of his total production, in the said period, of garments exempted from the present jurisdiction, the said employer shall, upon demand from the Joint Committee, pay to his workers an additional 2½ cents per hour as a cost of living bonus.

iii. *Class B Garments*: All employers who are Class B garment manufacturers and who produce garments that are exempted from or not governed by the jurisdiction of this decree by virtue of its provisions in an amount in excess of 25% of their

production totale, doivent verser à tous leurs salariés préposés uniquement ou une partie de leur temps à la confection de vêtements compris dans la juridiction du présent décret, en plus du salaire régulier (même si ce salaire régulier est supérieur aux minima établis par le présent décret), soit sur une base horaire, hebdomadaire, à la pièce ou autre, un boni général de 20 cents l'heure au lieu du boni général de 28½ cents ci-haut prévu.

Tout manufacturier de vêtements de la classe B a le droit d'inclure ou d'incorporer ce boni de vie chère de 20 cents dans les taux horaires ou à la pièce payés à ses salariés. Dans ce cas, les taux minima horaires sont les taux de la Cédule II, augmentés de 20 cents.

Le comité conjoint peut, en tout temps, exiger de tels employeurs tout renseignement ayant trait à leur production et, advenant le cas où un employeur fabriquerait, dans un trimestre, dans une proportion inférieure à 25% de sa production totale pour ladite période, des vêtements exempts de, ou non compris dans la présente juridiction, ledit employeur doit, sur demande du comité conjoint, verser à ses salariés un boni additionnel de vie chère de 2½ cents l'heure.

Si le manufacturier décide d'inclure ou d'incorporer le boni de vie chère de 22½ cents dans les taux horaires ou à la pièce payés à ses salariés, les taux minima horaires sont les taux de la Cédule II, augmentés de 22½ cents.

Si le boni de vie chère est incorporé dans les taux horaires ou à la pièce, il ne doit pas en résulter de réduction dans les gages des salariés, soit directement ou indirectement. Un avis d'intention d'incorporer le boni de vie chère doit être donné au comité conjoint, par écrit, et les taux ajustés doivent être approuvés par le comité conjoint ou ses agents autorisés avant qu'ils ne soient mis en vigueur.

Les dispositions concernant l'apprentissage et l'avancement graduel doivent s'appliquer également aux manufacturiers de vêtements de la Classe B.

iv. *Vêtements d'enfants*: Tous les manufacturiers de vêtements pour enfants de 4 à 6 ans inclusivement, n'excédant pas la taille 24x, et de manteaux pour fillettes jusqu'à 14 ans inclusivement, tels que ci-dessus décrits, doivent verser à tous leurs salariés, qu'ils soient préposés uniquement ou une partie de leur temps à la confection de vêtements compris dans la juridiction du présent décret, en plus du salaire régulier (même si ce salaire régulier est supérieur aux minima établis par le présent décret) soit sur une base horaire, hebdomadaire, à la pièce ou autre, un boni de vie chère de 17½ cents pour chaque heure de travail au lieu du boni général de 28½ cents ci-haut prévu.

v. *Apprentis*: Dans le cas des apprentis qui n'ont eu aucune expérience antérieure dans l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons, le boni de vie chère prévu par les présentes peut être réduit de 7½ cents l'heure pendant une période de treize (13) semaines. Lesdits commençants doivent recevoir leur plein boni de vie chère, tel que prévu par les présentes, dès qu'ils ont complété treize (13) semaines d'emploi.

vi. *Manufacturiers de la cité de Québec*: Les manufacturiers opérant dans les limites de la cité de Québec qui produisent des vêtements de la Classe A doivent payer un boni de vie chère de 26 cents au lieu du boni général de 28½ cents l'heure. Pour toutes les autres catégories de vêtements, les conditions de paiement doivent être conformes aux normes établies par le présent paragraphe (a).

their total production shall pay to all their employees, whether engaged entirely or in part in the production of garments subject to the jurisdiction of this decree, in addition to their regular earnings (notwithstanding that such earnings be in excess of the herein prescribed minimum wages) whether on an hourly, weekly, piece work or other basis, a cost of living bonus of 20 cents per hour in lieu of the general cost of living bonus of 28½ cents per hour hereinbefore provided.

A Class B garment manufacturer shall have the right to incorporate the above mentioned cost of living bonus of 20 cents per hour in the hourly or piece work rates paid to such employees. In that event, the minimum hourly rates applicable are those of Schedule II, increased by 20 cents.

The Joint Committee shall be entitled at any time to request and obtain from such employers full information as to their production and, in the event that any such employer should, in any three-month period, produce less than 25% of his total production, in the same period of garments exempted from or not governed by the present jurisdiction, the said employer shall, upon demand from the Joint Committee, pay to his workers an additional 2½ cents per hour as a cost of living bonus.

In the event that a manufacturer elects to include or incorporate the cost of living bonus of 22½ cents per hour in the hourly or piece work rates, then the minimum hourly rates applicable are those of Schedule II, increased by 22½ cents.

In the event that the cost of living bonus is incorporated into the hourly or piece work rates, such incorporation shall not reduce, directly or indirectly the earnings of the employee. Notice of intention to incorporate the cost of living bonus shall be given to the Joint Committee, in writing, and the adjusted rates shall be approved by the Joint Committee or its authorized representatives before they are put into effect.

The provisions governing apprenticeship and gradual promotion shall also apply to manufacturers of Class B garments.

iv. *Children's clothing*: All manufacturers of children's clothing comprising ages from 4 to 6 years inclusive, not exceeding size 24x, and girls' coats up to the age of 14 years inclusive, as hereinbefore defined, shall pay to all their employees, whether engaged entirely or in part in the production of garments coming under the jurisdiction of this decree, in addition to their regular earnings (notwithstanding that such earnings be in excess of the herein prescribed minimum wages), whether on a hourly, weekly, piece work or other basis, a cost of living bonus of 17½ cents per hour for each hour worked in lieu of the general cost of living bonus of 28½ cents per hour hereinabove provided.

v. *Apprentices*: In the case of apprentices who have had no previous experience in the men's and boys' clothing industry, the cost of living bonus herein provided may be reduced by 7½ cents per hour for a period of thirteen (13) weeks. Such beginners shall receive their full cost of living bonus, as herein provided, immediately upon completion of thirteen (13) weeks of such employment.

vi. *Quebec city manufacturers*: Manufacturers operating within the limits of the City of Quebec who are engaged in the production of Class A garments shall pay a cost of living bonus of 26 cents instead of the general bonus of 28½ cents per hour. For all other classes of garments payment shall be effected as established in the present subsection (a).

b) *Taux de salaires:* Les taux de salaires minima à l'heure et le boni de vie chère pour tout travail exécuté durant une journée et une semaine régulière de travail, sujet aux dispositions contenues dans le présent décret, sont le boni de vie chère tel que prévu et les taux apparaissant vis-à-vis des occupations et de leurs classifications respectives énumérées dans les cédules suivantes:

b) *Rates of pay:* The hourly minimum rates of wages and cost of living bonus for work performed during a regular working day and during a regular working week, subject to the provisions herein contained, shall be the cost of living bonus as stipulated, and the rates appearing opposite the respective operations and classifications, as shown in the following schedules:

CLASSIFICATION ET ÉCHELLE DE SALAIRES — CLASSIFICATION AND SCALES OF WAGES

CEDULE I: VÊTEMENTS DE LA CLASSE A, TELS QUE DÉFINIS A L'ARTICLE I, PARAGRAPHE (a), JURIDICTION INDUSTRIELLE

SCHEDULE I: CLASS A GARMENTS, AS DEFINED IN SECTION I, SUBSECTION (a). INDUSTRIAL JURISDICTION

Classe — Class	Vestons — Coats	Taux à l'heure excluant le boni de vie chère		
		Rates of wages per hour exclusive of cost of living bonus		
		Zones		
		I	II	III
AA	Coupeurs compétents — Skilled cutters.....	\$1.045	\$0.93	\$0.875
A	Opérateurs en chef et assembleurs de revers — Head operators and shape sewers.....	0.98	0.875	0.835
AB	Coupeurs de fournitures compétents — Skilled trimmers.....	0.965	0.865	0.82
BB	Faiseurs de poches — Pocket makers.....	0.90	0.795	0.755
B	Ajusteurs, presseurs-finisieurs — Fitters, offpressers.....	0.87	0.765	0.73
C	Faufileurs de rebords, faufileurs en second, tailleurs de revers, faiseurs de dessus de cols — Edge basters, second basters, shapers, top collar makers.....	0.825	0.74	0.70
D	Examineurs, assembleurs, faiseurs de doublures, surjeteurs de poches — Examiners, joiners (second operators), lining makers, pocket tackers.....	0.735	0.655	0.62
D-1	Presseurs à la machine — Steam machine pressers.....	0.705	0.63	0.60
D-2	Assistants-coupeurs — Choppers.....	0.68	0.60	0.575
EE	Sous-presseurs — Underpressers.....	0.65	0.575	0.55
E	Faufileurs de doublures, faufileurs de rebords à la machine, faufileurs de dessous de cols — Lining basters, machine edge basters, undercollar basters.....	0.625	0.55	0.52
F	Faufileurs d'emmanchures, faiseurs de boutonniers, faiseurs de revers, faiseurs de manches — Armhole basters, buttonhole makers, lapel makers, sleeve makers.....	0.495	0.44	0.41
G	Rabatteurs de bas et de hauts de cols, faiseurs de canevas, faufileurs de canevas, finisseurs, employés généraux, surjeteurs de coutures intérieures, poseurs de boutons — Bottom of collar and leaf of collar fellers, canvas basters, canvas makers, coat finishers, general hands, inside coat tackers, button sewers....	0.43	0.385	0.355
H	Surjeteurs de boutonniers, rabatteurs de bas de doublures de manches, finisseurs de poches, surjeteurs et faufileurs de doublures de manches, faiseurs de petites poches intérieures, nettoyeurs — Buttonhole tackers, fellers of bottom of sleeve linings, pocket closers, sleeve lining tackers and basters, ticket pocket makers, cleaners:			
	1er trimestre — 1st 3 months.....	0.24	0.21	0.18
	2e trimestre — 2nd 3 months.....	0.275	0.25	0.235
	3e trimestre — 3rd 3 months.....	0.33	0.29	0.265
	4e trimestre — 4th 3 months.....	0.385	0.345	0.32
	Après 12 mois — After 12 months.....	0.43	0.385	0.355
K	Enleveurs de faufilures — Basting pullers:			
	1er trimestre — 1st 3 months.....	0.22	0.195	0.18
	2e trimestre — 2nd 3 months.....	0.255	0.225	0.215
	3e trimestre — 3rd 3 months.....	0.29	0.26	0.25
PANTALONS — PANTS				
AA	Coupeurs compétents — Skilled cutters.....	1.045	0.93	0.875
AB	Coupeurs de fournitures compétents — Skilled trimmers.....	0.965	0.865	0.82
BB	Faiseurs de poches de devant et d'arrière, assembleurs — Back and front pocket makers, seamers.....	0.90	0.795	0.755
B	Presseurs de jambes de pantalons — Leg pressers.....	0.87	0.765	0.73
C	Piqueurs de doublures — Lining stitchers.....	0.825	0.74	0.70
D	Assembleurs de doublures, presseurs de hauts de pantalons, poseurs de ceintures de drap — Lining sewers, top pressers, cloth waistband sewers.....	0.735	0.655	0.62

Classe — Class	Zones		
	I	II	III
D-2 Assistants-coupeurs — Choppers	0.68	0.60	0.575
E Faiseurs de poches, assembleurs des coutures extérieures pour les culottes courtes, culottes bouffantes de garçons et pantalons d'adolescents, assembleurs et piqueurs de doublures pour les culottes courtes et culottes bouffantes de garçons et les pantalons d'adolescents — Pocket makers, outside seamers on boys' shorts, bloomers and juvenile pants, lining sewers and stitchers on boys' shorts, bloomers and juvenile pants	0.625	0.55	0.52
FF Sous-presseurs — Underpressers	0.58	0.52	0.495
F Faiseurs de boutonniers, ajusteurs, assembleurs de coutures intérieures pour les culottes courtes et culottes bouffantes de garçons et pantalons d'adolescents, poseurs de fournitures — Buttonhole makers, fitters, inside seamers on boys' shorts, bloomers and juvenile pants, trimming makers	0.495	0.44	0.41
G Poseur de boutons, examinateurs, finisseurs, faiseurs de bragues, faiseurs de passe-ceintures, surjeteurs et finisseurs de coins de poches à la machine spéciale — Button sewers, examiners, finishers, fly makers, loop makers, sergers and bar tackers	0.43	0.385	0.355
H Surjeteurs de boutonniers, nettoyeurs — Buttonhole tackers, cleaners:			
1er trimestre — 1st 3 months	0.24	0.21	0.18
2e trimestre — 2nd 3 months	0.275	0.25	0.235
3e trimestre — 3rd 3 months	0.33	0.29	0.265
4e trimestre — 4th 3 months	0.385	0.345	0.32
Après 12 mois — After 12 months	0.43	0.385	0.355
K Enleveur de faulures — Basting pullers:			
1er trimestre — 1st 3 months	0.22	0.195	0.18
2e trimestre — 2nd 3 months	0.225	0.225	0.215
3e trimestre — 3rd 3 months	0.29	0.26	0.25

GILETS — VESTS

AA Coupeurs compétents — Skilled cutters	1.045	0.93	0.785
A Faiseurs de poches, galonneurs — Pocket makers, tape sewers ..	0.98	0.875	0.835
AB Coupeurs de fournitures compétents — Skilled trimmers	0.965	0.865	0.82
BB Opérateurs en second — Second operators	0.90	0.795	0.755
B Presseurs-finisieurs — Offpressers	0.87	0.765	0.73
D Ajusteurs — Fitters	0.735	0.655	0.62
D-1 Sous-presseurs généraux — General underpressers	0.705	0.63	0.60
D-2 Assistants-coupeurs — Choppers	0.68	0.60	0.575
F Faiseurs de boutonniers, faulfileurs, faiseurs de doublures, assembleurs de goussets — Buttonhole makers, basters, lining makers, vee sewers	0.495	0.44	0.41
G Brosseurs, poseurs de boutons, examinateurs, finisseurs, employés généraux, poseurs d'étiquettes — Brushers, button sewers, examiners, finishers, general hands, ticket sewers	0.43	0.385	0.355
H Surjeteurs de boutonniers, nettoyeurs — Buttonhole tackers, cleaners:			
1er trimestre — 1st 3 months	0.24	0.21	0.18
2e trimestre — 2nd 3 months	0.275	0.25	0.235
3e trimestre — 3rd 3 months	0.33	0.29	0.265
4e trimestre — 4th 3 months	0.385	0.345	0.32
Après 12 mois — After 12 months	0.43	0.385	0.355
K Enleveurs de faulures — Basting pullers:			
1er trimestre — 1st 3 months	0.22	0.195	0.18
2e trimestre — 2nd 3 months	0.255	0.255	0.215
3e trimestre — 3rd 3 months	0.29	0.26	0.25

VESTONS, PANTALONS ET GILETS — COATS, PANTS AND VESTS

Apprentis-coupeurs — Apprentice-choppers:

Un apprenti-coupeur est un commençant et travaille sous la cédule suivante — An apprentice-chopper is a beginner and shall work under the following schedule:

1er semestre — 1st 6 months	0.25	0.22	0.21
2e semestre — 2nd 6 months	0.32	0.275	0.265
3e semestre — 3rd 6 months	0.38	0.345	0.32
4e semestre — 4th 6 months	0.455	0.40	0.385
5e semestre — 5th 6 months	0.52	0.465	0.44
Après 30 mois — After 30 months	0.68	0.60	0.575

Apprentis-coupeurs de fournitures — Apprentice-trimmers:

Un apprenti-coupeur de fournitures est un commençant et travaille sous la cédule suivante — An apprentice-trimmer is a beginner and shall work under the followings schedule:

1er semestre — 1st 6 months	0.25	0.22	0.21
2e semestre — 2nd 6 months	0.275	0.25	0.235

Classe — Class	Zones		
	I	II	III
3e semestre — 3rd 6 months	0.32	0.275	0.265
4e semestre — 4th 6 months	0.35	0.32	0.29
5e semestre — 5th 6 months	0.38	0.345	0.32
6e semestre — 6th 6 months	0.43	0.385	0.375
Après 36 mois — After 36 months	0.52	0.465	0.44

CÉDULE II: VÊTEMENTS DE LA CLASSE B, TELS QUE DÉFINIS A L'ARTICLE I, PARAGRAPHE (a).
JURIDICTION INDUSTRIELLE

SCHEDULE II: CLASS B GARMENTS, AS DEFINED IN SECTION I, SUBSECTION (a),
INDUSTRIAL JURISDICTION

AZ	Marqueurs ou coupeurs au couteau — Markers or knife cutters.	0.94	0.835	0.79
BZ	Coupeurs de fournitures, assembleurs de revers, galonneurs, poseurs de manches — Trimmers, shape sewers, tape sewers, sleeve sewers	0.87	0.78	0.74
CZ	Presseurs-finisieurs à la main ou à la machine, faiseurs de poches — Offpressers by hand or machine, pocket makers	0.79	0.71	0.67
DZ	Assistants-coupeurs, empileurs, assembleurs, faiseurs de dessus, faiseurs de dos, surjeteurs de poches, faiseurs de doublures, faiseurs de pattes et de bordures, faiseurs de collets, assembleurs de goussets, piqueurs de coutures, opérateurs de machines à aiguille double, poseurs de galons aux emmanchures, piqueurs de rebords, faiseurs et piqueurs de ceintures et d'épaulettes, poseurs de parements aux vestons sans revers — Assistant-cutters (choppers), pilers, joiners, top makers, back makers, pocket tackers, lining makers, flap and welt makers, collar makers, vee sewers, seam raisers, double needle machine operators, armhole tapers, edge stitchers, belt and epaulet makers and stitchers, sewers of facings to coats without shape	0.625	0.565	0.53
EZ	Sous-presseurs — Underpressers	0.55	0.495	0.47
FZ	Faiseurs de revers, faiseurs de parements de manches, faiseurs de manches, couseurs de bas de parements, couseurs de bourrures, couseurs de revers et de collets, surjeteurs de bas, faiseurs de boutonniers, faufleurs d'emmanchures, poseurs de fermetures-éclair, marqueurs de boutonniers, faiseurs de plis sur les poches, surjeteurs de passe-ceintures et d'épaulettes — Lapel makers, cuff makers, sleeve makers, bottom facing sewers, pad sewers, lapel and collar sewers, bottom tackers, buttonhole makers, armhole basters, zipper sewers, buttonhole markers, pleat makers on patches, loop and epaulet tackers	0.46	0.415	0.39
GZ	Poseurs de fournitures, tous les opérateurs de machines spéciales (comprenant les finisseurs de coins, surjeteurs, faufleurs de canevas et rabatteurs), assortisseurs ou séparateurs, faiseurs de coutures passe-poil — Trimming makers, all special machine operators (including bar tackers, sergers, canvas basters and fellers), sorters or separators, seam pipers	0.445	0.40	0.38
HZ	Finisseurs, marqueurs de boutons, poseurs de boutons, rabatteurs à la main, nettoyeurs, coupeurs de fils, préposés aux réparations, examinateurs, plieurs, employés généraux, appareilleurs, rogneurs de rebords retourneurs de vestons, surjeteurs de boutonniers, finisseurs de poches — Finishers, button markers, button sewers, hand fellers, cleaners, thread cutters, bushelers, examiners, folders, general hands, pairers, edge trimmers, coat turners, buttonhole tackers, pocket closers	0.40	0.36	0.34
	Apprentis — Apprentices:			
	1er trimestre — 1st 3 months	0.22	0.20	0.19
	2e trimestre — 2nd 3 months	0.25	0.24	0.225
	3e trimestre — 3rd 3 months	0.30	0.28	0.26
	4e trimestre — 4th 3 months	0.35	0.32	0.30
	Après 12 mois — After 12 months	0.40	0.36	0.34

CÉDULE III: PANTALONS NON-ASSORTIS, TELS QUE DÉFINIS A L'ARTICLE I, PARAGRAPHE (a).
JURIDICTION INDUSTRIELLE

SCHEDULE III: ODD PANTS, AS DEFINED IN SECTION I, SUBSECTION (a),
INDUSTRIAL JURISDICTION

AX	Coupeurs compétents — Skilled cutters	0.935	0.835	0.81
BX	Faiseurs de poches de devant et d'arrière, coupeurs de fournitures, assembleurs — Front and back pocket markers, trimmers, seamers	0.85	0.76	0.725
CX	Piqueurs de doublures, presseurs de jambes de pantalons — Lining stitchers, leg pressers	0.79	0.70	0.655
DX	Poseurs de doublures, presseurs de hauts de pantalons — Lining sewers, top pressers	0.69	0.62	0.585

Classe — Class	Zones		
	I	II	III
DX-1 Assistants-coupeurs — Choppers	0.625	0.565	0.535
EX Faiseurs de poches, assembleurs et piqueurs de doublures et assembleurs de coutures extérieures pour culottes courtes, culottes bouffantes et pantalons d'adolescents — Pocket makers, lining sewers and stitchers and outside seamers on boy's longs, shorts and bloomers	0.57	0.51	0.48
FX Ajusteurs, sous-presseurs, faiseurs de fournitures, faiseurs de boutons, assembleurs de coutures intérieures pour culottes courtes, culottes bouffantes et pantalons d'adolescents — Fitters, underpressers, trimming makers, buttonhole makers, inside seamers on boys' longs, shorts and bloomers	0.46	0.41	0.385
GX Faiseurs de bragues, surjeteurs de poches, surjeteurs, poseurs de boutons, finisseurs, faiseurs de ganses, examinateurs — Fly makers, pocket sergers, tackers, button sewers, finishers, loop makers, examiners	0.40	0.35	0.34
HX Nettoyeurs, surjeteurs de boutons — Cleaners, buttonhole tackers:			
1er trimestre — 1st 3 months	0.22	0.195	0.18
2e trimestre — 2nd 3 months	0.25	0.22	0.21
3e trimestre — 3rd 3 months	0.30	0.265	0.25
4e trimestre — 4th 3 months	0.35	0.30	0.275
Après 12 mois — After 12 months	0.40	0.345	0.30

CÉDULE IV: VÊTEMENTS D'ENFANTS, TELS QUE DÉFINIS A L'ARTICLE I, PARAGRAPHE (a), JURIDICTION INDUSTRIELLE

SCHEDULE IV: CHILDREN'S CLOTHING, AS DEFINED IN SECTION I, SUBSECTION (a), INDUSTRIAL JURISDICTION

AY Marqueurs compétents — Skilled markers	0.835	0.74	0.71
BY Coupeurs de fournitures — Trimmers	0.75	0.675	0.635
CY Façonneurs — Shape makers	0.645	0.58	0.54
DY Galonneurs, presseurs-finisieurs, poseurs de manches — Tape sewers, offpressers, sleeve hangers	0.645	0.58	0.54
EY Faiseurs de poches — Pocket makers	0.535	0.48	0.46
FY Presseurs à la machine à vapeur, assistants-coupeurs (pour définition, voir pantalons non-assortis), faufileurs de rebords à la machine, faiseurs de boutons, surjeteurs de poches, assembleurs, opérateurs en second, faiseurs de doublures, tailleurs de revers — Steam machine pressers, choppers (for definition, see Odd Pants), machine edge basters, buttonhole makers, pocket tackers, joiners, second operators, lining makers, shapers	0.425	0.385	0.36
GY Faiseurs de manches, faiseurs de revers, faufileurs d'emmanchures, finisseurs de vestons, poseurs de boutons, employés généraux, faiseurs de canevas, faufileurs de canevas, sous-presseurs — Sleeve makers, lapel makers, armhole basters, coat finishers, underpressers	0.365	0.33	0.315
HY Surjeteurs de doublures de manches, assembleurs de doublures, faiseurs de dessous de cols, finisseurs de poches, enleveurs de faufilures, surjeteurs de boutons, nettoyeurs, poseurs d'étiquettes de grandeurs, brossiers — Sleeve lining tackers, sleeve lining sewers, undercollar makers, pocket closers, basting pullers, buttonhole tackers, cleaners, size ticket sewers, brushers			
1er trimestre — 1st 3 months	0.21	0.18	0.17
2e trimestre — 2nd 3 months	0.235	0.21	0.20
3e trimestre — 3rd 3 months	0.285	0.26	0.24
4e trimestre — 4th 3 months	0.33	0.29	0.28
Après 12 mois — After 12 months	0.365	0.33	0.315

c) *Taux de salaires minima*: Au cours de la durée de ce décret, il est interdit de réduire les taux de salaires, qu'ils soient basés sur les taux à la pièce ou sur les taux à la semaine, soit directement ou indirectement. Dans aucun cas, les taux de salaires minima ci-dessus mentionnés ne doivent être interprétés comme étant les taux de salaires maxima.

d) Tous les salaires doivent être payés aux salariés chaque semaine en argent.

e) Tous les taux de salaires honoraires ci-dessus mentionnés dans lesdites cédules sont considérés comme des taux de salaires minima. Toutes les augmentations ou tous les taux de salaires actuellement en vigueur au-dessus des minima doivent être maintenus sans réductions.

a) *Minimum rates of wages*: During the life of this decree, it shall be prohibited to make any reduction in the rates of wages, whether on piece work or week work rates, either directly or indirectly, and at no time shall the minimum rates of wages hereinbefore referred to be construed as maximum rates of wages.

d) All wages shall be paid to employees weekly in cash.

e) All the foregoing rates of wages set out in the said schedules shall be considered as minimum rates and any and all increases or rates of wages actually in force in excess of the minima shall in no way be reduced.

VIII. Définitions:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE A (CÉDULE I)
VESTONS

Classe AA: Coupeur compétent: celui qui peut assembler les patrons sur l'étoffe, ce qu'on appelle dans le métier "making lays"; qui trace les patrons sur l'étoffe, empile l'étoffe le nombre d'épaisseurs requises et la coupe aux ciseaux ou au couteau électrique; qui peut faire toutes les modifications nécessaires nécessaires à ce qu'on appelle "un patron bloqué" selon les mesures spéciales requises pour des vêtements en série ou des vêtements faits sur commande.

Classe A: Opérateur-en-chef et assembleur de revers: celui qui assemble les manches au veston; qui coud le galon sur les rebords du veston, y compris ou non le col; qui coud autour des revers non faufileés et qui fait le bas.

Classe AB: Coupeur de fournitures compétent: Celui qui assemble les patrons sur les étoffes à fournitures, étend les étoffes, les marque et les empile le nombre d'épaisseurs requises et les coupe aux ciseaux ou au couteau.

Classe BB: Faiseur de poches: celui qui fait les pattes, les bordures, les poches rapportées ou tout autre genre de poches; qui les ajuste et les coud sur le devant du veston et qui fait les bordures prêtes pour le surjetage des poches.

Classe B: Ajusteur: celui qui ajuste et prépare les parties et les fournitures d'un veston et les assemble, le tout prêt pour l'atelier de confection.

Presseur-finisseur: celui qui fait et complète le "pressage à sec" d'un veston, soit à la main ou à la presse à pied.

Classe C: Faufileur de rebords: celui qui rogne les rebords après qu'ils ont été galonnés et pressés; qui les retourne; qui faufile le rebord des pointes du col et des revers à la main; surjette les coins et la couture intérieure du col.

Faufileur en second: celui qui faufile le parement (facing) du revers et la doublure à la main, avec ou sans le col.

Faiseur de revers: celui qui marque et taille autour du col et des revers de même qu'autour de tout le veston suivant le patron fourni.

Faiseur de dessus de cols: celui qui faufile le dessus du col d'un veston, soit sur un veston complètement ouvert, ce qui comprend la gorge, ou sur un veston semi-ouvert où la gorge est cousue à la machine; qui faufile le dessus et le dessous du col séparément avant que le col soit ajusté au veston; faufile le rebord du dessus du col entre le canevassé et le dessous du col, le tout prêt pour le rabatage; qui surjette les coins entre les revers et le col.

Classe D: Examineur: celui qui examine les vestons et fait les menus réparations; qui marque les boutons et les boutonnières.

Assembleur (opérateur en second): celui qui coud les goussets, ferme le centre du dos et les coutures du côté, galonne les tours de bras et assemble les coutures des épaules, pique les rebords et toutes les coutures requises, fait une ouverture dans le dos, fait les ceintures, les manchettes, les bandes et les différents genres de plis qui peuvent être requis dans le veston.

Faiseur de doublures: celui qui fait les doublures pour vestons.

Surjeteur de poches: celui qui finit les poches, après que le faiseur de poches a fait son travail tel que défini dans la classe BB.

Classe DA: Presseur à la machine à vapeur: celui qui fait le pressage à la machine à vapeur requis prêt pour le pressage-finissage.

VIII. Definition:

CLASS A GARMENTS (SCHEDULE I)

COATS

Class AA: Skilled cutter: one who can assemble patterns on cloth, known in the trade as "making lays"; who marks the cloth according to patterns, lays up the cloth to the number of layers required, and cuts same with shears or electric knife, and who can make all necessary alterations from what is known as a "block pattern" to special measurements that may be required for stock or made-to-measure clothes.

Class A: Head operator and shape sewer: one who can sew sleeves on to a coat; who can sew the tape on the edges of the coat, with or without a collar; and who can sew around shapes of coats that have not been basted, and sews up bottoms.

Class AB: Skilled trimmer: one who can assemble patterns on trimming material, makes lays, marks and piles the number of layers required and cuts same with shears or knife.

Class BB: Pocket maker: one who can make flaps, welts, patches or any other style of pockets; who can set and sew same on front of the coat, and who makes beesom ready for pocket tacking.

Class B: Fitter: one who fits and prepares the parts and trimmings of a coat and assembles same ready for the tailor-shop.

Offpresser: one who performs and completes the "dry pressing" of a coat, either by hand iron or jumping machine.

Class C: Edge baster: one who trims around edges after they have been taped and under pressed; turns over same, bastes edges of collar end and ends of lapels by hand; tacks corners and collar seam inside.

Second baster: one who bastes the shape of the facing of the lining onto the coat by hand, with or without the collar.

Shaper: one who marks and trims around the shape of the collar and lapels, including the entire edge of the coat according to pattern furnished.

Top-collar maker: one who bastes the top-collar on a coat, either on a complete open coat which includes the gorge, or on a semi-open coat in which the gorge is sewn by machine, or bastes the top-collar to the under-collar separately before it is set on the coat, bastes around the leaf of the top-collar between the canvas and the under-collar ready for felling, and tacks corners between the shape and the collar.

Class D: Examiner: one who examines the coats and makes minor repairs, who also marks buttons and buttonholes.

Joiner (second operator): one who sews up vees, closes the centre of the back and side seams of a coat, tapes the armholes and joins shoulder seams; stitches the edges of a coat, raises the seams, makes a vent in the back, makes belts, cuffs, straps and different styles of pleats that may be required in a coat.

Lining maker: one who makes linings for coats.

Pocket tacker: one who finishes the pockets in a coat, after the pocket maker has done his work as stated in Class BB.

Class D-1: Steam machine presser: one who does any of the steam machine pressing required on a coat ready for offpressing.

Classe D-2: Assistant-coupeur: celui qui d'après les indications du coupeur compétent, empile l'étoffe le nombre d'épaisseurs requises; qui coupe aux ciseaux soit une seule épaisseur ou autant d'épaisseurs qu'il peut couper à la fois mais qui ne fait aucun marquage.

Classe EE: Sous-presseur: celui qui presse les coutures, les manches, les doublures, les poches et le canevas; façonne les revers pour le faiseur de revers, qui presse les coutures des tours de bras et des épaules.

Classe E: Faufileur de doublures: celui qui faufille les parements jusqu'au bas du veston après que les revers ont été faufilés par le faufilleur en second; qui marque et rogne le bas de la doublure et faufille les coutures près de la doublure au devant du veston, prêt pour le surjetage des coutures intérieures; faufille autour du pli inférieur de la doublure, faufille la doublure autour du bras et rogne les tours de bras pour le faufilleur de tours de bras; faufille les coutures des épaules de la doublure pour le finisseur, faufille le dessous du cou, faufille la doublure pour les finisseurs pour les vestons à quart de doublure ou à demi-doublure.

Faufleur de rebords à la machine: celui qui faufille les rebords, à l'exception des revers, sur le col et le veston, avec une machine à faufiler les rebords.

Classe F: Faufileurs d'emmanchures: celui qui faufille les bourrures des épaules et des manches dans les emmanchures, soit simples ou doubles.

Faiseur de boutonnières: celui qui fait les boutonnières requises avec une machine à boutonnières.

Faiseur de revers: celui qui bourre les revers, les dessous de cols et fait les brides.

Faiseur de manches: celui qui fait les manches.

Classe G: Rabatteur de bas et de hauts de cols: celui qui rabat les bas et les hauts de cols.

Faufleur de canevas: celui qui faufille le canevas sur le devant du veston, soit à la main ou à la machine.

Faiseur de canevas: celui qui coud les fournitures nécessaires sur le canevas du veston avec une machine spéciale à faire les canevas.

Finisseur: celui qui fait à la main tout le rabattage intérieur requis sur un veston.

Employé général: celui qui coupe les poches, les retourne, taille et marque les pattes et les bordures; qui rogne les rebords du canevas après la taille des revers; rogne la doublure des manches prête pour le finisseur, appareille les manches, les doublures et les cols pour les opérateurs ou les faufilleurs.

Surjeteur de coutures intérieures: celui qui surjette les coutures intérieures, soit à la main ou à la machine.

Poseur de boutons: celui qui pose les boutons nécessaires sur un veston.

Classe H: Surjeteur de boutonnières: celui qui surjette les boutonnières avec une machine spéciale à surjeter.

Rabatteur de bas de doublures de manches: celui qui surjette les doublures de manches, fait les dessous de cols, faufille et rabat des bas de doublures de manches.

Finisseur de poches: celui qui finit les poches. Cette opération peut être faite par les commençants ou par les personnes de peu d'expérience.

Faiseur de petites poches intérieures: celui qui fait les petites poches au complet pour les poches intérieures des vestons.

Nettoyeur: celui qui coupe les fils et nettoie les vestons.

Classe K: Enleveurs de faufilures: celui qui enlève les faufilures.

Class D-2: Chopper (assistant-cutter): one who can pile up material according to the lay which is marked by the skilled cutter, to the number of layers required; who also cuts with shears either single or as many layers as can be cut at one time but who does no marking.

Class EE: Underpresser: one who presses the seams, sleeves, linings, pockets and canvas of a coat, breaks in the shapes on coats ready for the shaper, also presses the armhole seams and the shoulder seams.

Class E: Lining baster: one who bastes facings by the second baster, who marks and trims around the bottom of the lining and also bastes the seams near the lining to the front of the coat ready for inside tacking; also one who bastes around the bottom pleat and trims around same ready for the armhole baster, bastes the shoulder seams of lining ready for the finisher, bastes in the under-collar, also bastes the lining ready for the finishers on quarter-lined or half-lined coats.

Machine edge baster: one who bastes the edges, excluding the shapes, on the collar and the coat on an edge basting machine.

Class F: Armhole baster: one who bastes in the shoulder and the sleeve paddings in the armholes, either single or double.

Buttonhole maker: one who makes all buttonholes required on a buttonhole machine.

Lapel maker: one who pads the lapels, the under-collar and puts on the bridle.

Sleeve maker: one who works on sleeves.

Class G: Bottom of collar and leaf of collar feller: one who fells under-collars and collar leaf.

Canvas baster: one who bastes on the canvas to the fronts of a coat, either by hand or by machine.

Canvas maker: one who sews the necessary trimmings onto the canvas of a coat on a special canvas making machine.

Coat finisher: one who does the inside felling necessary on a coat by hand.

General hand: one who cuts the pockets open, turns, trims and marks flaps and welts; trims around the edges of canvas on a coat after the shaping; trims around the sleeve lining ready for the finisher; pairs in sleeves, linings and collars for either the operators or the basters.

Inside coat tacker: one who tacks the inside seams on a coat, either by hand or machine.

Button sewer: one who sews the buttons on a coat.

Class H: Buttonhole tacker: one who tacks the coat buttonholes on a special tacking machine.

Feller of bottom of sleeve linings: one who tacks sleeve linings, makes under-collars, bastes and fells bottom of sleeve linings.

Pocket closer: one who closes pockets, which operation may be performed by beginners or those with little experience.

Ticket pocket maker: one who makes complete ticket pockets for inside coat pockets.

Cleaner: one who cuts off threads of coats and cleans coats.

Class K: Basting puller: one who pulls bastings.

PANTALONS

PANTS

Classe AA: Coupeur compétent: tel que défini et décrit dans la Classe AA des "Vestons".

Classe AB: Coupeur de fournitures compétent: celui qui coupe et prépare toutes les fournitures des pantalons.

Classe BB: Faiseur de poches de devant et d'arrière: celui qui fait au complet les différentes poches requises pour un pantalon.

Assembleur: celui qui assemble les différentes parties d'un pantalon, soit avec une machine à coudre spéciale ou avec une machine à coudre ordinaire.

Classe B: Presseur de jambes de pantalons: celui qui plie les jambes de pantalons, les coutures centrales ensemble, et les presse soit à la main ou à la machine à vapeur.

Classe C: Piqueur de doublures: celui qui pique la partie inférieure de la doublure à la ceinture et qui pique la braguette blanche.

Classe D: Assembleur de doublures: celui qui coud la doublure sur la ceinture et coud la braguette blanche sur le devant du pantalon; qui coud les ceintures de drap.

Presseur de hauts de pantalons: celui qui complète le pressage extérieur du haut du pantalon soit à la presse à pied ou à la presse à vapeur.

Classe E: Faiseur de poches et assembleur des parties extérieures de culottes courtes, culottes bouffantes et pantalons d'adolescents: celui qui coud la poche du côté au devant du pantalon et en même temps ferme la couture latérale, joignant le devant et l'arrière à couture repliée; qui fait les poches d'arrière.

Assembleur et piqueur de doublures de culottes courtes, culottes bouffantes et pantalons d'adolescents: celui qui assemble et pique les doublures.

Classe FF: Sous-presseur: celui qui presse toutes les coutures.

Classe F: Faiseur de boutonnières: celui qui fait les boutonnières avec une machine spéciale à boutonnières.

Ajusteur: celui qui ajuste les parements des poches et fait les autres ajustages; qui numérote toutes les parties d'un pantalon consécutivement, les empile en paquets, le tout prêt pour les opérateurs. (Le numérotage est nécessaire afin de prévenir le mélange des étoffes.)

Assembleur des coutures intérieures de culottes courtes, culottes bouffantes et pantalons d'adolescents: celui qui ferme les coutures intérieures des culottes courtes, culottes bouffantes et pantalons d'adolescents.

Faiseur de fournitures: celui qui coud les doublures de braguettes, prépare les poches à montre et coud les parements aux poches.

Classe G: Poseur de boutons: celui qui pose les boutons soit à la machine ou à la main.

Examineur: celui qui examine et fait les menues réparations nécessaires avant que les pantalons soient envoyés à l'entrepôt.

Finisseur: celui qui fait la couture à la main et le rabattage requis.

Faiseur de braquetttes: celui qui coud les doublures aux braquetttes.

Faiseur de ganses: celui qui fait les ganses avec une machine spéciale et qui finit les ganses-tunnels.

Surjeteur de poches: celui qui manœuvre une machine spécial qui coud, rogne et finit les poches et les autres parties du pantalon.

Surjeteur: celui qui surjette les poches et les autres coutures des coins avec une machine spéciale à surjeter.

Class AA: Skilled cutter: as defined and described in Class AA of Coat Department.

Class AB: Skilled trimmer: one who cuts and prepares the trimmings on pants.

Class BB: Back and front pocket maker: one who makes complete pockets of every style and description required in a pair of pants.

Seamer: one who joins together the different parts of a pair of pants, either on a special sewing machine or on a plain sewing machine.

Class B: Leg presser: one who folds the legs, centre seam to centre seam, and presses same either by hand iron or steam machine.

Class C: Lining stitcher: one who stitches the bottom part of the lining to the waistband, who also stitches over the white fly.

Class D: Lining sewer: one who sews on the lining to the waistband and sews on a white fly to the front of the pants; one who sews on cloth waistbands.

Top presser: one who completes the outside pressing which is called the "tops of a pair of pants" either on a jumping machine or on a steam machine.

Class E: Pocket maker and outside seamer on boys' shorts, bloomers and juvenile pants: one who sews on the side pocket to the front of a pair of pants and at the same time closes down the side seam of the front part to the back with a corded seam; one who makes the back pockets.

Lining sewer and stitcher on boys' shorts, bloomers and juvenile pants: one who sews on and stitches the linings.

Class FF: Underpresser: one who presses the seams.

Class F: Buttonhole maker: one who makes buttonholes on a buttonhole machine.

Fitter: one who fits the pocket facings and other fittings, who also numbers each part of a pair of pants consecutively and piles same up into bundles ready for the operators. (The numbering is necessary to prevent the mixing of materials.)

Inside seamer on boys' shorts, bloomers and juvenile pants: one who closes the inside seams on boy's shorts, bloomers and juvenile pants.

Trimming maker: one who sews on the fly linings, prepares the watch pockets and sews on the facings on the pockets.

Class G: Button sewer: one who sews on buttons either by hand or by machine.

Examiner: one who examines and makes the minor repairs necessary before the pants are sent to the stock room.

Finisher: one who does the hand sewing and felling necessary on a pair of pants.

Fly maker: one who sews on the linings to the fly.

Loop maker: one who makes loops on a special loop machine; one who finishes loop tunnels.

Pocket serger: one who works on a special machine which sews, trims around and finishes pockets and other parts of a pair of pants.

Tacker: one who tacks pockets and other corner seams on a special tacking machine.

Classe II: Surjeteur de boutonnières: celui qui surjette les boutonnières avec une machine spéciale à surjeter.

Nettoyeur: celui qui enlève les bouts de fil des pantalons.

GILETS

Classe AA: Coupeur compétent: celui qui peut assembler les patrons sur l'étoffe, ce qu'on appelle dans le métier "making lays"; qui trace les patrons sur l'étoffe, empile l'étoffe le nombre d'épaisseurs requises et la coupe aux ciseaux ou au couteau électrique.

Classe A: Faiseur de poches: celui qui pose les rebords ou les poches rapportées sur les gilets; qui fait les poches piquées.

Galonneur: celui qui coud les rebords des gilets; qui coud les tours de bras avec une machine à couper les rebords.

Classe AB: Coupeur de fournitures compétent: (ou coupeur de fournitures en chef): celui qui assemble les patrons sur les étoffes à fournitures; étend les étoffes, les marque, les empile le nombre d'épaisseurs requises et les coupe aux ciseaux ou au couteau.

Classe BB: Opérateur en second: celui qui pique les rebords des gilets sans les faufiler, surjette les poches, assemble les coutures latérales et les coutures des épaules.

Classe B: Presseur-finiisseur: celui qui complète tout le pressage-finissage requis.

Classe D: Ajusteur: celui qui ajuste et prépare toutes les parties et fournitures d'un gilet et les assemble prêts pour l'atelier de confection.

Classe D-1: Sous-presseur général: celui qui presse toutes les coutures y compris les bords latéraux des rebords, ce qu'on appelle dans le métier "Shaping welts".

Classe F: Faiseur de boutonnières: celui qui fait les boutonnières requises sur un gilet avec une machine spéciale à boutonnières.

Faufleur: celui qui épingle les revers, y compris la doublure, sur les rebords du gilet, le tout prêt pour le galonnage; appareille aussi les doublures et taille les rebords des poches à la largeur voulue, le tout prêt pour l'opérateur.

Faiseur de doublures: celui qui fait les doublures, coud les revers aux doublures et fait une poche dans la doublure, au besoin; fait aussi les dos et les ceintures d'ajustage requis sur la doublure, assemble le centre du dos de la doublure et joint ensemble le bas des doublures intérieures et extérieures; coud les ceintures d'ajustage sur l'arrière du gilet.

Assembleur de goussets: celui qui coud les goussets, coud la doublure des poches aux rebords ou aux poches rapportées, ferme les poches et coud le col au devant du gilet.

Classe G: Brosseur: celui qui brosse les gilets après que les fils ont été coupés.

Poseur de boutons: celui qui pose les boutons requis sur un gilet.

Examineur: celui qui marque les boutons et les boutonnières, fait les menues réparations, pose les étiquettes et examine le gilet avant de le livrer à l'entrepôt.

Finiisseur: celui qui fait le rabattage requis sur un gilet.

Employé général: celui qui rogne les rebords du canevas, rogne le col, et retourne le gilet prêt pour le galonneur.

Poseur d'étiquettes: celui qui pose les étiquettes nécessaires sur un gilet.

Classe II: Surjeteur de boutonnières: celui qui surjette les boutonnières avec une machine spéciale à surjeter.

Nettoyeur: un commençant: celui qui enlève les bouts de fil sur un gilet.

Class II: Buttonhole tacker: one who tacks the buttonholes on a special machine.

Cleaner: one who cleans the thread ends off pants.

VESTS

Class AA: Skilled cutter: one who can assemble patterns on cloth, known in the trade as "making lays", who marks the cloth according to patterns, lays up the cloth to the number of layers required and cuts same with shears or with an electric knife.

Class A: Pocket maker: one who sews on welts or patches on a vest, also makes patch pockets.

Tape sewer: one who sews around the edges of a vest, also sews around the armhole on an edge-cutting machine.

Class AB: Skilled trimmer: one who is known as "head trimmer", who can assemble patterns on trimming material; makes lays, marks and piles to the number of layers required and cuts same with shears or knife.

Class BB: Second operator: one who stitches the edges of a vest that have not been basted, tacks the pockets, joins the side seams and shoulders of a vest.

Class B: Offpresser: one who completes the finished pressing required on a vest.

Class D: Fitter: one who fits and prepares the parts and trimmings of a vest and assembles same ready for the tailor-shop.

Class D-1: General underpresser: one who presses the seams, including the side edges of a welt, which is known in the trade as "shaping welts".

Class F: Buttonhole maker: one who make the buttonholes necessary on a vest on a special buttonhole machine.

Baster: one who pins the facings which include the lining on the edges of a vest, ready for the tape sewing; also pairs in the lining and trims the welts to pockets to the width required ready for the operator.

Lining maker: one who makes the linings sews on the facings to the linings and makes a pocket in the lining when required; makes the backs and straps required on the lining, joins the centre seams of the lining and joins the bottom of the inside and outside linings together; sews straps on the back of the vest.

Vee sewer: one who sews up the vees, sews the pocket lining to the welts or patches, closes the pockets and sews on neck-pieces to the front of the vest.

Class G: Brusher: one who brushes the vests after threads have been cut.

Button sewer: one who sews on the buttons required on a vest.

Examiner: one who marks the buttons and buttonholes, makes minor repairs, sews on the tickets and examines the vest ready for the stock room.

Finisher: one who does the felling necessary on a vest.

General hand: one who trims around the canvas edges of a vest, trims around the neck, turns over the vest ready for the tape sewer.

Ticket sewer: one who sews on the tickets required on a vest.

Class II: Buttonhole tacker: one who tacks the buttonholes on a vest, with a special tacking machine.

Cleaner: is a beginner: one who cleans off the thread ends on vests.

PANTALONS NON-ASSORTIS (CÉDULE III)

Classe AX: Coupeur compétent: celui qui étend les patrons sur l'étoffe, ce qu'on appelle dans le métier "making lays"; qui trace les patrons sur l'étoffe, étend l'étoffe l'empilant le nombre d'épaisseurs requises, la coupe aux ciseaux ou au couteau, fait toutes les modifications nécessaires au "patron bloqué" selon les mesures spéciales requises, et qui exécute une ou plusieurs de ces opérations.

Classe BX: Faiseur de poches de devant et d'arrière: celui qui fait les poches au complet d'après le modèle et la description, tel que requis pour des pantalons non-assortis.

Coupeur de fournitures: celui qui coupe et prépare les fournitures pour pantalons non-assortis.

Assembleur: celui qui assemble les différentes parties des pantalons, soit avec une machine à coudre spéciale ou avec une machine à coudre ordinaire.

Classe CX: Piqueur de doublures: celui qui pique la partie inférieure de la doublure à la ceinture; qui pique la braguette blanche.

Presseur de jambes de pantalons: celui qui plie les jambes de pantalons, les coutures centrales ensemble et les presse soit à la main ou à la machine à vapeur.

Classe DX: Poseur de doublures: celui qui assemble la doublure à la ceinture et assemble la braguette blanche au devant du pantalon.

Presseur de hauts de pantalons: celui qui complète le pressage extérieur de ce qu'on appelle le "haut du pantalon", soit à la presse à pied ou à la machine à vapeur.

Classe DX-1: Assistant-coupeur (chopper): celui qui empile l'étoffe le nombre d'épaisseurs requises d'après le patron marqué par le coupeur compétent, qui la coupe aux ciseaux ou au couteau électrique une ou plusieurs épaisseurs à la fois mais qui ne fait aucun marquage.

Classe EX: Faiseur de poches pour culottes courtes, culottes bouffantes et pantalons d'adolescents: celui qui coud la poche de côté au devant du pantalon ou qui fait les poches d'arrière.

Assembleur et piqueur de doublure pour culottes courtes, culottes bouffantes et pantalons d'adolescents: celui qui coud et pique la doublure.

Assembleur des coutures extérieures pour culottes courtes, culottes bouffantes et pantalons d'adolescents: celui qui ferme la couture latérale, joignant le devant et l'arrière à couture repliée.

Classe FX: Ajusteur: celui qui ajuste les parements des poches et fait les autres ajustages.

Sous-presser: celui qui presse toutes les coutures.

Faiseur de fournitures: celui qui coud les doublures des braguettes, prépare les poches à montre et coud les parements aux poches.

Faiseur de boutonnières: celui qui fait les boutonnières avec une machine à boutonnières.

Assembleur de coutures intérieures pour culottes courtes, culottes bouffantes et pantalons d'adolescents: celui qui ferme les coutures intérieures.

Classe GX: Faiseur de braguettes: celui qui coud les doublures aux braguettes.

Surjeteur de poches: celui qui opère une machine spéciale qui coud, rogne et finit les poches et les autres parties du pantalon.

Surjeteur: celui qui surjette les poches et les autres coutures des coins avec une machine spéciale à surjeter.

Poseur de boutons: celui qui pose les boutons à la machine ou à la main.

Finisseur: celui qui fait à la main la couture et le rabattage requis.

ODD PANTS: (SCHEDULE III)

Class AX: Skilled cutter: one who lays out patterns on cloth, known in the trade as "making lays", and who marks the cloth according to patterns, lays up the cloth to the number of layers required, cuts same with shears or knife, makes necessary alterations from what is known as a "block pattern" to special measurements that may be required, and who performs any one of such operations.

Class BX: Front and back pocket maker: one who makes complete pockets of every style and description, required in a pair of odd pants.

Trimmer: one who cuts and prepares the trimmings on pants.

Seamer: one who joins together the different parts of a pair of pants, either on a special sewing machine or on a plain sewing machine.

Class CX: Lining stitcher: one who stitches the bottom part of the lining to the waistband or stitches over the white fly.

Leg presser: one who folds the legs, centre seam to centre seam and presses same, either by hand iron or steam machine.

Class DX: Lining sewer: one who sews on the lining to the waistband and sews on a white fly to the front of the pants.

Top presser: one who completes the outside pressing which is called the "tops of a pair of pants", either on a jumping machine or on a steam machine.

Class DX-1: Chopper: (assistant-cutter) one who piles up material according to the lay which is marked by the skilled cutter and to the number of layers required, or who cuts with an electric knife or hand shears, singly or as many layers as can be cut at one time, but does no marking.

Class EX: Pocket maker on boys' longs, shorts and bloomers: one who sews on the side pocket to the front of a pair of pants or one who makes the back pockets.

Living sewer and stitcher on boys' longs, shorts and bloomers: one who sews on and stitches the lining.

Seamer on boys' longs, shorts and bloomers (outside): one who closes down the side seam of the front part to the back part with a corded seam.

Class FX: Fitter: one who fits the pocket facing and other fittings.

Underpresser: one who presses the seams.

Trimming maker: one who sews on the fly linings, prepares the watch pockets and sews the facings on pockets.

Buttonhole maker: one who makes buttonholes on a buttonhole machine.

Seamer on boys' longs, shorts and bloomers (inside): one who closes the inside seams.

Class GX: Fly maker: one who sews the linings into the fly.

Pocket serger: one who works on a special machine which sews, trims around and finishes pockets and other parts of a pair of pants.

Tacker: one who tacks pockets and other corner seams on a special tacking machine.

Button sewer: one who sews on buttons, either by machine or by hand.

Finisher: one who does the hand sewing and felling necessary on a pair of pants.

Faiseur de ganses: celui qui fait les ganses avec une machine spéciale; qui finit les ganses-tunnels.

Examineur: celui qui examine et fait les menues réparations nécessaires avant que les pantalons soient envoyés à l'entrepôt.

Classe HX: Nettoyeur: celui qui enlève les bouts de fil des pantalons.

Surjeteur de boutons: celui qui surjette les boutons avec une machine spéciale à surjeter.

Loop maker: one who makes loops on a special machine, and one who finishes loop tunnels.

Examiner: one who examines and makes the minor repairs necessary before the pants are sent to the stock room.

Class HX: Cleaner: one who cleans off the thread ends from the pants.

Buttonhole tacker: one who tacks the buttonholes on a special tacking machine.

VÊTEMENTS DE LA CLASSE B (CÉDULE II)
ET VÊTEMENTS D'ENFANTS (CÉDULE IV)

CLASS B GARMENTS (SCHEDULE II) AND
CHILDREN'S CLOTHING (SCHEDULE IV)

Pour définitions, voir Vêtements de la Classe A (Cédule I).

For Definitions, see Class A Garments (Schedule I).

IX. Etablissement et ajustement des taux pour ouvrage à la pièce: Des taux pour ouvrage à la pièce peuvent être établis au lieu des taux à l'heure déterminés dans le présent décret. Il est interdit aux employeurs payant actuellement des salaires supérieurs à ceux qui sont fixés par le présent décret de les réduire au cours de la durée de ce décret.

IX. Fixing and adjusting piece work rates: Piece work rates may be fixed instead of hourly rates, provided that such rates do not yield less than the hourly rates established by the present decree. Employers actually paying higher wages than those fixed by the present decree shall not reduce them for the entire duration of the decree.

X. Taux spéciaux: a) Nul salarié exécutant en entier ou en partie une ou plusieurs des opérations requises dans la confection des vêtements relevant de la juridiction du décret, tel qu'indiqué dans les cédules contenues dans ce décret, qu'il soit payé à l'heure ou à la pièce, ne doit recevoir moins que le taux de salaire minimum à l'heure mentionné dans lesdites cédules, excepté quand un salarié peut être classifié dans l'une ou l'autre des catégories spéciales suivantes:

X. Special rates: a) No employee engaged in any of the operations or parts thereof, required in the process of manufacturing clothing subject to the jurisdiction of the decree, as provided for in the schedule of the said decree, whether paid on an hourly or piece work basis, shall receive less than the hourly minimum wages hereinbefore provided in the said schedules, except when an employee may be classified in any of the following special categories:

- 1° Apprentis;
- 2° Promotion graduée;
- 3° Permis spéciaux;

tel que ci-après défini.

1. Apprentices;
2. Gradual promotion;
3. Special permits;

as hereinafter defined.

b) **Apprentis:** Pour les fins de ce décret, un apprenti est un commençant qui n'a jamais été engagé comme salarié à l'exécution d'une des opérations stipulées dans le présent décret.

b) **Apprentices:** For the purposes of this decree, an apprentice is a beginner who has never been employed as a worker performing any of the operations provided for in the decree.

Les enleveurs de faulxures ne sont pas considérés comme des apprentis.

Basting pullers shall not be considered as apprentices.

Le nombre des apprentis par rapport à celui des ouvriers qualifiés est limité comme suit:

The number of apprentices in relation to that of qualified workers is limited as follows:

Zone I: Le nombre des apprentis d'une manufacture ne doit pas excéder 7½% du nombre total des salariés.

Zone I: The number of apprentices in a factory shall not exceed 7½% of the total of its employees

Exception: Un ouvrier de vêtement d'enfants et de fillettes dont la production nécessite l'emploi d'ouvriers additionnels mais qui est incapable de se procurer de la main-d'œuvre qualifiée aux taux établis, peut demander au Comité conjoint ou à ses agents dûment autorisés à cette fin un permis spécial l'autorisant à augmenter le nombre de ses apprentis. Cette requête peut être agréée pourvu que le nombre additionnel d'apprentis n'excède pas 5% du nombre total de salariés dans l'établissement de cet employeur.

Exception: Any manufacturer of Children's and Girls' Clothing, whose production necessitates the employment of additional workers but who is unable to obtain sufficient qualified workers at the rates specified, may apply for a special permit, to the Joint Committee or its agent duly authorized for that purpose, whereby the said employer may be allowed to increase the number of his apprentices. Such permit may be granted provided that the additional number of apprentices employed does not exceed 5% of the total number of employees in the factory of such employer.

Zone II: Le nombre des apprentis d'une manufacture ne doit pas excéder 20% du nombre total des salariés.

Zone II: The number of apprentices in a factory shall not exceed 20% of the total of its employees.

Zone III: Le nombre des apprentis d'une manufacture ne doit pas excéder 25% du nombre total des salariés.

Zone III: The number of apprentices in a factory shall not exceed 25% of the total of its employees.

Apprentis additionnels: Zones II et III: Un employeur dont la production nécessite l'emploi de salariés additionnels mais qui est incapable de se procurer de la main-d'œuvre qualifiée aux taux établis, peut demander au Comité conjoint ou à ses agents dûment autorisés à cette fin un permis spécial l'autorisant à augmenter le nombre de ses apprentis. Cette requête peut être agréée pourvu que le nombre additionnel d'ap-

Additional apprentices: Zones II and III: Any employer whose production necessitates the employment of additional employees but who is unable to obtain sufficient qualified workers, at the rates specified, may apply for a special permit to the Joint Committee or its agent duly authorized for that purpose, whereby the said employer may be allowed to increase the number of his apprentices. Such permit may be granted

prentis n'excède pas 10% du nombre des salariés dans l'établissement de cet employeur.

Dans les établissements employant un pourcentage d'apprentis supérieur à celui mentionné plus haut, l'employeur doit, dans une période à être déterminée par le Comité conjoint ou des représentants autorisés, pourvoir à la promotion graduée de tels apprentis en vue de réduire éventuellement le nombre d'apprentis conformément aux règlements ci-dessus spécifiés.

Examen des apprentis: Tous les apprentis, à l'exception des apprentis-coupeurs et coupeurs de fournitures, doivent, à des intervalles de trois mois, être examinés par le Comité conjoint ou ses agents dûment autorisés à cette fin qui déterminent un taux de salaire pour chacun des apprentis. En déterminant le nouveau taux, les agents du Comité conjoint doivent se baser sur

- i. Le taux à l'heure fixé pour ladite opération, tel qu'indiqué dans les cédules;
- ii. L'habileté;
- iii. La production.

c) Promotion graduée: Cette catégorie comprend tout salarié promu dans l'établissement où il est employé, à l'exécution d'une opération exigeant un taux de salaire plus élevé que celui de la catégorie de laquelle il est promu.

Pendant son entraînement, le salarié a droit à un taux de salaire qui ne doit pas être inférieur au taux reçu pour l'opération précédente. Après un entraînement de trois (3) mois à l'exécution de la nouvelle opération, et à la fin de chaque période successive de trois mois jusqu'à ce qu'il ait atteint son minimum, ledit salarié est examiné par le Comité conjoint ou ses agents dûment autorisés à cette fin qui déterminent un taux de salaire pour ledit salarié. En déterminant le nouveau taux, les agents du Comité conjoint doivent se baser sur

- i) Le taux à l'heure fixé pour ladite opération, tel qu'indiqué dans les cédules;
- ii) L'habileté;
- iii. La production.

cc) Crédits aux diplômés des écoles spécialisées: Les diplômés qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'Enseignement spécialisé, doivent recevoir un crédit d'apprentissage proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens, et ce dans tous les métiers ou fonctions régis par le présent décret.

d) Permis spéciaux: Le Comité conjoint ou ses représentants dûment autorisés peuvent émettre des permis spéciaux aux salariés dont la production est inférieure à la production moyenne de l'ouvrier qualifié exécutant le même travail ou un travail semblable dû à son âge avancé ou à cause d'aptitudes physiques ou mentales restreintes.

Tout employeur qui est convaincu qu'un salarié tombe dans cette catégorie et qui désire la fixation d'un taux spécial pour ce salarié peut demander, par écrit, au Comité conjoint l'émission d'un permis spécial.

Sur réception de cette demande, le Comité conjoint fait enquête et si le salarié tombe dans la catégorie ci-dessus, le Comité conjoint fixe un taux spécial pour ledit salarié et avise de sa décision et l'employeur et le salarié.

L'une ou l'autre des parties qui se croit lésée par la décision du Comité conjoint a droit à un appel pourvu que demande en soit faite par écrit

provided that the additional number of apprentices employed does not exceed 10% of the total number of employees in the factory of such employer.

In establishments where a higher percentage than aforesaid is employed, the employer within a term which may be determined by the Joint Committee or its authorized representatives, shall provide for the gradual promotion of such apprentices with a view to eventually bring the number of apprentices employed in accordance with the rules hereinabove provided for.

Examination of apprentices: Every apprentice, except apprentice choppers and trimmers, shall, at intervals of three months, be examined by the Joint Committee or its agents duly authorized therefor, who shall determine the rate of wages for the said apprentice. In determining the new rate, the agents of the Joint Committee shall be guided by the following:

- i. Hourly rate for such operation as indicated in the schedules;
- ii. Skill;
- iii. Productivity.

c) Gradual promotion: This category shall include any employee who is promoted within the establishment where he is employed to perform an operation calling for a scale of wages higher than that of the category from which he is being promoted.

During such period of training, the employee shall not be paid a rate of wages lower than the one he was receiving while performing the previous operation. After a period of three (3) months in the new operation and every three months thereafter, until he has attained his full minimum, the said employee shall be examined by the Joint Committee or its agents duly authorized therefor, who shall determine the rate of wages for the said employee. In determining the new rate, the agents of the Joint Committee shall be guided by the following:

- i. Hourly rate for such operation as indicated in the schedules;
- ii. Skill;
- iii. Productivity.

cc) Credit to apprentices certificated by specialized schools: All apprentices certificated by a school regulated by the Specialized Schools Act shall receive an apprenticeship credit in proportion to the duration of their studies and to the results of their examinations: this clause applies to all trades or occupations governed by the present decree.

d) Special permits: The Joint Committee or its duly authorized representatives may issue special permits to employees whose productivity is below that of the average skilled worker performing the same or similar work, because of their advanced age or because of any physical or mental impairment.

Any employer feeling that any employee comes within this category and desiring to have a special rate fixed for said employee, may apply to the Joint Committee, in writing, for the issuance of a special permit.

Upon receipt of such application, the Joint Committee shall make a special investigation and, if the employee comes within the scope of the foregoing definition, the Joint Committee shall fix a special rate for said employee and notify both the employer and the employee of its decision.

Either party, feeling aggrieved at the decision of the Joint Committee, shall have the right to a hearing, provided that he applies to the Joint

au Comité conjoint dans les sept jours suivant la réception de la décision.

Cette décision du Comité conjoint, après l'appel, est finale.

Tout taux spécial ainsi fixé est révisé chaque année après sa fixation mais ledit taux peut être modifié par le Comité conjoint n'importe quand si les circonstances qui ont motivé la fixation de ce taux sont changées.

XI. *Classification et taux pour opérations modifiées*: Le Comité conjoint a le droit de classer et d'établir temporairement des taux pour toutes opérations nouvelles ou modifiées non prévues par les présentes. Cependant, dans de tels cas, les parties contractantes doivent présenter un amendement au décret afin que telle classification soit adoptée par un arrêté ministériel.

XII. *Congés*: a) *Compensation pour jours de fête*: Un employeur qui ferme complètement son atelier afin d'observer les jours de fête ci-après énumérés peut, à la suite d'un avis écrit adressé au Comité conjoint trois jours avant la fête, reprendre les heures de travail perdues à cause de telle fermeture sans payer aux salariés les taux pour travail supplémentaire, en autant que tel travail supplémentaire soit exécuté dans les neuf jours qui précèdent ou qui suivent le jour de fête:

L'Épiphanie, le Jour d'Actions de Grâce, la Toussaint, l'Immaculée Conception, Rosh Hashanah, Yom Kippur, Succoth, Pâques, Shevuoth, l'Ascension et la St-Jean-Baptiste (ou le jour fixé pour sa célébration), pourvu que ces deux dernières fêtes ne soient pas choisies comme fêtes statutaires, tel que ci-après prévu.

Le privilège qu'accorde cette clause ne s'applique pas aux jours ci-après désignés comme fêtes statutaires.

b) *Congés statutaires payés*: Les employeurs doivent accorder à leurs salariés les congés statutaires suivants: Le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le 1er juillet, la fête du Travail et le Jour de Noël, peu importe quand ces fêtes ont lieu, et leur payer pour ces congés une rémunération équivalente au salaire moyen d'une journée de travail dans la semaine complète de travail qui a précédé la fête.

Un salarié n'a pas droit à ces congés statutaires s'il n'a pas terminé trois mois de services continus pour son employeur et s'il a été absent la veille ou le lendemain du congé à moins qu'il l'ait été pour cause, ou qu'il n'ait pu travailler en raison d'une suspension du travail de pas plus de trente jours par l'employeur.

c) *Substitution de jours de fêtes*: L'employeur peut, sur avis écrit donné au Comité conjoint quinze jours avant le 1er mai, substituer soit le jour de l'Ascension ou de la St-Jean-Baptiste (ou le jour fixé pour sa célébration) au 1er juillet, sur réception d'une lettre du Comité conjoint permettant tel changement lorsque ce dernier est convaincu que telle requête est appuyée et par l'employeur et par les salariés.

d) *Jours de fête qui tombent un samedi ou un dimanche*: Si l'un ou l'autre de ces congés statutaires tombe un samedi ou un dimanche, le jour de fête est alors chômé le jour ouvrable qui précède ou qui suit le samedi ou le dimanche. S'il y avait une fête pendant une période de vacances, cette fête doit être payée, sans délai, à la fin des vacances.

Committee for such hearing, in writing, within seven days from the receipt of the decision of the Joint Committee.

The decision of the Joint Committee on the hearing shall be final and conclusive.

Any special rate so fixed shall be reviewed at the expiration of each year from the date of its fixation, but such rate may be varied at anytime by the Joint Committee, should the circumstances which existed at the time of fixation change.

XI. *Classification and rates for modified operations*: The Joint Committee shall have the right temporarily to classify and establish the rates for new or modified operations not herein provided for.

However, in such cases, contracting parties shall present an amendment to the decree to have such classification adopted by order in council.

XII. *Holidays*: a) *Compensation for holidays*: An employer who completely closes his factory in order to observe the holidays hereinafter enumerated may, by notifying the Joint Committee in writing three days prior to the holiday, make up the number of hours lost by such closing without the necessity of paying overtime rates to employees, provided that such overtime is performed within nine working days either before or after the date of such holiday:

Epiphany, Thanksgiving Day, All Saints' Day, Immaculate Conception, Rosh Hashanah, Yom Kippur, Succoth, Pâques, Shevuoth, Ascension Day and St. John the Baptist Day (or the day fixed for its celebration), provided that the two last mentioned are not chosen as statutory holidays as hereinafter provided.

The privilege granted herein shall not apply to the days hereinafter fixed as statutory holidays.

b) *Statutory holidays with pay*: All employers shall grant to all their employees the following statutory holidays: New Year's Day, Good Friday, July 1st, Labour Day and Christmas Day, whenever such holidays occur, and shall pay to such employees for such holidays an amount equivalent to the average of one day's pay in the full working week immediately preceding the holiday.

No employee shall be entitled to any of the foregoing statutory holidays until he has completed three months of continuous employment with such employer and unless he has been at work the day before and the day after the holiday, except in the case when he is absent from work for just cause or has been prevented from working through suspension of work of not more than thirty days by the employer.

c) *Permission to change*: Any employer may, upon the giving of fifteen days written notice before May 1st to the Joint Committee, substitute either Ascension Day or St. John the Baptist Day (or the day fixed for its celebration) for July 1st, upon receipt from the Joint Committee of a letter permitting such change, should the Joint Committee be satisfied that the change of such day is in accordance with the wishes of both the employer and the employees.

d) *When holidays occur on Saturday or Sunday*: In the event that any of the foregoing statutory holidays should fall on a Saturday or Sunday, then the said holiday, shall be considered as having taken place either on the last working day prior to, or upon the first working day following the Saturday or Sunday. Should any of the holidays occur during a vacation period, such holiday shall be paid for immediately after the vacation.

e) *Rémunération du travail les jours de fête:* Lorsqu'un employeur fait travailler ses salariés un jour de fête ci-haut mentionné, ce travail doit être considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire et demi en plus du paiement des jours de fête tel que ci-haut stipulé.

Exceptions: i. Lorsqu'un employeur a conclu une convention collective de travail avec un syndicat représentant ses salariés, dans laquelle se trouvent des dispositions différentes pour le paiement des congés statutaires, peu importe quand ces fêtes ont lieu, prévoyant, à la place des jours de congé, le paiement d'une somme équivalente à cinq jours de salaire au taux régulier, il n'est pas tenu de payer les jours de fête ci-haut prévus. Toutes ces conventions différentes sont sujettes à enquête et à examen par le Comité conjoint ou ses représentants dûment autorisés.

ii. Si le Comité conjoint constate que tels arrangements différents ne donnent pas au salarié une somme égale à la rémunération pour les cinq jours de fête statutaire ci-haut prévus, il avise l'employeur par écrit de payer à tous ses salariés les jours de fête statutaires ci-haut prévus.

iii. Les dispositions des paragraphes b, c, d et e ne s'appliquent pas aux employeurs manufacturiers de vêtements pour enfants de 4 à 6 ans inclusivement, n'excédant pas la taille 24x, et de manteaux pour filles jusqu'à 14 ans inclusivement, tels que définis aux présentes.

XIII. *Vacances payées:* a) *Première semaine de vacances:* Tous les employeurs régis par le décret doivent donner à tous les salariés qui sont à leur service à la date des vacances, une semaine de vacances entre le 1er juin et la fête du Travail, et leur payer pour telles vacances 2% du total des salaires qu'ils ont gagnés pendant la période de douze mois se terminant avec la dernière période de paye antérieure au 30 juin.

b) *Deuxième semaine de vacances:* Tous les salariés qui ont été employés continuellement dans l'établissement de leur employeur pour une période de deux années ou plus doivent avoir une deuxième semaine de vacances, à la suite de la première, et cette deuxième semaine doit être rémunérée sur une base de 2% du total des salaires gagnés par chacun de ces salariés pendant la période de douze mois se terminant avec la dernière période de paye antérieure au 30 juin.

Tels salariés n'ont droit à la deuxième semaine de vacances que s'il ont travaillé pendant toute la semaine précédant et la semaine suivant la période de vacances; la rémunération pour cette deuxième semaine de vacances est payable le premier jour de paye dans la semaine qui suit la période de vacances.

Les salariés ne doivent pas être privés de cette deuxième semaine de vacances s'ils se sont absents du travail la semaine précédant ou la semaine suivant la période de vacances pour cause de maladie ou autre raison majeure.

c) *Rémunération pour vacances au terme de l'emploi:* Tous les salariés ayant travaillé continuellement pour un employeur treize semaines ou plus et qui quittent volontairement leur emploi ou sont renvoyés (exception faite des renvois pour cause), ou suspendus pour une période de plus de trente jours, avant la date des vacances, doivent recevoir à titre de vacances, en plus de leur salaire régulier, 2% du salaire total gagné pendant leur période d'emploi s'étendant de la première période de paye suivant le 30 juin jusqu'au terme de l'emploi.

e) *Payment for work on statutory holidays:* In the event that an employer causes his employees to work on any of the statutory holidays herein fixed, such work shall be considered as overtime work and be paid at the rate of time and one half plus payment for the statutory holidays as aforesaid.

Exceptions: i. In the event that an employer has entered into a collective labour agreement with a union representing his employees whereby an alternative arrangement is given for the payment of statutory holidays, notwithstanding when such holidays occur, providing for payment in lieu of holidays of a sum equivalent to, but not less than five days' pay at regular rates of pay, then such employer shall not be bound to pay the statutory holidays hereinbefore provided. All such alternative agreements shall be subject to investigation and examination by the Joint Committee or its duly authorized representatives.

ii. Should the Joint Committee find that such alternative arrangement does not provide the employees with a sum equivalent to the five statutory holidays herein provided, then upon notice in writing from the Joint Committee the employer shall pay to all his employees the statutory holidays as herein provided.

iii. The provisions of subsections b, c, d and e shall not apply to employers who manufacture children's clothing, comprising ages from 4 to 6 years inclusive, not exceeding size 24x, and girls' coats up to the age of 14 years inclusive, as herein defined.

XIII. *Vacation with pay:* a) *First week's vacation:* All employers subject to the decree shall give to all of their employees employed by them at the time of vacation, one week's vacation to take place at any time between June 1st and Labour Day and shall pay to each of such employees for such vacation 2% of the total earnings of such employees during the twelve-month period ending with the last pay period prior to June 30th.

b) *Second week's vacation:* All employees who have been continuously employed in their employer's establishment for a period of two years or more shall be given a second week's vacation, to take place immediately following the first week's vacation, and shall be paid for such additional week's vacation 2% of the respective total earnings of each of such employees during the twelve-month period ending with the last pay period prior to June 30th.

Such employees shall be entitled to the second week's vacation only when they have worked the full working week prior to, and the full working week immediately after the vacation period; payment of the second week's vacation to become due on the first pay day in the first week after the vacation period.

No employee shall be disqualified for the second week's vacation if such employee is absent from work in the week before or the week following the vacation period due to illness or other causes not under his control.

c) *Vacation with pay upon termination of employment:* All employees who have been employed continuously by one employer for thirteen weeks or more, who voluntarily leave their employment or who are discharged (except when discharged for just cause), or who are laid off for a period of more than thirty days, prior to the time of vacation, shall be paid in lieu of vacation, in addition to their regular earnings, 2% of their total earnings during the period extending from the first pay period following June 30th up to the time of termination.

d) *Date des vacances:* Les employeurs doivent donner les vacances à la date qui leur convient entre le 1er juin et la fête du Travail et ils doivent aviser leurs salariés au moins trente jours avant le commencement des vacances au moyen d'un avis écrit affiché dans un endroit en évidence dans leur établissement et indiquant la date du commencement des vacances.

Exception: Le paragraphe "b" du présent article ne s'applique pas aux employeurs manufacturiers de vêtements pour enfants de 4 à 6 ans inclusivement, n'excédant pas la taille 24x, et de manteaux pour fillettes jusqu'à 14 ans inclusivement, tels que cidessus décrits.

XIV. *Les arrérages résultant des ajustements des taux doivent être payés au Comité conjoint:* Tous les salaires accumulés dus aux salariés comme résultat des ajustements des taux ou par suite d'infraction à ce décret doivent être payés directement par l'employeur au Comité conjoint. Le Comité conjoint doit garder un registre spécial dans lequel seront entrés les montants d'argent perçus et subséquemment distribués aux salariés.

XV. *Changement d'étiquettes:* Il sera considéré comme une violation de ce décret d'apposer ou de placer sur les vêtements tombant sous ce décret toute étiquette, billet, identification ou marque indiquant à tort, faussement ou frauduleusement le genre, la classe, la catégorie, les mesures et les dimensions desdits vêtements.

XVI. *Quand les entrepreneurs doivent être considérés comme des salariés:* Dans tous les cas où deux (2) personnes ou plus, jointes en maison de commerce, association, compagnie ou autrement, comme entrepreneurs tombant sous les dispositions de ce décret, exécutent régulièrement une ou plusieurs des opérations ordinairement effectuées par les salariés, toutes cesdites personnes exécutant lesdites opérations sont sujettes aux dispositions de ce décret et doivent être considérées, pour toutes fins, comme des salariés.

XVII. *Disputes industrielles:* Toute grève ou contre-grève ayant pour but la modification des conditions du présent décret est interdite.

XVIII. *Vêtements pour femmes:* Nonobstant les dispositions du présent décret, mais sous réserve des dispositions des exceptions i-9 et i-14 du paragraphe "b" de l'article I, la fabrication de vêtements pour femmes par des manufacturiers ou entrepreneurs de vêtements d'hommes et de garçons est régie par les règlements suivants:

1° *Manufacturiers de vêtements d'hommes qui fabriquent des vêtements de dames:* a) Tout manufacturier et/ou entrepreneur qui est principalement engagé dans la fabrication des vêtements pour hommes et garçons mais qui, en plus, fabrique des vêtements pour dames, est assujéti seulement à la juridiction du Comité Conjoint de l'Industrie des Vêtements d'Hommes et de Garçons si le nombre total de vêtements fabriqués pour dames dans toute période de trois mois ne dépasse pas 25% de sa production totale de vêtements pendant ladite période. Si le nombre total de vêtements pour dames fabriqués dans toute période de trois mois dépasse 25% de la production totale pendant ladite période, tous les vêtements fabriqués pour dames sont alors sujets aux dispositions du décret relatif à l'industrie de la confection pour dames.

Il incombe au manufacturier et/ou entrepreneur de prouver qu'il ne relève pas de la juridiction du Décret relatif à l'industrie de la confection pour dames, tel que ci-dessus prévu.

d) *Time of vacation:* All employers shall grant the foregoing vacation at such time as the employer may deem proper, not earlier than June 1st, but not later than Labour Day, and all employers shall notify their employees at least thirty days prior to the commencement of vacation by a written notice conspicuously posted upon the premises of the employer indicating the date when the vacation is to commence.

Exception: Subsection "b" of this section XIII shall not apply to employers who manufacture children's clothing, comprising ages from 4 to 6 years inclusive, not exceeding size 24x and girls' coats up to the age of 14 years inclusive, as herein defined.

XIV. *Accumulation of monies as a result of wage adjustments to be paid to the Joint Committee:* Any wages accumulated and due to employees as a result of the adjustment of rates or violation of this decree, shall be paid directly by the employer to the Joint Committee.

The Joint Committee shall keep a special record of all monies collected and subsequently distributed to the different employees.

XV. *Changing of labels:* It shall be a violation of the decree to place or affix upon any of the garments falling under the decree any label, ticket or identification or marks which wrongly or falsely or fraudulently describe the type, class, category, measurements or dimensions of any of said garments.

XVI. *When contractors are to be considered as employees:* In all cases where two (2) or more persons who are associated in a firm, partnership, company or otherwise, as contractors coming under the provisions of the decree, when any two (2) or more such persons, regularly perform any of the operations ordinarily done by employees, then all such persons performing such operations shall be subject to the provisions of the decree and shall be considered, for all its purposes, as employees.

XVII. *Industrial disputes:* Any strike or lock-out having for its object a change of the conditions of the decree is prohibited.

XVIII. *Womens' garments:* Notwithstanding the provisions of the decree, but under reserve of the provisions of exceptions i-9 and i-14 of subsection "b" of section I, the manufacture of garments for women by men's and boys' clothing manufacturers and/or contractors shall be subject to and be bound by the following regulations:

1. *Men's clothing manufacturers who produce women's garments:* a) Any manufacturer and/or contractor who is generally engaged in the production of garments for men and boys but who, in addition, manufactures garments for females, shall be subject only to the jurisdiction of the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry as long as the total number of garments produced for females in any three-month period is not in excess of 25% of his total production of garments in the said three-month period. In the event that the garments for females in any three-month period exceed 25% of the total production in the said period, then all garments produced for females shall be subject to the provisions of the Decree relating to the Ladies' Cloak and Suit Industry.

The onus of proving that a manufacturer and/or contractor does not fall under the jurisdiction of the Decree relating to the Ladies' Cloak and Suit Industry, as hereinbefore provided, shall be upon the manufacturer and/or contractor concerned.

b) Tous les salariés travaillant pour un manufacturier et/ou entrepreneur de vêtements d'hommes et de garçons à la fabrication de vêtements pour dames doivent être rémunérés à des taux qui ne doivent pas être inférieurs aux taux minima stipulés dans le Décret numéro 2375 du 11 septembre 1937 et amendements relatif à l'industrie de la confection pour dames dans la province.

Au cas où lesdits vêtements pour dames sont, dans l'opinion du Comité conjoint, des vêtements de la Classe B, tel que défini dans ce décret à l'article I, Juridiction Industrielle, les taux de salaires minima applicables sont alors ceux qui sont spécifiés dans la Cédule II, Vêtements de la Classe B, et le boni de vie chère spécifié au paragraphe "iii" de l'article VIIa, doit être ajouté. (Les cédules, de même que tout autre texte ou document nécessaire à leur interprétation, doivent être affichées dans des endroits bien visibles dans tous les ateliers auxquels ces règlements s'appliquent.)

c) Les dispositions précédentes s'appliquent à tous lesdits manufacturiers et/ou entrepreneurs de la zone I, telle que définie à l'article II du présent décret.

d) Dans le cas où des vêtements pour dames sont fabriqués par tels manufacturiers et/ou entrepreneurs dans les zones II et III telles que définies à l'article II du présent décret, les taux minima de salaires prévus dans le Décret relatif à l'industrie de la confection pour dames sont réduit de 10% pour la zone II et de 15% pour la zone III.

e) Aucun travail ne doit être exécuté les samedis dans la fabrication des vêtements pour dames et ce, en aucune circonstance, (y compris la reprise du temps perdu à cause de jours de fêtes).

2° *Entrepreneurs:* a) Tout manufacturier pour le compte duquel un entrepreneur en vêtements pour hommes et garçons exécute du travail sur des vêtements pour dames doit d'abord donner audit entrepreneur une réquisition écrite sur laquelle seront inscrits la date, le nom de l'entrepreneur, le nombre et la description des vêtements à être fabriqués: ledit manufacturier et tout entrepreneur en vêtements d'hommes et de garçons qui exécute tel travail doivent, dans un délai de trois (3) jours, envoyer une copie de telle réquisition au Comité Conjoint de l'Industrie de la Confection pour Dames et au Comité Conjoint de l'Industrie des Vêtements d'Hommes et de Garçons.

b) Tout entrepreneur en vêtements pour hommes et garçons fabriquant des vêtements pour dames pour le compte de manufacturiers de vêtements de dames n'est pas considéré, de ce fait seulement, comme un manufacturier de vêtements pour dames, mais il continue d'être assujéti aux obligations et aux règlements du présent décret, et sous la juridiction du Comité Conjoint de l'Industrie des Vêtements d'Hommes et de Garçons.

c) Tout entrepreneur en vêtements pour hommes et garçons a le droit, s'il le désire, de diviser sa manufacture en sections distinctes, une pour la production de vêtements d'hommes, laquelle est assujéti à la juridiction du Comité Conjoint de l'Industrie des Vêtements d'Hommes et de Garçons, et l'autre pour la production de vêtements de dames, assujéti à la juridiction du Comité Conjoint de l'Industrie de la Confection pour Dames.

d) Tout entrepreneur en vêtements pour hommes et garçons qui adopte la procédure précédente est considéré, en autant que la section de sa manufacture fabriquant des vêtements de dames est

b) All employees engaged by any men's and boy's clothing manufacturer and/or contractor in the manufacture of garments for females, shall be paid at rates not lower than the minimum rates of wages provided in the Decree relating to the Ladies' Cloak and Suit Industry, Order-in-Council No. 2375, as amended.

In the event that the said garments for females are, in the opinion of the Joint Committee, Class B garments, as defined in this decree, section I, Industrial Jurisdiction, then the minimum rates of pay applicable are those specified in Schedule II, Class B garments, and the cost of living bonus, applicable is that specified in subsection "iii" of section VIIa. (These schedules, along with such other text and documents as may be necessary for their interpretation, shall be posted in conspicuous places in all workshops to which these regulations apply).

c) The foregoing shall apply to all such manufacturers and/or contractors situated in Zone I as defined in section II of the present decree.

d) Where garments for women are produced by such manufacturers and/or contractors in Zones II and III, as defined in section II of the present decree, then the minimum rates of wage provided for in the decree relating to the Ladies' Cloak and Suit industry shall be reduced by 10% in Zone II and 15% in Zone III.

e) No work in the manufacture of garments for women shall be performed under any circumstances (including the making up of time lost due to holidays) on Saturdays.

2. *Contractors:* a) Any manufacturer for whom a men's and boys' clothing contractor performs any work on garments for women, shall at the commencement of such work give to the said contractor a written requisition which shall indicate the date, the name of the contractor, the number and description of garments to be manufactured: and a copy of such requisition shall, within three (3) days, be sent by the said manufacturer and by any contractor of men's and boys' clothing who performs such work to the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry and the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry.

b) Any men's and boys' clothing contractor producing garments for women for ladies' cloak and suit manufacturers shall not be deemed a ladies' cloak and suit manufacturer by this fact alone but shall continue to be bound by the obligations and regulations of the present decree and shall be subject to the jurisdiction of the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry.

c) Any men's and boys' clothing contractor shall have the right, if he so desires, to separate his factory into distinct sections, one of which produces garments to be worn by men, which shall be subject to the jurisdiction of the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry, and the other producing garments to be worn by women, which shall be subject to the jurisdiction of the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry.

d) The men's and boys' clothing contractor who adopts the foregoing procedure shall, insofar as the section of his factory producing garments for women is concerned, be adjudged a ladies'

concernée, comme un entrepreneur en vêtements pour dames et est sujet à l'entière juridiction du Comité Conjoint de l'Industrie de la Confection pour Dames.

3° *Dispositions générales:* a) Pour les fins des dispositions précédentes, les mots "vêtements pour dames" comprennent tous les vêtements devant être portés par les dames, fabriqués par les entrepreneurs et/ou manufacturiers de vêtements pour hommes et/ou garçons, qu'ils soient fabriqués dans l'établissement du manufacturier ou ailleurs dans la province de Québec.

b) Le Comité Conjoint de l'Industrie de la Confection pour Dames, ou ses représentants dûment autorisés, a le droit d'obtenir du Comité Conjoint de l'Industrie des Vêtements d'Hommes et de Garçons, sur demande, tous les renseignements relatifs aux vêtements de dames fabriqués par les manufacturiers et/ou entrepreneurs de vêtements pour hommes et/ou garçons, de nature à fournir la preuve raisonnable que les dispositions précédentes se rapportant à la fabrication de tels vêtements sont fidèlement observées.

c) Si, dans l'opinion du Comité Conjoint de l'Industrie de la Confection pour Dames, il existe un doute raisonnable au sujet d'un manufacturier et/ou entrepreneur particulier, en rapport avec l'exécution des formalités contenues dans les règlements précédents, le Comité Conjoint de l'Industrie de la Confection pour Dames en avisera par écrit le Comité Conjoint de l'Industrie des Vêtements d'Hommes et de Garçons; subseqüemment, une inspection devra être faite par un inspecteur du Comité Conjoint de l'Industrie de la Confection pour Dames, pourvu qu'il soit accompagné lors de ladite inspection par un inspecteur du Comité Conjoint de l'Industrie des Vêtements d'Hommes et de Garçons.

"Extrait du Décret numéro 2375, relatif à l'industrie de la confection pour dames, tel qu'amendé par l'arrêté ministériel numéro 1228-B, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, le 10 novembre 1951, concernant les taux de salaires:

VII. a) *Taux minima pour le travail à la semaine:* L'échelle suivante de salaires minima s'applique aux salariés ci-après énumérés, et ces salariés doivent travailler sur une base horaire ou hebdomadaire seulement; ils ne doivent pas travailler sur une base de travail à la pièce:

	<i>l'heure</i>
Coupeur très compétent.	\$1.35
Coupeur moins compétent.	1.025
Coupeur de fournitures.	1.04
Tailleur de fourrure.	1.12
Aide-tailleur de fourrure.	0.835
Faufilleur à la machine.	0.835
Opérateur de machine spéciale.	0.835
Poseur de boutons.	0.59
Ouvrier général.	0.59
Examineur.	0.59

b) *Taux minima pour travail à la pièce:* Les salariés des métiers énumérés ci-dessous peuvent travailler sur une base de travail à la pièce ou à la semaine mais, dans un cas comme dans l'autre l'échelle de salaires suivante s'applique:

	<i>l'Heure</i>
Opérateur compétent.	\$1.35
Opératrice compétente.	1.105
Opérateur ou opératrice qui travaillent ensemble (section operators)	1.35
Presseur de dessus.	1.35
Presseur à la machine.	1.35
Sous-presseur.	1.28
Presseur de pièces.	1.025

cloak and suit contractor, subject to the full jurisdiction of the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry.

3. *General provisions:* a) For the purpose of the foregoing provisions, "women's garments" shall include all garments intended to be worn by women, manufactured by men's and/or boys' clothing manufacturers and/or contractors, and whether manufactured on the premises of the manufacturer or elsewhere in the Province of Québec.

b) The Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry, or its duly authorized representatives, shall have the right to obtain from the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry, on request, all such information relating to garments for women, manufactured by men's and/or boys' clothing manufacturers and/or contractors as will afford reasonable proof that the foregoing provisions dealing with the manufacture of all such garments are being faithfully carried out.

c) If, in the opinion of the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry, there is a reasonable doubt as to the compliance of any particular manufacturer and/or contractor, with the foregoing regulations, the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry shall so notify in writing the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry, and thereafter appropriate inspection of the factory or factories concerned shall be arranged to be made by an inspector for the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry, provided that he be accompanied on such visits by an inspector for the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry.

"Extract from the Decree relating to the Ladies' Cloak and Suit Industry Order in Council No. 2375, as amended by Order in Council No. 1228-B published in the *Quebec Official Gazette*, of November 10th, 1951, concerning wage rates:

VII. a) *Minimum rates for week work:* The following minimum scale of wages shall apply to employees hereinafter enumerated and such employees shall work on an hourly or week work basis only, and such employees shall not work on a piece work basis:

	<i>per hour</i>
Full-skilled cutter.	\$1.35
Semi-skilled cutter.	1.025
Trimmer.	1.04
Fur tailor.	1.12
Assistant fur tailor.	0.835
Machine baster.	0.835
Special machine operator.	0.835
Button sewer.	0.59
General hand.	0.59
Examiner.	0.59

b) *Minimum rates for piece work:* Workers in the crafts enumerated below may work on a piece or week work basis but, in either event, the following scale of wages shall apply:

	<i>per hour</i>
Skilled operator (male)	\$1.35
Skilled operator (female)	1.105
Section operator (male and female)	1.35
Top presser.	1.35
Machine presser.	1.35
Underpresser.	1.28
Piece presser.	1.025

Opérateur moins compétent.	1.025	Semi-skilled operator (male)	1.025
Opératrice moins compétente.	0.96	Semi-skilled operator (female)	0.96
Faiseur de jupes.	0.835	Skirt maker	0.835
Faiseur de doublures.	0.835	Lining maker	0.835
Finisseur.	0.835	Finisher	0.835
Faufileur à la main.	0.835	Hand baster	0.835

Les taux à la pièce doivent être fixés de telle façon que les salariés des métiers ci-haut mentionnés reçoivent les taux horaires minima ci-dessus. Les taux à la pièce sont les mêmes pour les salariés des deux sexes."

Piece work rates must be fixed to yield to the employees in the above crafts the above minimum hourly rates. Piece work rates shall be the same for the male and female employee."

XIX. *Comité conjoint*: Lors de la ratification de la présente convention le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par la présente convention, demeure en fonction et surveille la mise à exécution de la présente convention jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu du décret antérieur.

XIX. *Joint Committee*: At the time of ratification of the present agreement, the existing Parity Committee formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present agreement shall remain in office and administer the present agreement until the formation of a new committee. Such new committee shall succeed the former one and be vested with all the assets and rights of the said former committee; it shall also assume all the liabilities of the former committee, under the previous decree.

XX. Le présent décret abroge le décret numéro 2991 du 10 novembre 1937 et tous ses amendements sans toutefois affecter les droits acquis et les intérêts en cours.

XX. The present decree repeals the decree No. 2991 of November 10, 1937 and all its amendments but does not affect vested interests.

XXI. *Durée de la convention*: Le décret demeure en vigueur jusqu'au 1er juillet 1953. Il se renouvelle alors automatiquement d'année en année, par la suite, à moins qu'une ou plusieurs des parties contractantes ne donnent un avis écrit à ce contraire aux autres parties contractantes, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er juillet de chaque année. Un tel avis doit également être donné au Ministre du Travail et au Comité conjoint.

XXI. *Duration of the agreement*: The decree remains in force until July 1st, 1953. It then renews itself automatically from year to year unless one or more of the contracting parties notified the other contracting parties, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before July 1st of each year. Such a notice shall also be given to the Minister of Labour and to the Joint Committee.

C. LARICHELIERE,

C. LARICHELIERE,

34803-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

34803-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 512

Number 512

Québec, le 30 avril, 1953.

Quebec, April 30, 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

Section "B"

Part "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier.

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Joliette, Montcalm, L'Assomption and Berthier.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint des Maîtres et Employés Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 3751 au 17 décembre 1943, amendé par les arrêtés en conseil numéros 3164, 4839 et 5063 des 16 août, 7 et 21 décembre 1944, 5086 du 7 décembre 1945, 130, 1656 et 4467 des 10 janvier, 10 mai et 31 octobre 1946, 545-A du 27 mars 1947, 69-C et 1720-B des 22 janvier et 16 décembre 1948, 225-D et 470-E des 22 février et 26 avril 1950, 51-F et 829-A des 11 janvier et 1er août 1951 et 68-E du 31 janvier 1952, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Master and Employee Barbers and Hairdressers of the Counties of Joliette, Berthier, L'Assomption and Montcalm has submitted to the Minister of Labour a petition to amend the decree number 3751 of December 17, 1943, and amended by Order-in-Council 3164, 4839 and 5063 of August 16, December 7 and 21 1944, 5086 of December 7, 1945, 130, 1656 and 4467 of January 10, May 10 and October 31, 1946, 545-A of March 27, 1947, 69-C and 1720-B of January 22 and December 16, 1948, 470-E and 225-D of April 26 and February 22, 1950, 51-F and 829-A of January 11 and August 1, 1951 and 68-E of January 31, 1952, relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Joliette, Montcalm, L'Assomption and Berthier;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 mars 1953;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées; IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3751, soit modifié comme suit:

1° L'article VI-A suivant est ajouté:

"VI-A. Les prix minima des services ci-après mentionnés sont rendus obligatoires dans les villes de Joliette, l'Assomption et Berthierville:

<i>"Services</i>	<i>Prix minima</i>
Barbe, tous les jours	\$0.40
Cheveux pour adultes des deux sexes:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.60
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.70
Coupe de cheveux en brosse	0.90
Shampooing "Velvet"	0.50
Rasage du cou, dames	0.25
Ondulon permanente "pads chimiques à l'eau"	5.00
Shampooing ordinaire	0.50"

2° Les paragraphes "a" et "b" de l'article V sont remplacés par les suivants:

"a) Les employés barbiers ou coiffeurs pour dames doivent recevoir \$35.00 par semaine plus 50% des recettes de leur travail excédant \$43.00 au cours de la semaine. Une déduction hebdomadaire de \$1.50 pour le gîte et de \$3.00 pour la nourriture est allouée."

"b) Les employées coiffeuses pour dames doivent recevoir \$25.00 par semaine."

3° La première phrase de l'article VIII est remplacée par la suivante:

"Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1953."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIERE,

34803-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 512

Québec, le 30 avril 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage, de réfrigérateur et gicleur, soudeur, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolement d'amiante dans la région des Trois-Rivières.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage, de réfrigérateur et gicleur, soudeur, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolement d'amiante dans la région des Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 338 du 11 mars 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 297-D du 16 mars 1950, 140-F du 8 février 1951

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 7, 1953;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour, THAT, the said decree, number 3751, be amended as follows;

1. The following section VI-A is added:

"VI-A. The following minimum prices of services are rendered obligatory in the towns of Joliette, L'Assomption and Berthierville:

<i>"Services</i>	<i>Minimum prices</i>
Shave, every day	\$0.40
Haircut, male and female adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.60
Friday, Saturday and holidays eves	0.70
Brushcut	0.90
Velvet Shampoo	0.50
Neckshave, ladies	0.25
Permanent wave—water chemical pads	5.00
Ordinary shampoo	0.50"

2. Subsections "a" and "b" of section V are replaced by the following:

"a) Ladies' barber or hairdresser employees shall receive \$35.00 per week plus 50% of the receipts of their work exceeding \$43.00 for the week. A weekly deduction of \$1.50 for room and \$3.00 for board is allowed."

"b) Ladies' hairdresser female employees shall receive \$25.00 per week."

3. The first sentence of section VIII is replaced by the following:

"The present decree remains in force until December 31, 1953."

(Document "B" annexed to the Order)

C. LARICHELIERE,

34803-o Acting clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 512

Quebec, April 30, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the plumbing, steamfitting, refrigeration, sprinkler fitting, roofing, welding and asbestos insulation trades in the region of Trois-Rivières.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revises Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the plumbing, steamfitting, refrigeration, sprinkler fitting, roofing, welding and asbestos insulation trades in the region of Trois-Rivières, rendered obligatory by the decree number 338 of March 11, 1948, and amended by Orders 297-D of March 16, 1950, 140-F of February 8, 1951 and 183-A of March 6, 1952, have submitted to the Minister of

et 183-A du 6 mars 1952, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 mars 1953;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 338, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "b" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"b) Au cas où les salariés doivent travailler les jours mentionnés au paragraphe précédent, ils doivent être rémunérés à raison de double salaire par rapport au salaire régulier."

2° Le premier paragraphe de l'article VII (Vacances payées) est remplacé par le suivant:

"Tout salarié assujéti au présent décret a droit, chaque année, à une semaine de vacances payées dont la date est fixée par l'employeur, pendant la période comprise entre le 10 juin et le 10 septembre. Toutefois, à la demande de l'employé, la semaine de vacances payées pourra être prise en n'importe quelle période de l'année."

(Document "D" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIERE,

34803-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DUC ONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 512

Québec, le 30 zvril 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Témiscamingue.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Témiscamingue, rendue obligatoire par le décret numéro 1254 du 10 novembre 1949, amendé par les arrêtés en conseil numéro 108-C, 973-A et 1229-B des 25 janvier, 30 août et 8 novembre 1950, 51-D, 229-C, 382-E, 1228-D et 1228-G des 11 janvier, 7 mars, 12 avril et 31 octobre 1951 et 67-F, 138-A, 271-H et 961-D des 31 janvier, 27 février, 20 mars et 25 septembre 1952, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 mars 1953;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1254, soit modifié comme suit:

L'item "Charpentier-menuisier et mécanicien (Millwright) . . . \$1.40 \$1.25" est remplacé par les suivants (article III):

Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 14, 1953;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 338, be amended as follows:

1. Subsection "b" of section VI is replaced by the following:

"b) When employees are required to work on the days mentioned in the foregoing subsection, they shall be paid at the rate of double time."

2. The first paragraph of section VII (Vacation with pay) is replaced by the following:

"Every employee governed by the present decree is entitled, each year, to a vacation of one week with pay at a date set by the employer during the period between June 10 and September 10. However, at the employee's request, the week of vacation with pay may be taken at any time of the year."

(Document "D" annexed to the Order)

C. LARICHELIERE,

34803-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 512

Quebec, April 30, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Temiscamingue.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, as amended), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Temiscamingue, rendered obligatory by the decree number 1254 of November 10, 1949, and amended by Orders 108-C, 973-A and 1229-B of January 25, August 30 and November 8, 1950, 51-D, 229-C, 382-E, 1228-D and 1228-G of January 11, March 7, April 12 and October 31, 1951 and 67-F, 138-A, 271-H and 961-D of January 31, February 27, March 20 and September 25, 1952, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 14, 1953;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1254, be amended as follows:

The following item: "Carpenter-joiner and millwright . . . \$1.40 \$1.25" is replaced by the following (Section III):

"Charpentier-menuisier \$1.65 \$1.25
 Mécanicien (Millwright) 1.40 1.25"
 (Document "C" annexé à l'arrêté)

"Carpenter-joiner \$1.65 \$1.25
 Millwright 1.40 1.25"
 (Document "C" annexed to the Order)

C. LARICHELIERE, C. LARICHELIERE,
 34803-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif. 34803-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
 EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 512

Number 512

Québec, le 30 avril 1953.

Quebec, April 30, 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil. Present: The Lieutenant Governor in Council.

Section "E"

Part "E"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif aux employés de garage dans la cité de Sherbrooke et un rayon de dix (10) milles de ses limites. CONCERNING an extension of the decree relating to garage employees in the city of Sherbrooke and a radius of ten (10) miles from its limits.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail: IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE le décret numéro 231 du 7 mars 1951, dans sa teneur modifiée, relatif aux employés de garage dans la cité de Sherbrooke et un rayon de dix (10) milles de ses limites, soit prolongé jusqu'au 17 juin 1953. THAT the decree No. 231 of March 7, 1951, as amended, relating to garage employees in the city of Sherbrooke and a radius of ten (10) miles from its limits, be extended until June 17, 1953.

(Document "E" annexé à l'arrêté) (Document "E" annexed to the Order)
 C. LARICHELIERE, C. LARICHELIERE,
 34803-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif. 34803-o Acting clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
 EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 512

Number 512

Québec, le 30 avril 1953.

Quebec, April 30, 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil. Present: The Lieutenant Governor in Council.

Section "F"

Part "F"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'automobile des Cantons de l'Est. CONCERNING an extension of the right to levy of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail: IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'automobile des Cantons de l'Est, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 217 du 13 mars 1952 (Section "A"), soit prolongé jusqu'au 17 juin 1953, aux mêmes taux et conditions. THAT the right to levy of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships, authorized by a by-law approved by Order in Council No. 217 of March 13, 1952 (part "A"), be extended until June 17, 1953, with the same rate and conditions.

C. LARICHELIERE, C. LARICHELIERE,
 34803-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif. 34803-o Acting clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
 CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 489

Number 489

Québec, le 23 avril 1953.

Quebec, April 23rd, 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil. Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT certains actes administratifs du Ministère de la Chasse et des Pêcheries. CONCERNING certain administrative agreements of the Department of Game and Fisheries.

CONCERNANT la prohibition de l'achat et de la vente ou la mise en vente de la viande de chevreuil, de l'orignal et du caribou. CONCERNING the prohibiting of the purchase and sale or the offering for sale of Deer, Moose and Caribou.

ATTENDU QUE par arrêtés en conseil antérieurs, l'achat et la vente ou la mise en vente WHEREAS by former Orders in Council, the purchase and sale or the offering for sale of Deer,

de la viande du chevreuil, de l'orignal et du caribou étaient défendus; Moose and Caribou were forbidden;

ATTENDU QUE cette défense expire le 1er avril 1953 et qu'il importe de la continuer pour une nouvelle période de trois ans.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

QU'EN vertu du paragraphe 2 de l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941, la défense d'acheter, de vendre, de mettre en vente ou d'avoir en sa possession pour fins de vente, la viande du chevreuil, de l'orignal et du caribou, soit prolongée pour une nouvelle période de trois (3) ans, à compter du premier avril 1953.

CONCERNANT le Parc de la Vérendrye

ATTENDU QUE dans l'arrêté en conseil numéro 195, en date du 25 février 1953, la limite ouest du nouvel agrandissement du Parc de la Vérendrye avait été fixée au méridien 78° 00';

ATTENDU QUE la ligne de ce méridien n'a pas été tirée et n'est pas susceptible de l'être dans l'avenir;

ATTENDU QUE pour la bonne administration du parc, il importe d'avoir des bornes bien définies et faciles à reconnaître sur le terrain.

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

QUE le méridien 78° 00' constituant la limite ouest du Parc de la Vérendrye soit remplacé par la ligne décrite comme suit:

Partant d'un point situé à l'intersection du parallèle de latitude 47° 00' et la rive ouest de la Baie aux Chicots du Lac Dumoine, et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes:

Vers le Nord, la rive ouest de la Baie aux Chicots du Lac Dumoine, le portage reliant la dite baie du dit lac au Lac des Écorces, la rive ouest de ce dernier et une partie de sa rive nord-est, le côté ouest d'une chaîne de ruisseaux, de lacs et de portages reliant cette dernière rive au parallèle de latitude 47° 16' (approximativement);

Vers l'ouest, le dit parallèle de latitude jusqu'à la rive ouest d'un petit lac situé à l'extrémité sud-est du Lac Quatre Milles;

Vers le Nord, le côté ouest du dit petit lac, de sa décharge, du Lac Quatre Milles, du portage reliant ce dernier au Lac du Vieillard, de ce dernier, de sa décharge, du Lac à l'Épinette, de la Rivière à l'Épinette et du Lac Otanibi jusqu'à son intersection avec la ligne sud du canton de Jourdan.

QUE les arrêtés en conseil numéros 517 en date du 3 mai 1950 et 195 en date du 25 février 1953 soient modifiés en conséquences.

CONCERNANT la chasse à l'orignal

ATTENDU QU'un inventaire de la population d'originaux a été effectué en 1952, et que le nombre d'individus estimé paraît justifier une saison de chasse en 1953.

VU le paragraphe 1-a de l'article 4 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

QUE la chasse à l'orignal soit permise du 9 au 25 octobre, ces deux dates inclusivement, pour

WHEREAS said legislation expires on April first 1953, and that it is essential that it be continued for a new period of three years.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT, in accordance with paragraph 2 of Section 65, Chapter 153, Revised Statutes of Quebec, 1941, prohibiting to sell, purchase, to offer for sale, or to keep for sale, Deer, Moose and Caribou be continued for a new period of three (3) years, as from April first 1953.

CONCERNING de la Vérendrye Park

WHEREAS in Order in Council number 195, dated February 25, 1953, the western limit of the new enlargement of de la Vérendrye Park was established at 78° 00' Meridian;

WHEREAS the line of said Meridian has not been cut nor is it likely to be cut in the future;

WHEREAS for the good management of the Park, it is expedient that its boundaries be well defined, and clearly indicated on the ground.

IN VIEW OF Section 65, Chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941,

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT Meridian 78° 00' forming the western limit of de la Verendrye Park be replaced by the line hereunder described:

Starting at a point situate at the intersection of parallel of latitude 47° 00' and the western bank of Baie aux Chicots of Dumoine Lake and passing successively by the following lines and demarcations:

Towards the North, the western bank of Baie aux Chicots of Lake Dumoine, the portage linking the said baie of said lake with Lac des Écorces, the western bank of the latter and a part of its north-east bank, the west of a group of streams, lakes and portages linking the latter bank to parallel of latitude 47° 16' (approximately);

Towards the west, the said parallel of latitude as far as the western bank of a small lake situate at the extreme south-east of Lac Quatre Milles;

Towards the North, the west side of the said small lake, from its discharge, of Lac Quatre Milles, from the portage linking the latter to Lac du Vieillard, from the latter, from its discharge, from Lac à l'Épinette, from Rivière à l'Épinette and Lake Otanibi as far as its intersection with the southern line of Jourdan township.

THAT Orders in Council numbers 517, dated May 3, 1950 and 195 dated February 25, 1953, be modified accordingly.

CONCERNING Moose hunting

WHEREAS an inventory of the Moose population was effected in 1952, and that the estimated number of same seems to justify a hunting season in 1953,

IN VIEW OF paragraph 1-a, of Section 4, chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec 1941,

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT the hunting of Moose be permitted from October 9th to October 25th, both dates inclu-

l'année 1953, dans toute l'étendue de la province, sauf dans les parcs, les réserves de chasse et de pêche, dans les sections sud de Montréal, et sud-est de Québec connues sous les noms de Zones A et B, ainsi que dans le comté d'Argenteuil, tel qu'il est spécifié dans l'arrêté en conseil numéro 1095, en date du 4 octobre 1950.

C. LARICHELIERE,
34806-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

sively, for the year 1953, throughout the whole Province, excepting in parks, hunting and fishing reserves, in sections south of Montreal, and those southeast of Quebec, known as Zones A and B, as well as in Argenteuil county, as specified in Order in Council number 1095, dated October 4, 1950.

C. LARICHELIERE,
34806 Acting Clerk of the Executive Council.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 332-631. Dame Madeleine Larose, épouse légalement commune en biens de Camille Lamer, agent d'immeubles, domiciliée avec lui à Montréal, district de Montréal, demanderesse, vs Camille Lamer, des cité et district de Montréal, défendeur.

AVIS

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause contre le défendeur.

Montréal, 4 mai 1953.
Les Procureurs de la demanderesse,
34794 (Signé) BEAUPRÉ & TRUDEAU.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 332583, Dame Marguerite Rouleau épouse commune de biens de Georges-Émile Archambault, des cité et district de Montréal, demanderesse vs Georges Émile Archambault, pompier de 4316 Mentana, dans les cité et district de Montréal. Défendeur.

AVIS

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 1er jour de mai 1953.

Montréal le 1er mai, 1953.
Le Procureur de la demanderesse,
OMER HARDY, PAUL O. OUMET,
D.P.S.C. 34799-o

Avis divers

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat Régional des Institutrices de Matane", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 25 avril 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Matane, dans le comté de Matane.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34773-o LUCIEN DARVEAU.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Canadian Schenley Employees Credit Union", en date du 22 avril 1953, dont le siège social est situé à Valleyfield,

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 332-631. Dame Madeleine Larose, wife legally common as to property of Camille Lamer, real estate agent, domiciled with him at Montreal, district of Montreal, plaintiff, vs Camille Lamer, of the City and district of Montreal, defendant.

NOTICE

An action in separation of property has been instituted against the defendant in this case.

Montreal, May 4th, 1953.
(Signed) BEAUPRÉ & TRUDEAU,
34794-o Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 332583. Dame Marguerite Rouleau, wife common as to property of Georges-Émile Archambault, of the city and district of Montreal, plaintiff, vs Georges-Émile Archambault, fireman of 4316 Mentana in the city and district of Montreal, defendant.

NOTICE

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 1st day of May, 1953.

Montreal, May 1st, 1953.
PAUL O. OUMET,
Attorney for plaintiff.
OMER HARDY, D.P.S.C. 34799

Miscellaneous Notices

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat Régional des Institutrices de Matane" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April 25, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Matane, in the county of Matane.

LUCIEN DARVEAU,
34773 Acting Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Canadian Schenley Employees Credit Union" under date the twenty-second day of April 1953,

dans le comté de Beauharnois, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 24 avril 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34774 LUCIEN DARVEAU.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Norco Brass Employees Credit Union", en date du 21 avril 1953, dont le siège social est situé à Montréal-Est, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 24 avril 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34775-o LUCIEN DARVEAU.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "The Montlith Employees Credit Union", en date du 14 avril 1953, dont le siège social est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 24 avril 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34776-o LUCIEN DARVEAU.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "T. P. A. Credit Union", en date du 20 avril 1953, dont le siège social est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 24 avril 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34777-o LUCIEN DARVEAU.

whereof the head office is at Valleyfield, in the county of Beauharnois, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this April 24, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34774 Acting Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Norco Brass Employees Credit Union" under date April 21, 1953 whereof the head office is at Montreal-East, in the judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 24, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34775 Acting Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "The Montlith Employees Credit Union" under date April 14, 1953 whereof the head office is at Montreal, in the judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 24, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34776 Acting Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "T.P.A. Credit Union" under date April 20, 1953 whereof the head office is at Montreal, in the judicial district of Montreal and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 24, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34777 Acting Under Secretary of the Province.

THE ASSOCIATION OF GRANBY MANUFACTURERS INC.

Amendement adopté à l'Assemblée annuelle tenue le 13 septembre 1951.

La Section 1 de l'article IV des règlements de l'association est amendée en augmentant le nombre des directeurs de neuf à onze.

Certifié vraie copie.

34779 Le/Secrétaire-trésorier,
GEO.-H. DUREAULT.

CANAMER NICKEL LTD.
(No Personal Liability)

Règlement N° 6

Qu'il soit décrété comme règlement N° 6 de la compagnie comme suit:

Que le nombre des Directeurs de la compagnie est par les présentes augmenté de trois (3) à sept (7).

THE ASSOCIATION OF GRANBY MANUFACTURERS INC.

Amendment adopted at Annual Meeting held on September 13th, 1951.

Section 1 of Article IV of the By-Laws of the Association is amended by increasing the number of directors from nine to eleven.

Certified true copy.

34779-o GEO.-H. DUREAULT,
Secretary-Treasurer.

CANAMER NICKEL LTD.
(No Personal Liability)

By-Law No. 6

Be it enacted as By-law No. 6 of the Company as follows:

That the number of Directors of the Company is hereby increased from three (3) to seven (7).

Certifiée vraie copie du règlement N° 6 de "Canamer Nickel Ltd." (No Personal Liability) décrété par les Directeurs à une assemblée tenue le 9 avril 1953, et sanctionné et ratifié par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin et tenue le même jour.

34780-o

RITA ANGERS,
Secrétaire-trésorier.

EASTERN NICKEL LTD.
(No Personal Liability)

Règlement N° 6

Qu'il soit décrété comme règlement N° 6 de la compagnie comme suit:

Que le nombre des Directeurs de la compagnie est par les présentes augmenté de trois (3) à sept (7).

Certifiée vraie copie du règlement N° 6 de "Eastern Nickel Ltd." (No Personal Liability) décrété par les Directeurs à une assemblée tenue le 8 avril 1953, et sanctionné et ratifié par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin et tenue le même jour.

34782-o

RITA ANGERS,
Secrétaire-trésorier.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 29 avril 1953, les règlements 1 à 12 inclusivement de "La Ligue de Balle Molle d'Iberville Incorporée" tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 2 avril 1953, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 30 avril 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34786-o LUCIEN DARVEAU.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat Régional des Institutrices d'Amqui", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 avril 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Amqui, dans le comté de Matapédia.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34787-o LUCIEN DARVEAU.

GRANBY DIE CASTING INCORPORATED

Règlement N° 16

Le nombre des Directeurs de la compagnie sera porté de trois à cinq, comprenant un président, deux vice-présidents, un secrétaire-trésorier et un directeur.

Copie certifiée

34797-o

Le Secrétaire,
R.-A. RACINE.

True copy of By-Law No. 6 of "Canamer Nickel Ltd." (No Personal Liability) enacted by the Directors at a meeting held on the 9th day of April, 1953, and sanctioned and ratified by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a Special General Meeting called for considering the By-law and held on the same day.

34780-o

RITA ANGERS,
Secretary-Treasurer.

EASTERN NICKEL LTD.
(No Personal Liability)

By-Law No. 6

Be it enacted as by-law No. 6 of the Company as follows:

That the number of Directors of the Company is hereby increased from three (3) to seven (7).

True copy of By-Law No. 6 of "Eastern Nickel Ltd." (No Personal Liability) enacted by the Directors at a meeting held on the 8th day of April, 1953, and sanctioned and ratified by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting called for considering the by-law and held on the same day.

34782-o

RITA ANGERS,
Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy-Attorney general, the Honourable the Provincial Secretary has approved, on April 29th, 1953, by-laws 1 to 12 inclusive of "La Ligue de Balle Molle d'Iberville Incorporée", as adopted at the general meeting held on April 2, 1953, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the Office of the Provincial Secretary, April 30th, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34786 Acting Under-Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat Régional des Institutrices d'Amqui" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on April 23rd, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Amqui, in the county of Matapédia.

LUCIEN DARVEAU,
34787 Acting Under Secretary of the Province.

GRANBY DIE CASTING INCORPORATED

By-Law No. 16

The number of the Company's directors shall be increased from three to five, including a president, two vice-presidents, one secretary-treasurer and one director.

Certified copy.

34797

R. A. RACINE,
Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "Fédération des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Diocèse de Joliette", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le treize mars 1953.

Le siège social de la fédération ci-haut mentionnée est situé à Joliette, dans le district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34800-o LUCIEN DARVEAU.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of a federation of professional syndicates, under the name of "Federation des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Diocèse de Joliette", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March thirteenth, 1953.

The principal place of business of the above-mentioned federation is at Joliette, judicial district of Joliette.

LUCIEN DARVEAU,
34800 Acting Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de l'Île aux Grues", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 13 avril 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à l'Île-aux-Grues, dans le comté de Montmagny.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34801-o LUCIEN DARVEAU.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de l'Île aux Grues" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April 13, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at l'Île-aux-Grues, in the county of Montmagny.

LUCIEN DARVEAU,
34801 Acting Under Secretary of the Province.

CORRECTION

MUNICIPALITÉ DE SAINTE-ANNE-DE-LA-ROCHELLE

Dans l'avis de changement de nom de la municipalité ci-haut mentionnée, publié dans la *Gazette officielle de Québec* en date du 2 mai 1953, à la page 1523, aux huitième et neuvième lignes, il y a lieu de lire: "Sainte-Anne-de-Stukely, paroisse, en celui de "municipalité de Sainte-Anne-de-la-Rochelle"".

34771-x-o

CORRECTION

MUNICIPALITY OF SAINTE-ANNE-DE-LA-ROCHELLE

In the notice of change of name of the municipality above mentioned, published in the *Quebec Official Gazette*, bearing date May 2, 1953, on page 1523, on the eighth and ninth lines, please read: "Sainte-Anne-de-Stukely, parish, to that of "Municipality of Sainte-Anne-de-la-Rochelle"".

34771-x

AVIS DE SUSPENSION

Par décision du Conseil de discipline en date du 10 février 1953, confirmée par décision du Bureau Provincial de Médecine en date du 14 avril 1953, le docteur François-Xavier Simard, domicilié à Naudville, comté de Roberval, a été suspendu de l'exercice de la profession de médecin et de chirurgien pour une période de vingt-quatre mois à compter du 10 février 1953, pour avoir commis des actes dérogatoires à l'honneur et à la dignité de la profession médicale.

Montréal, le 29 avril 1953.
Le Régistrateur du Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec.
34804-o (Secau) JEAN PAQUIN, M.D.,

NOTICE OF SUSPENSION

By decision of the Council on Discipline bearing date February 10, 1953, confirmed by decision of the Provincial Medical Board under date of April 14, 1953, Doctor François-Xavier Simard, domiciled at Naudville, county of Roberval, has been suspended from the practice of the profession of medicine and surgery for a period of twenty-four months from and after February 10, 1953, for having committed acts derogatory to the honor and dignity of the medical profession.

Montreal, April 29, 1953.
(Seal) JEAN PAQUIN, M.D.,
Registrar of the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec.
34804

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le premier mai 1953, les règlements de "La Corporation Générale des Instituteurs et Institutrices Catholiques de la Province de Québec", comprenant les articles 1 à 73 inclusivement, ainsi que les articles 75 à 86 inclusivement, tels qu'adoptés par le Conseil général provisoire de ladite corporation, les 28 et 29 mars 1953, et ce, conformément aux dis-

Notice is hereby given that the Honourable, the Provincial Secretary, has approved on May first, 1953, the by-laws of "La Corporation Générale des Instituteurs et Institutrices Catholiques de la Province de Québec", comprising sections 1 to 73 inclusive, as well as section 75 to 86 inclusive, as adopted by the Provisional General Council of the said Corporation, on the 28th and 29th of March, 1953, and such, pursuant

positions de la Loi 10 George VI, chapitre 87, telle que modifiée par le Loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 130.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le six mai 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34805-o **LUCIEN DARVEAU.**

to the provisions of the Act 10, George VI, chapter 87, as amended by the Act 1-2 Elizabeth II, chapter 130.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34805 Acting Under-Secretary of the Province.

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le texte d'une résolution adoptée à l'assemblée générale du "Syndicat Coopératif des Habitations Ouvrières de Québec", tenue le 2 avril 1953, changeant le nom de ladite société en celui de "Le Syndicat Coopératif des Habitations Familiales de Québec," et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce cinq mai 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34807-o **LUCIEN DARVEAU.**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received copy of a resolution adopted at a general meeting of the "Syndicat Coopératif des Habitations Ouvrières de Québec", held April 2, 1953, changing the name of the said association into that of "Le Syndicat Coopératif des Habitations Familiales de Québec", and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this May 5th 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34807 Acting Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5, l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le trente avril 1953, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "L'Association des Employés des Industries Baribeau", dont la constitution a été autorisée le 27 septembre 1944, avec siège social à Lévis.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 6 mai 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34771-o **LUCIEN DARVEAU.**

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that, in conformity with the provisions of Section 20a, of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, Chapter 162, as added by Act 11, George VI, Chapter 52, Section 5, the Honourable the Provincial Secretary enacted, under date of April thirtieth, 1953, the termination of the corporate existence of the professional syndicate "L'Association des Employés des Industries Baribeau", the formation of which was authorized on September 27, 1944, with head office at Lévis.

Given at the office of the Provincial Secretary, May 6th, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34771 Acting Under Secretary of the Province.

LETENDRE INC.

Règlement N° XVII

Le nombre des Directeurs de la Compagnie est augmenté de trois (3) à quatre (4), et il est requis que les procédures en conséquences soient faites pour la ratification de tel règlement.

Le Président,
(Signé) **ROBERT LETENDRE.**
Le Secrétaire,
(Signé) **MARCEL CONTANT.**

34819-o

LETENDRE INC.

By-Law No. XVII

The number of Directors of the Company has been increased from three (3) to four (4), and it is required that the necessary proceedings be undertaken for the ratification of such By-law.

(Signed) **ROBERT LETENDRE,**
President.
(Signed) **MARCEL CONTANT,**
Secretary.

34819

LA FILATURE DU SAGUENAY, LIMITÉE

Règlement N° 12

Pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie

Attendu qu'il est à propos d'augmenter le nombre des directeurs de la compagnie:

Il est en conséquence, par le présent règlement de "La Filature du Saguenay, Limitée", décrété et statué ce qui suit, savoir:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de cinq à six;

2° L'article 10 du règlement N° 1, concernant la régie interne de la compagnie, est en conséquence modifié en remplaçant le mot "cinq" par le mot "six" dans la première ligne dudit article.

LA FILATURE DU SAGUENAY, LIMITÉE

By-Law No. 12

To increase the number of the Company's Directors

Whereas it is advisable to increase the number of the Company's directors;

Therefore, be it enacted and it is hereby enacted by said By-law of "La Filature du Saguenay, Limitée", as follows, to wit:

1. The number of directors of the Company is increased from five to six;

2. Article 10 of By-law No. 1, concerning the administration of the Company is therefore amended by replacing the word "five" by that of "six" in the first line of said article.

Daté à Chicoutimi ce vingt-huitième jour d'avril mil neuf cent cinquante-trois.

Le Président,
(Signé) JACQUES RIVERIN.
Le Secrétaire,
(Signé) RAY. BELLEAU.

34821-o

Dated at Chicoutimi, this twenty-eighth day of April, one thousand nine hundred and fifty-three.

(Signed) JACQUES RIVERIN,
President.
(Signed) RAY. BELLEAU,
Secretary.

34821

Charte — Abandon de

Charter — Surrender of

BYWATER CORPORATION

BYWATER CORPORATION

Avis est par les présentes donné que "Bywater Corporation", une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Notice is hereby given that "Bywater Corporation", a corporation constituted under Part I of the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Daté à Montréal, ce 5e jour de mai 1953.

Dated at Montreal, this 5th day of May, 1953.

Le Président,
M. M. KALMAN.

M. M. KALMAN,
President.

34802-o

34802-o

Compagnies dissoutes

Companies Dissolved

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Grenville-Carillon Winter Roads Inc.", constituée en corporation en vertu de la troisième partie de ladite Loi, par lettres patentes en date du 27 décembre 1950.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Grenville-Carillon Winter Roads Inc.", incorporated by letters patent dated the 27th day of December, 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier mai 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Notice is also given that from and after the first day of May, 1953, the said Company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 mai 1953.

Dated at the office of the Attorney General the 2nd day of May, 1953.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

34771

34771-o

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Manhattan Realities Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 septembre 1950.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Manhattan Realities Ltd.", incorporated by letters patent dated the 16th day of September, 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier mai 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Notice is also given that from and after the first day of May, 1953, the said Company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 mai 1953.

Dated at the office of the Attorney General the 2nd day of May, 1953.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

34771

34771-o

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Peninsular Oil Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 8 mars 1945.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Section 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Peninsular Oil Corporation Limited" (No personal liability), incorporated under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, by letters patent dated March 8, 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier mai 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Notice is also hereby given that from and after the first of May 1953, the said company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général le 2 mai 1953.

Dated at the office of the Attorney General, May 2, 1953.

L'Assistant-procureur général,
34771-o L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
34771 Deputy Attorney General.

Département des Affaires municipale

Department of Municipal Affairs

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 1er avril 1953 du conseil municipal de St-Joseph de la Baie du Febvre, comté d'Yamaska, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 30 avril 1953, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution of April 1st, 1953, from the Municipal Council of St-Joseph de la Baie du Febvre, County of Yamaska, and pursuant to the Provisions of section 130 of the Municipal Code, he has enacted under date of April 30, 1953, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, henceforth in the French Language only.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

The present notice is published in conformity with section 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2).

Québec, le 30 avril 1953.

Québec, April 30, 1953.

JEAN-LOUIS DOUCET,
34772-o Sous-ministre des Affaires municipales.

JEAN-LOUIS DOUCET,
34772 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 386-53.

No. 386-53.

Québec, le 28 avril 1953.

Québec, April 28, 1953.

Demande est faite que la municipalité scolaire de la Ville de Châteauguay, soit divisée en vue de former une nouvelle municipalité scolaire qui comprendra le territoire de la paroisse du Christ-Roi et qui sera connue et désignée sous le nom de Châteauguay-Est, dans le comté de Châteauguay.

Application is made in order that the school municipality of the Town of Châteauguay be divided with the object of forming a new school municipality which shall include the territory of the parish of Christ-Roi and shall be known and designated under the name of Châteauguay-East, in the county of Châteauguay.

Le territoire de cette future municipalité comprendra les lots du cadastre officiel de St-Joachim-de-Châteauguay, portant les Nos 1 à 57 inclusivement.

The territory of this future municipality shall include lots of the official cadastre of St-Joachim-de-Châteauguay, bearing numbers 1 to 57, inclusively.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34756-18-2-o O. J. DESAULNIERS.

O. J. DESAULNIERS,
34756-18-2 Superintendent of Education.

N° 496-53.

No. 496-53.

Québec, le 27 avril 1953.

Québec, April 27 1953.

Demande est faite que le territoire de la municipalité scolaire de Canton Laval, dans le comté de Saguenay, soit annexé en entier à la municipalité scolaire de la Ville de Forestville, même comté.

Application is made in order that the territory of the school municipality of the Township of Laval, in the county of Saguenay, be wholly annexed to the school municipality of the Town of Forestville, same county.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34757-18-2-o O. J. DESAULNIERS.

O. J. DESAULNIERS,
34757-18-2 Superintendent of Education.

N° 559-53.

No. 559-53.

Québec, le 28 avril 1953.

Québec, April 28, 1953.

Demande est faite que le territoire de la municipalité scolaire de la paroisse de Rivière-des-Prairies, dans le comté de Laval, soit annexé à la municipalité scolaire catholique de la Cité de Montréal, pour les contribuables catholiques seulement.

Application is made in order that the territory of the school municipality of the parish of Rivière-des-Prairies, in Laval County, be annexed to the Catholic school municipality of the City of Montreal for catholic tax-payers only.

Le territoire de cette municipalité scolaire de Rivière-des-Prairies, paroisse, comprend les lots 1 à 32 et 121 à 175, tous du cadastre officiel de Rivière-des-Prairies.

The territory of this school municipality of Rivière-des-Prairies, parish, includes lots 1 to 32 and 121 to 175, all of the official cadastre of Rivière-des-Prairies.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34758-18-2-o O. J. DESAULNIERS.

O. J. DESAULNIERS,
34758-18-2 Superintendent of Education.

N° 561-53.

Québec, le 27 avril 1953.

Demande est faite que le territoire de la municipalité scolaire du village de Rivière-des-Prairies, comté de Laval, soit annexé à la municipalité scolaire catholique de la Cité de Montréal, pour les contribuables catholiques seulement.

Le territoire de cette municipalité scolaire de Rivière-des-Prairies, village, comprend les lots 33 à 120 inclusivement du cadastre officiel de Rivière-des-Prairies.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34759-18-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 561-53

Quebec, April 27, 1953.

Application is made that the territory of the school municipality of the Village of Rivière-des-Prairies, County of Laval, be annexed to the Catholic school municipality of the city of Montreal, for the benefit of catholic tax-payers only.

The territory of the said school municipality of Rivière-des-Prairies, village, includes lots 33 to 120 inclusive, of the official cadastre of Rivière-des-Prairies.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 513-53.

Québec, le 27 avril 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Félicité, dans le comté de Matane, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à celle de St-Jérôme, paroisse, dans le même comté.

Ce territoire est situé dans la seigneurie de Matane et comprend les lots 1 à 10 inclusivement du rang I (1); 49 à 59 inclusivement du rang II (2); 60 à 65 inclusivement du rang III (3) et 130 à 136 inclusivement du rang IV (4).

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34761-18-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 513-53.

Quebec, April 27, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Félicité, in Matane county, the territory hereunder described, in order to annex it to that of St-Jérôme, parish, in the same county.

This territory is situated in the seigniorie of Matane, and includes lots 1 to 10, inclusive, Range I (1); 49 to 59 inclusive, Range II (2); 60 to 65 inclusive, Range III (3), and 130 to 136 inclusive, Range IV (4).

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 847-50.

Québec, le 28 avril 1953.

Demande est faite que le territoire de la Ville de Roxboro, dans le comté de Jacques-Cartier, soit formé en municipalité scolaire distincte, pour les contribuables catholiques seulement, qui sera connue et désignée sous le nom de "La municipalité scolaire catholique de Roxboro", comté de Jacques-Cartier.

Son territoire fait actuellement partie de trois municipalités scolaires, c'est-à-dire: Ste-Geneviève, N° 3, Côte St-Rémi de Ste-Geneviève, N° 4, et Ste-Geneviève, N° 7, dans le comté de Jacques-Cartier.

a) Le territoire devant être détaché de la municipalité scolaire de Ste-Geneviève, N° 3, est décrit comme suit, savoir:

1° Les lots originaires N° 42 — 48, 49, 311 de la Paroisse de Ste-Geneviève;

2° Les lots originaires Nos: 43, 44, 45 de la Paroisse de Ste-Geneviève (maintenant connus suivant les plans déposés au Ministère des Terres et Forêts, le 5 avril 1945, comme étant les lots N° 184 à 352 inclusivement et partie de 353 du lot originaire 325 de la Paroisse de Ste-Geneviève.)

b) Le territoire devant être détaché de la municipalité scolaire de Côte St-Rémi de Ste-Geneviève, N° 4, est décrit comme suit, savoir:

1° La subdivision N° 1 du lot originaire N° 291 (291-1) de la Paroisse de Ste-Geneviève;

2° Le lot originaire N° 292 de la Paroisse de Ste-Geneviève à déduire cependant la subdivision N° 44 du lot originaire 292 de la Paroisse de Ste-Geneviève;

3° Le lot originaire N° 293 de la Paroisse de Ste-Geneviève, à déduire cependant la subdivision N° 43 du lot originaire N° 293 de la Paroisse de Ste-Geneviève.

c) Le territoire devant être détaché de la municipalité scolaire de Ste-Geneviève N° 7 et décrit comme suit, savoir:

1° Le lot N° 62 du lot originaire N° 36 (36/62) du cadastre de la Paroisse de Ste-Geneviève;

2° La subdivision N° 63 du lot originaire N° 36 du cadastre de la Paroisse de Ste-Geneviève, maintenant connu et désigné suivant les plans déposés au Ministère des Terres et Forêts, le

No. 847-50.

Quebec, April 28, 1953.

Application is made that the territory of the Town of Roxboro, in the county of Jacques-Cartier, be formed into a separate school municipality, for the Catholic taxpayers only, which shall be known and designated under the name of "The Catholic School Municipality of Roxboro", county of Jacques-Cartier.

This territory is presently part of three school municipalities, that is: Ste-Geneviève, No. 3, Côte St-Rémi de Ste-Geneviève, No. 4, and Ste-Geneviève, No. 7, in the county of Jacques Cartier.

a) The territory to be detached from the school municipality of Ste-Geneviève, No. 3, is described as follows, to wit:

1. Original lots Nos: 42 — 48, 49, 311 of the parish of Ste-Geneviève;

2. The original lots Nos. 43, 44, 45 of the parish of Ste-Geneviève (now known according to the plans filed with the Department of Lands and Forests, on April 5, 1945, as being lots Nos.: 184 to 352 inclusively and part of 353 of the original lot 325 of the parish of Ste-Geneviève.)

b) The territory to be detached from the school municipality of Côte St-Rémi de Ste-Geneviève, No. 4, is described as follows, to wit:

1. Subdivision No. 1 of the original lot No. 291 (291-1) of the parish of Ste-Geneviève;

2. Original lot No. 292 of the parish of Ste-Geneviève, to deduct, however, subdivision No. 44 of the original lot 292 of the parish of Ste-Geneviève;

3. Original lot No. 293 of the parish of Ste-Geneviève, to deduct, however, subdivision No. 43, of the original lot No. 293 of the parish of Ste-Geneviève.

c) The territory to be detached from the school municipality of Ste-Geneviève No. 7 and described as follows, to wit:

1. Lot No. 62 of the original lot No. 36 (36/62) of the cadastre of the parish of Ste-Geneviève;

2. Subdivision No. 63 of original lot No. 36 of the cadastre of the parish of Ste-Geneviève, now known and designated according to the plans filed with the Department of Lands and Forests,

14 novembre 1945, comme étant les subdivisions N° 1 à 76 inclusivement du N° 63 du lot originaire N° 36 (36/63) — 1 à 36 — 63 — 76 inclusivement;

3° Partie non-subdivisée du lot originaire N° 36 de forme triangulaire ayant front sur le Boul. Lalande et borné au sud par le lot N° 42 du cadastre 292 de la Paroisse de Ste-Geneviève; à l'ouest par la subdivision N° 75 du lot N° 63 du cadastre originaire N° 36 de la Paroisse de Ste-Geneviève, ayant une superficie de 3,365 pieds carrés;

4° Le lot originaire N° 41 de la Paroisse de Ste-Geneviève;

5° Les lots originaux N° 38, 39 et 40 de la Paroisse de Ste-Geneviève maintenant connus et désignés suivant les plans déposés au Ministère des Terres et Forêts, le 5 avril 1945, comme étant les lots N° 1 à 183 inclusivement du cadastre 325 et les lots 354, 355, 356 du cadastre 325 et partie du lot N° 353 du cadastre 325.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34760-18-2-o

O. J. DESAULNIERS.

N° 164-47.

Québec, le 29 avril 1953.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 23 avril 1953, de détacher de la municipalité scolaire de St-Ephrem-de-Fitch-Bay, dans le comté de Stanstead, et de l'annexer à la municipalité scolaire catholique d'Ayer's Cliff, même comté, le territoire ci-dessous décrit, savoir les lots compris dans les limites suivantes:

Partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons de Hatley et de Stanstead; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes, en continuité les unes des autres, savoir:

Ladite ligne de division entre les cantons de Hatley et de Stanstead jusqu'au coin nord-est du lot N° 999; de là, dans une direction sud le long de la ligne est des lots 999, 998, 994, 993, 991, 990 et 989, jusqu'au coin sud-est dudit lot 989; de là, dans une direction ouest en suivant la ligne de division entre les lots 989 et 988 jusqu'au coin nord-est du lot 987; de là, vers le sud en suivant la ligne est dudit lot 987 jusqu'à son coin sud-est; de là, dans une direction ouest jusqu'au coin nord-est du lot 983; de là, dans une direction sud jusqu'au coin sud-est dudit lot 983; de là, dans une direction ouest en suivant la ligne séparative entre les lots 983 et 851 d'un côté et 981, 982, 852 et 852-A de l'autre côté, jusqu'à son intersection avec la rivière Tomifobia; de là, suivant la dite rivière Tomifobia dans une direction sud-ouest jusqu'à son intersection avec la ligne séparative des rangs X et XI (10 et 11) du canton de Stanstead; de là, en suivant cette ligne séparative dans une direction sud jusqu'au coin sud-est du lot N° 766; de là, vers l'ouest, en suivant la ligne sud dudit lot 766 jusqu'à sa rencontre avec la rivière Tomifobia; de là, en suivant ladite rivière dans une direction générale nord-est, jusqu'au coin sud-est du lot 796; de là, dans une direction ouest jusqu'au coin sud-ouest dudit lot 796; de là dans une direction nord le long de la ligne ouest des lots 796 et 799 jusqu'au coin nord-ouest dudit lot 799; de là, prenant une direction ouest jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparative des cantons de Magog et de Stanstead; de ce point vers le nord jusqu'au point de départ, soit le point d'intersection de la ligne séparative des cantons de Hatley et de Stanstead.

on November 14, 1945, as being subdivisions Nos. 1 to 76 inclusively, of No. 63, of original lot No. 36 (36/63) — 1 to 36 — 63 — 76 inclusively;

3. Non subdivided part of original lot No. 36 of triangular form with frontage on Lalande Boulevard and bounded on the south by lot No. 42 of cadastre 292 of the parish of Ste-Geneviève; on the west, by the subdivision No. 75 of lot No. 63 of the original cadastre No. 36 of the parish of Ste-Geneviève, having a superficial area of 3,365 square feet;

4. Original lot No. 41 of the parish of Ste-Geneviève.

5. Original lots Nos. 38, 39 and 40 of the parish of Ste-Geneviève, now known and designated according to the plans filed with the Department of Lands and Forests, on April 5, 1945, as being lots Nos. 1 to 183 inclusively of cadastre 325 and lots 354, 355, 356 of cadastre 325 and part of lot No. 353 of cadastre 325.

O. J. DESAULNIERS,
34760-18-2 Superintendent of Education.

No. 164-47.

Quebec April 29, 1953.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated April 23, 1953, to detach from the school municipality of St-Ephrem-de-Fitch-Bay, in the county of Stanstead, and to annex it to the catholic school municipality of Ayer's Cliff, same county, the hereinafter described territory, namely, the lots comprised within the following boundaries:

Starting from the point of intersection of the division line of the townships of Hatley and Stanstead; thence, passing by the following demarcation lines, successively, to wit:

The said division line between the townships of Hatley and Stanstead as far as the north-east corner of lot No. 999; thence, in a southerly direction along the eastern line of lots 999, 998, 994, 993, 991, 990 and 989, as far as the south-east corner of said lot 989; thence, in a westward direction following the division line between lots 989 and 988 as far as the north-east corner of lot 987; thence, southward, following the east line of the said lot 987 as far as the south-east corner; thence, in a westward direction as far as the north east corner of lot 983; thence, in a southerly direction as far as the south-east corner of said lot 983; thence, in a westward direction following the division line between lots 983 and 851 on one side, and 981, 982, 852 and 852-A on the other side, as far as its intersection with the Tomifobia River; thence, following the said Tomifobia River in a south-west direction as far as its point of intersection with the division line of Ranges X and XI (10 and 11) of the township of Stanstead; thence, following this division line in a southerly direction as far as the south-east corner of lot 766; thence, westward following the southern line of said lot 766 until it reaches the Tomifobia River; thence, following the said river in a general north-east direction, as far as the southeast corner of lot 796; thence, in a westward direction as far as the southwest corner of said lot 796; thence in a northern direction along the west line of lots 796 and 799 as far as the north-west corner of said lot 799; then taking a westward direction until it meets with the division line of the township of Magog and Stanstead; from this point towards the north as far as the starting point, that is, the point of intersection of the division line of the townships of Hatley and Stanstead.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34788-o O. J. DESAULNIERS.

N° 115-53.

Québec, le 29 avril 1953.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 23 avril 1953, de détacher de la municipalité scolaire d'Aubert-Gallion, dans le comté de Beauce, les parties restantes des lots 580 à 612 inclusivement et les lots 613 à 626, aussi inclusivement, et de les annexer à la municipalité scolaire de l'Assomption, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34788-o O. J. DESAULNIERS.

N° 974-52.

Québec, le 29 avril 1953.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 23 avril 1953, de détacher de la municipalité scolaire d'Aubert-Gallion, dans le comté de Beauce, les lots N° 556 à 579 inclusivement et les îles N° 889 et 890 et de les annexer à la municipalité scolaire de l'Assomption, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34788-o O. J. DESAULNIERS.

N° 553-52

Québec, le 5 mai 1953.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 30 avril 1953, de détacher de la municipalité scolaire de St-Barnabé, dans le comté de St-Maurice, les lots du cadastre officiel de St-Étienne-des-Grès, portant les numéros 576 et 577, et de les annexer à la municipalité scolaire de St-Étienne-des-Grès, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34788-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 257-53

Québec, le 5 mai 1953.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 30 avril 1953, de détacher de la municipalité scolaire du Canton de Windsor, dans le comté de Richmond, les lots du cadastre officiel du Canton de Windsor, portant les numéros 791, 797, 820, 889, 893 et 920, et de les annexer à la municipalité scolaire de la ville de Windsor, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34788-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 687-53

Québec, le 5 mai 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Casimir, paroisse, comté de Portneuf, les lots 307, 308, 311 et 312, du cadastre officiel de St-Casimir, et de les annexer à la municipalité scolaire de St-Thuribe, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34810-19-2-o O.-J. DESAULNIERS.

This Order in Council shall come into force on July 1st, 1953.

34788 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 115-53.

Quebec, April 29, 1953.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated April 23, 1953, to detach from the school municipality of Aubert-Gallion, in the county of Beauce, the remaining parts of lots 580 to 612 inclusive and lots 613 to 626, also inclusive, and to annex them to the school municipality of l'Assomption, same county.

This Order in Council shall come into force on July 1st, 1953.

34788 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 974-52.

Quebec, April 29, 1953.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated April 23, 1953, to detach from the school municipality of Aubert-Gallion, in the county of Beauce, lots Nos 556 to 579 inclusive and the islands Nos 889 and 890 and to annex them to the school municipality of l'Assomption, same county.

This Order in Council shall come into force on July 1st, 1953.

34788 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 553-52

Quebec, May 5, 1953.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated April 30, 1953, has been pleased to detach from the school municipality of St-Barnabé, in the county of St-Maurice, lots of the official cadastre of St-Étienne-des-Grès, bearing numbers 576 to 577, and to annex them to the school municipality of St-Étienne-des-Grès, same county.

This Order in Council will come into effect the first day of July 1953.

34788 O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 257-53

Quebec, May 5, 1953.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated April 30, 1953, has been pleased to detach from the school municipality of Windsor township, Richmond county, lots of the official cadastre of Windsor township, bearing numbers 791, 797, 820, 889, 893 and 920, and to annex them to the school municipality of the town of Windsor, same county.

This Order in Council will come into effect the first day of July 1953.

34788 O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 687-53

Quebec, May 5, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of St-Casimir, parish, county of Portneuf, lots 307, 308, 311 and 312 on the official cadastre of St. Casimir, and to annex them to the school municipality of St. Thuribe, same county.

34810-19-2 O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 513-52

Québec, le 5 mai 1953.

Demande est faite que le territoire ci-dessous décrit, soit détaché de la municipalité scolaire de Sainte-Dorothée No 1, dans le comté de Laval, pour être formé en une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Laval-sur-le-Lac" dans le comté de Laval.

Ce territoire est borné comme suit:

Trois faces par la rivière des Mille-Iles, le lac des Deux-Montagnes et la rivière des Prairies; du côté nord-est par la ligne sud-ouest du lot n° 84 de la paroisse de Ste-Dorothée et par le côté nord-est de la Montée Graveline jusqu'au chemin du roi de la paroisse de Ste-Rose, et de là, par le côté nord-ouest dudit chemin du roi, et par la limite sud du lot 190 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose et composé:

1° Des lots de terre connus et désigné sous les numéros originaux 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92 et 235 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Dorothée.

2° Des lots originaux numéros 191, 192, 193 et 194 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34811-19-2 O.-J. DESAULNIERS.

N° 758-48.

Québec, le 4 mai 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Dorothée, No. 1, dans le comté de Laval, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à celle du Village de Ste-Dorothée, dans le même comté.

Ce territoire comprend les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Dorothée: 50, 51; les subdivisions Nos 1 à 37 du lot No 52 et les lots 55 et 56.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34812-19-2 O. J. DESAULNIERS.

N° 277-53.

Quebec, le 2 mai 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Rosalie, dans le comté de Bagot, les lots suivants du cadastre officiel de Ste-Rosalie, savoir: 81 à 148 inclusivement, du rang II (2), et 149 à 193 inclusivement, du rang III (3), et de les ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de Village de Ste-Rosalie, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34813-19-2 O. J. DESAULNIERS.

N° 633-52.

Quebec, le 4 mai 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Vaudreuil, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Dorion, village, même comté.

Ce territoire est décrit comme suit, savoir:

Un lopin de terre, ayant la forme d'un trapèze, composé de parties du lot connu et indiqué par le numéro 459 aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la Paroisse de St-Michel de Vaudreuil, comté de Vaudreuil, et des lots de subdivision Nos 49 et 50 de la subdivision officielle dudit lot originaire (459-49, 459-50); borné à l'est par les lots 47 et 48 de la subdivision officielle du dit lot originaire (459-47, 459-48), au sud en partie par le lot 59 de ladite subdivision dudit lot originaire (459-59) et en partie par partie dudit lot originaire 459, à l'ouest et au nord par

No. 513-52

Quebec, May 5, 1953.

Application is made to detach the territory hereinunder described from the school municipality of Sainte-Dorothée No. 1, in the county of Laval, to be formed into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of Laval-sur-le-Lac" in the county of Laval.

This territory is bounded as follows:

On three sides by the Mille-Isle River, Two-Mountains Lake and the River "des Prairies"; on the northeast side by the southwest line of lot No. 84 of the parish of Ste-Dorothée and by the northeast side of the "Montée Graveline" as far as the King's Highway of the parish of Ste-Rose, and thence, by the northwest side of the said King's Highway, and by the southern limit of lot 190 of the official cadastre of the parish of Ste-Rose and composed of:

1. Lots of land known and designated under the original numbers 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92 and 235 on the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Dorothée.

2. Original lots numbers 191, 192, 193 and 194 on the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Rose.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 758-48

Quebec, May 4th, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Dorothée, No. 1, in the county of Laval, the territory described below, to annex it to that of the Village of Ste-Dorothée, in the same county.

This territory is comprised of the following lots on the official cadastre of the parish of Ste-Dorothée: 50, 51; subdivisions Nos. 1 to 37 of lot No. 52 and lots 55 and 56.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 277-53

Quebec, May 2, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Rosalie, in the county of Bagot, the following lots of the official cadastre of Ste-Rosalie, to wit: 81 to 148 inclusive, of Range II (2), and 149 to 193, inclusive, of Range III (3), for the purpose of erecting a separate school municipality under the name of "Village de Ste-Rosalie", in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 633-52.

Quebec, May 4, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Vaudreuil, in the county of Vaudreuil-Soulanges, the territory hereunder described, in order to annex it to the school municipality of Dorion, village, same county.

The said territory is described as follows: to wit:

A plot of land, having the form of a trapeze, comprising parts of lot known and indicated by number 459 of the plan and book of reference of the official cadastre of the Parish of St-Michel de Vaudreuil, county of Vaudreuil, and lots of subdivision Nos. 49 and 50 of the official subdivision of said original lot (459-49, 459-50); bounded to the east by lots 47 and 48 of the official subdivision of said original lot (459-47, 459-48), to the south partly by lot 59 of the said subdivision of said original lot 459, and

parties du susdit lot originaire 459; mesurant dans sa ligne sud 703 pieds, dans sa ligne nord 600 pieds sur 214 pieds de largeur, contenant en superficie 3.348 acres, soit 3.96 arpents.

Le tout mesure anglaise sauf les arpents qui sont en mesure française.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34814-19-2 O. J. DESAULNIERS.

partly by part of said original lot 459, to the west and north, by parts of above-mentioned original lot 459; its south line measuring 703 feet, les north line 600 feet by 214 feet in width, including a superficial arae of 3.348 acres, that is 3.96 arpents.

The whole English measure, except the arpents which are French measure.

O. J. DESAULNIERS,
34814-19-2 Superintendent of Education.

Mines

AVIS DE RÉVOCATION DE DROITS DE MINE

Conformément aux articles 50 et 51 de la Loi des Mines de Québec (chapitre 196 des Statuts refondus de Québec 1941), avis est donné qu'après un délai de soixante jours de la date des présentes, le ministre des Mines recommandera la révocation, par le Lieutenant-gouverneur en conseil, des droits de mines sur le lot 471 du canton de Brome, et désigné originairement comme formant partie du lot 2, rang IV, du canton de Brome, comté de Brome, dont l'exploitation est demeurée inactives depuis 1939.

Québec, le 4 mai 1953.

Le Sous-ministre des Mines,
34796-o A. O. DUFRESNE.

Mines

NOTICE OF CANCELLATION OF MINING RIGHTS

Pursuant to section 50 and 51 of the Quebec Mining Act (chapter 196 R.S.Q. 1941), notice is hereby given that after a delay of sixty days from the present notice, the Minister of Mines will recommend the revocation, by the Lieutenant-Governor in Council, of the mining rights on lot number 471, Brome township, originally designed to form a part of lot number 2, range IV, Brome township, Brome county, the workings of which have remained inactive since 1939.

Québec, May 4th 1953.

A. O. DUFRESNE,
34796-o Deputy Minister of Mines.

Département des Terres et Forêts

AVIS

CADASTRE OFFICIEL DE NOTRE-DAME-DES-ANGES (Cité de Québec) DIVISION D'ENREGISTREMENT DE QUÉBEC

Avis est par la présente donné que les lots 4-862 à 4-867 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 avril 1953.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
J.-E. GUAY,
34789-o Sous-Ministre-adjoint.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Constant division d'enregistrement de Laprairie.

Avis, est par la présente donné que les lots 152-47 à 152-68, 152-70 à 152-95 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 avril 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
J.-E. GUAY,
34789-o Le Sous-ministre adj.

Département du Travail

AVIS D'APPLICATION DE RÉGLEMENYS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et

Department of Lands and Forests

NOTICE

OFFICIAL CADASTRE OF THE PARISH OF NOTRE-DAME-DES-ANGES (City of Quebec) REGISTRATION DIVISION OF QUEBEC

Notice is hereby given that lots 4-862 to 4-867 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, April the 30th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-E. GUAY,
34789-o Asst.-Deputy Minister.

NOTICE

Official Cadastre of the parish of St-Constant registration division of Laprairie.

Notice hereby given that lots 152-47 to 152-68, 152-70 to 152-95 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, April the 30th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-E. GUAY,
34789-o Asst.-Deputy Minister.

Department of Labour

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments),

amendements) que la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire des ouvriers et coiffeurs du comté de Stanstead, formé pour la mise à exécution du décret numéro 254 du 5 mars 1953, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 512 du 30 avril 1953 (section "K")

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 mai 1953. 34803-o

that the constitution and general by-laws of the Barbers and Hairdressers Parity Committee for the county of Stanstead, formed to administer the decree No. 254 of March 5, 1953, have been approved by Order in Council No. 512 of April 30, 1953 (part "K").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 9, 1953. 34803-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire des métiers de la construction des Trois-Rivières, formé pour la mise à exécution du décret numéro 256 du 5 mars 1953, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 512 du 30 avril 1953 (section "J").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 mai, 1953. 34803-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and general by-laws of the Building Trades Joint Committee of Trois-Rivières, formed for the administration of decree No. 256 of March 5, 1953, have been approved by Order in Council No. 512 of April 30, 1953 (part "J").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 9, 1953. 34803-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de boulanger et distributeur de pain, gâteaux et pâtisserie dans la région de Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 305 du 23 février 1938, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivantes:

Le paragraphe "a" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"a) Boulangers, pâtissiers:	
<i>Compagnons:</i>	
1er boulanger.....	Par semaine \$48.00
1er pâtissier.....	48.00
2ème boulanger.....	44.00
2ème pâtissier.....	44.00
3ème boulanger et les compagnons suivants.....	41.00
3ème pâtissier et les compagnons suivants.....	41.00
<i>Apprentis:</i>	
1ère année.....	24.00
2ème année.....	28.00
3ème année.....	32.00"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 mai 1953. 34803-o

NOTICE OF AMENDMENT

The honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice pursuant, to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the baker and bread, cake and pastry distributor trades in the district of Three Rivers, rendered obligatory by the decree number 305 of February 23, 1938, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

Subsection "a" of section II will be replaced by the following:

"a) Bakers, pastry-cooks:	
<i>Journeymen:</i>	
1st baker.....	per week \$48.00
1st pastry-cook.....	48.00
2nd baker.....	44.00
2nd pastry-cook.....	44.00
3rd baker and the other journeyman.....	41.00
3rd pastry-cook and the other journeymen.....	41.00
<i>Apprentices:</i>	
1st year.....	24.00
2nd year.....	28.00
3rd year.....	32.00"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 9, 1953. 84303-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Employés de Commerce et de Bureau, région du Lac Saint-Jean, établi en exécution du décret numéro 810, du 10 mars

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Commerce and Office Employees, Lake St. John District, formed under decree No. 810, of March 10, 1945, has been authorized

1945, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 512, du 30 avril 1953, section "H", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

by a by-law approved by Order in Council No. 512 of April 30, 1953, part "H", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. *Cotisation*

1. *Assessments*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1953 au 31 décembre 1953; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from May 1, 1953 to December 31, 1953, and applies in the following manner.

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 810 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leurs listes de paye.

a) The professional employers governed by the decree No. 810 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of their payroll.

b) Les artisans régis par le décret numéro 810 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire établi dans ledit décret pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi.

b) The artisans governed by the decree No. 810 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the lowest wages established in the said decree for journeymen according to their occupation.

c) Les salariés régis par le décret numéro 810 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération.

c) The employees governed by the decree No. 810 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of their remuneration.

2. *Mode de perception*

2. *Mode of collection*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les noms et adresses de leurs salariés, leurs fonctions, leurs années de service, les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee provides the professional employers with report forms indicating the name and address of their employees, their functions, their years of service, the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see to it that the reports be completed and sent to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

3. *Rapport financier*

3. *Financial report*

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial activities and remit same to the Minister of Labour on the following dates. March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire des Employés de Commerce et de Bureau, région du Lac Saint-Jean, pour la période comprise entre le 1er mai 1953 et le 31 décembre 1953.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Commerce and Office Employees — Lake St. John District, for the period between May 1, 1953, and December 31, 1953.

COMITÉ PARITAIRE DES EMPLOYÉS DE COMMERCE ET DE BUREAU, RÉGION DU LAC SAINT-JEAN

PARITY COMMITTEE OF COMMERCE AND OFFICE EMPLOYEES, LAKE ST. JOHN DISTRICT

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1953 et le 31 décembre 1953.

Estimate of the receipts and expenses for the period between May 1, 1953, and December 31, 1953.

Recettes:
Cotisations (1/2 de 1%):
Employeurs professionnels..... \$4,300.00

Receipts:
Assessments (1/2 of 1%):
Professional employers..... \$4,300.00

Salariés	4,300.00	Employees	4,300.00
Artisans	500.00	Artisans	500.00
Recettes diverses	400.00	Various receipts	400.00
	<hr/>		<hr/>
	\$9,500.00		\$9,500.00
<i>Débourssés:</i>		<i>Expenses:</i>	
Salaires	\$3,600.00	Salaries	\$3,600.00
Frais de déplacement	1,200.00	Travelling expenses	1,200.00
Administration	1,000.00	Administration	1,000.00
Loyer et téléphone	800.00	Rent and telephone	800.00
Frais légaux	400.00	Legal fees	400.00
Vérification	100.00	Audition	100.00
Papeterie	250.00	Stationery	250.00
Taxes	25.00	Taxes	25.00
Assurance	25.00	Insurance	25.00
Frais de déplacement des délégués ..	600.00	Travelling expenses of delegates ..	600.00
Jetons de présence	1,000.00	Meeting expenses	1,000.00
Timbres, assurance-chômage et di-		Stamps, unemployment insurance,	
vers	500.00	and miscellaneous	500.00
	<hr/>		<hr/>
	\$9,500.00		\$9,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 mai 1953. 34803-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour

Department of Labour,
Quebec, May 9, 1953. 34803-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie des Arts Graphiques de Québec et du District, établi en exécution du décret numéro 141 du 8 février 1951, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil N° 512 du 30 avril 1953, section "I", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après désignés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de la publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 31 décembre 1953 inclusivement; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret, doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés des deux sexes assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire de la semaine normale de travail établi pour le compagnon le moins rémunéré selon le district judiciaire auquel il appartient.

c) Les salariés régis par le décret, doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception des cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des feuilles de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and district, formed under decree number 141 of February 8, 1951, has been authorized by a by-law approved by Order in Council N° 512 of April 30, 1953, part "I", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication in the *Quebec Official Gazette*, to December 31, 1953, inclusive; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and the percentages paid to their male and female employees subject to the said decree.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established for journeymen.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and their percentage.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that these

que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible. L'artisan est soumis aux mêmes obligations en ce qui concerne le paiement de sa propre cotisation.

reports be filled in and forwarded to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which the said report is requirable. Artisans are subject to the same obligations for the payment of their own assessments.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie des Arts Graphiques de Québec et du District, pour la période comprise entre le 1er mai 1953 et le 1er janvier 1954.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES ARTS GRAPHIQUES DE QUÉBEC ET DU DISTRICT

État des recettes et des déboursés probable, pour la période comprise entre le 1er mai 1953 et le 1er janvier 1954.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%)	
Employeurs professionnels	\$ 6,333.33
Salariés	6,333.33
Artisans	333.34
	<hr/>
	\$13,000.00

Déboursés:

Salaires	\$ 3,733.34
Frais de voyage	533.34
Loyer de bureau	266.67
Timbres	166.66
Commissions de banque	13.34
Frais légaux	320.00
Papetterie et fournitures	166.66
Vérification des livres	66.66
Rémunération des contrôleurs et des examinateurs	266.66
Jetons de présence aux membres du Comité	666.66
Frais généraux	200.00
Imprévus	133.34
	<hr/>
	\$ 6,533.33
Surplus	6,466.67
	<hr/>
	\$13,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 mai 1953. 34803-o

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the parity committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District, for the period between May 1st, 1953 and January 1st, 1954.

THE JOINT COMMITTEE OF THE GRAPHIC ARTS INDUSTRY OF QUEBEC AND DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1st, 1953 and January 1st, 1954.

Receipts:

Assessments (½ of 1%)	
Professional employers	\$ 6,333.33
Employees	6,333.33
Artisans	333.34
	<hr/>
	\$13,000.00

Expenses:

Salaries	\$ 3,733.34
Travelling expenses	533.34
Office rent	266.67
Postage	166.66
Bank commissions	13.34
Legal fees	320.00
Stationery and equipment	166.66
Audition	66.66
Checkers' and examiners' remuneration	266.66
Attendance fees to the members of the Committee	666.66
General expenses	200.00
Miscellaneous	133.34
	<hr/>
	\$ 6,533.33
Surplus	6,466.67
	<hr/>
	\$13,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 8, 1953. 34803-o

Liquidations, avis de:

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres de "La Société Coopérative de Consommation du Lac Masson", tenue à Ste-Marguerite du Lac Masson, dans le comté de Terrebonne, le 14 avril 1953, une résolution a été dument adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que, à ces fins, MM. Roland Baillargeon, Maurice DuHamel et Stanley Bélanger ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 28 avril 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
LUCIEN DARVEAU.
34785-o

AVIS

Avis est donné que nous, les soussignés, W. J. T. Adamson et Gérard Laroche, comptables agréés, avons été nommés liquidateurs conjoints de la société dissoute existant auparavant entre De. Laurette Dufort de la cité de Sherbrooke, district de St-François, et B. A. N. Kelly de la ville de Montréal-Ouest, district de Montréal, et exerçant le commerce sous les nom et raison sociale de "Kelly Construction Company", par jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal rendu le 21ème jour d'avril 1953.

Montréal, 28 avril 1953.
(Signé) W. J. T. ADAMSON,
(Signé) GÉRARD LAROCHELLE.
34790

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consenteent du Conseil Exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, le 19 mars 1953.
MM. Donald N. Byers et John J. Gotlieb, tous deux membres du Barreau de la province de Québec, avocats pratiquant comme tels dans la cité de Montréal: conseils en loi de la Reine.
34771-o

Dans la version française de l'avis concernant la nomination de M. Lamarre comme juge de district (voir *Gazette officielle de Québec*, tome 85, N° 18, du 2 mai 1953, à la page 1538), il faut lire: "M. Antoine Lamarre", au lieu de M. Antonin Lamarre.
34771-x-o

Sièges sociaux

Avis est donné que la compagnie "Bolger Agency Limited," constituée en corporation par lettres patentes en date du 30ième jour de mars 1953, et ayant son bureau principal dans la Cité

Winding up Notices:

Notice is hereby given that, at a general meeting of the members of "La Société Coopérative de Consommation du Lac Masson", held at Ste-Marguerite du Lac Masson, in the county of Terrebonne, on April 14, 1953, a resolution was duly adopted, to the effect that the affairs of the said Association be voluntarily wound up and that it be dissolved pursuant to the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates' Act and those of the Winding-up Act, and that for said purposes, Messrs Roland Baillargeon, Maurice DuHamel and Stanley Bélanger have been appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 28, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34785 Acting Under Secretary of the Province.

NOTICE

Notice is hereby given that we, the undersigned W. J. T. Adamson and Gérard Laroche, chartered accountants, have been appointed joint liquidators to the dissolved partnership previously existing between De. Laurette Dufort of the City of Sherbrooke, district of St. Francis, and B. A. N. Kelly of the town of Montreal west, district of Montreal, and carrying on business under the firm name and style of "Kelly Construction Company", by judgment of the Superior Court for the district of Montreal rendered on the 21st day of April, 1953.

Montreal, April 28th, 1953.
(sgd) W. J. T. ADAMSON,
(sgd) GÉRARD LAROCHELLE.
34790-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor, with the advice and consent of the Executive Council, has been pleased to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of Her Majesty, the persons whose names are as follows, to wit:

Québec, March 19, 1953.
Messrs. Donald H. Byers and John J. Gotlieb, both members of the Bar of the Province of Québec, advocates practicing as such in the city of Montreal: Queen's Counsel.
34771

In the French version of the notice concerning the appointment of M. Lamarre as district judge (see *Quebec Official Gazette*), Volume 85, No. 18, May 2, 1953, page 1538 one must read: "M. Antoine Lamarre", in lieu of Mr. Antonin Lamarre.

34771-x

Head Offices

Notice is hereby given that "Bolger Agency Limited", incorporated by letters patent on the 30th day of March 1953, and having its head office in the City of Montreal, has established

de Montréal, a établi son bureau au numéro 389 ouest rue St. Paul, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 10ième jour d'avril 1953.

34778-o Le Secrétaire-trésorier,
F. AYOUB,

CANAMER NICKEL LTD.
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie "Canamer Nickel Ltd." (No Personal Liability), constituée en corporation par Lettres Patentes en date du 7 avril 1953, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau à Suite 620, 159 rue Craig ouest, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 9 avril 1953.

34780-o Le Secrétaire-Trésorier,
RITA ANGERS.

CLAIRMONT TRADING INC.

Avis est donné que la compagnie "Clairmont Trading Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 mars 1953, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au 159 ouest, rue Craig, Chambre 620.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 9 avril 1953.

(Seeau) 34781-o Le Secrétaire-trésorier,
RITA ANGERS.

EASTERN NICKEL LTD.
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie "Eastern Nickel Ltd." (No Personal Liability), constituée en corporation par Lettres Patentes en date du 7 avril 1953, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau à Suite 620, 159 rue Craig Ouest, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 8 avril 1953.

34782-o Le Secrétaire-Trésorier,
RITA ANGERS.

AVIS DE SITUATION DU SIÈGE SOCIAL DE
"PIAZZA TOMASSO LTD."

Avis est, par les présentes, donné que la "Piazza Tomasso Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 mars 1953, enregistrée le 8 avril 1953 et ayant son siège social dans Montréal, à 8205 boulevard Décarie.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 15 avril 1953.

34783 Le Président et Gérant,
ERMINIO di TOMASSO.

its office at 389 St. Paul Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal this 10th day of April 1953.

34778-o F. AYOUB,
Secretary-Treasurer.

CANAMER NICKEL LTD.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Canamer Nickel Ltd." (No Personal Liability), company incorporated by Letters Patent on the 7th day of April 1953, and having its chief place of business, in Montreal, Province of Quebec, has established its office at Suite 620, 159 Craig Street West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Montreal, April 9th, 1953.

34780-o RITA ANGERS,
Secretary-Treasurer.

CLAIRMONT TRADING INC.

Notice is hereby given that "Clairmont Trading Inc.," Company incorporated by Letters Patent on the 28th of March, 1953, and having its chief place of business in the City of Montreal, District of Montreal, has established its office at 159 Craig St. W., Room 620.

From and after the day of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Montreal, April 9th, 1953.

(Seal) 34781-o RITA ANGERS,
Secretary-Treasurer.

EASTERN NICKEL LTD.

Notice is hereby given that "Eastern Nickel Ltd." (No Personal Liability), company incorporated by Letters Patent on the 7th day of April 1953, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at Suite 620, 159 Craig Street West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Montreal, April 8th, 1953.

34782-o RITA ANGERS,
Secretary-Treasurer.

NOTICE OF THE SITUATION OF THE HEAD OFFICE
OF "PIAZZA TOMASSO LTD."

Notice is hereby given that the Piazza Ltd, incorporated by letters patent on 28th of March 1953, recorded 8th of April 1953 and have its head office in Montreal at 8205 boulevard Décarie.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 15th april 1953.

34783-0 ERMINIO di TOMASSO,
President and manager.

RE: AD. PRÉVOST INC.

Avis est donné que la compagnie "Ad. Prévost Inc." constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec au moyen de lettres patentes en date du vingt-et-un février mil neuf cent cinquante-trois, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro cent soixante-cinq (165) de la huitième Avenue.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce vingt et unième jour du mois d'avril mil neuf cent cinquante-trois.

34791-o Le Président,
ADÉLARD PRÉVOST.

LACHANCE MINING INC.
(No Personal Liability)

Avis de changement d'adresse du bureau principal de la Compagnie

Avis est donné que la compagnie "Lachance Mining Inc.", (No personal liability) constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 octobre 1952, et ayant son bureau principal en les cité et district de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au N° 220 ouest rue St-Jacques, chambre 30, l'a transporté au N° 57 ouest rue St-Jacques, chambre 200.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 4 mai 1953.
(Seau) Le Secrétaire,
34792-o GERMAIN CHARLAND.

MIDDLE RIVER SALMON CLUB

Avis est donné que le club "Middle River Salmon Club", constitué en corporation par certificat d'incorporation accordé en vertu du chapitre 155, S.R.Q. 1941, Loi des clubs de pêche et de chasse, en date du 17ème jour de mars 1953, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, province de Québec, a établi son siège social au 19ème plancher, édifice Aldred, 507 Place d'Armes, Montréal, Québec.

Daté à New York, N. Y., ce 27ème jour d'avril 1953.

34793 MIDDLE RIVER SALMON CLUB,
Par le Président,
ALLAN P. KIRBY.

THE JULIUS RICHARDSON CONVALESCENT HOSPITAL, INC.

Règlement N° XIII

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "The Julius Richardson Convalescent Hospital, Inc." que la situation du siège social de l'hôpital soit et il est, par les présentes, transporté de Châteauguay Bassin, dans le district de Châteauguay, à 5425 avenue Bessborough, en la cité de Montréal, province de Québec.

Montréal, 18 avril 1953.
Certifié vraie copie.

34798 Le Président,
S. R. NOBLE.

RE: AD. PRÉVOST INC.

Notice is hereby given that "Ad. Prevost Inc.", a company, incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent, dated the twenty-first day of February, one thousand nine hundred and fifty-three, and having its head office in the City of Quebec, has established its office at number one hundred and sixty-five (165) Eighth Avenue.

As from the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this twenty-first day of the month of April, one thousand nine hundred and fifty-three.

34791 ADÉLARD PRÉVOST,
President.

LACHANCE MINING INC.
(No Personal Liability)

Notice of the change of address of the Head Office

Notice is hereby given that the "Lachance Mining Inc.", (No personal liability), company incorporated by letters patent, on the 17th day of October 1952, and having its head office in the city and district of Montreal, where its office was situated up to to-day, at No. 220 St-James St. West, room 30, has moved it to No. 57 St-James St. West, room 200.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 4th day of May 1953.
(Seal) JACQUES CHARLAND,
34792-o Secretary.

MIDDLE RIVER SALMON CLUB

Notice is hereby given that Middle River Salmon Club, incorporated by Certificate of Incorporation granted under Chapter 155, R.S. Q. 1941, Fish and Game Clubs Act, on the 17th day of March, 1953, and having its head office in the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, has established its head office at the 19th Floor, Aldred Building, 507 Place d'Armes, Montreal, Quebec.

Dated at New York, N.Y., this 27th day of April, 1953.

34793-o MIDDLE RIVER SALMON CLUB,
Per ALLAN P. KIRBY,
President.

THE JULIUS RICHARDSON CONVALESCENT HOSPITAL, INC.

By-law No. XIII

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of "The Julius Richardson Convalescent Hospital Inc." that the location of the head office of the hospital be and the same is hereby changed from Châteauguay Basin in the District of Châteauguay to 5425 Bessborough Avenue in the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Montreal, April 18th, 1953.
Certified true copy.

34798 S. R. NOBLE,
President.

P & D LIMITÉE

Siège Social

Avis est par la présente donné que le siège social de "P & D Limitée", qui était situé à 1434 rue Ste-Catherine ouest, Montréal, a été démenagé au numéro 1440 rue Ste-Catherine ouest, chambre 807, dans les cité et district de Montréal, province de Québec.

Signé à Montréal, ce 4 mai 1953.
Le Président,
34795-o MARCEL PICHÉ, C.R.,

P & D LIMITÉE

Head Office

Notice is hereby given that the head office of "P & D Limitée", which was formerly located at 1434 St. Catherine Street West, Montreal, has been transferred to 1440 St. Catherine Street West, Room 807, in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

Signed at Montreal, this 4th of May 1953.
MARCEL PICHÉ, Q.C.,
President.

Avis est donné que la compagnie "Eug. Chalifour, Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 mars 1953 et ayant son bureau principal à Sillery, à établi ce bureau à Parc Falaise, Sillery, au N° 1601, côte Gignac.

A compter du présent avis ce bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, le 4 mai 1953.
Le Procureur de la compagnie,
34808-o DONAT DEMERS, N.P.

Notice is hereby given that the Company "Eug Chalifour, Inc.", incorporated by Letters Patent dated March the 7th 1953 and having its Head-Office in the City of Sillery, as established the said Office at Falaise Park, at No. 1601, Gignac Hill, Sillery.

From and after the present notice the said office shall be considered by the Company as being its Head-Office.

Given at Quebec, this 4th May, 1953.
DONAT DEMERS, N.P.
Notary of the Company.

SUPERIOR PREMIUMS LIMITED

Extrait du procès-verbal d'une assemblée générale et spéciale des actionnaires de "Superior Premiums Limited," tenue au bureau chef de la compagnie, à Montréal, le 30 mars 1953.

Il est alors proposé, secondé et résolu à l'unanimité que le siège social de la compagnie sera transporté de la présente adresse 5118, rue Papineau, Montréal, à Terrebonne, Comté de Terrebonne; et que l'avis suivant soit envoyé au bureau du Procureur général pour publication dans la Gazette officielle de Québec:

"Avis est donné que par la compagnie "Superior Premiums Limited," constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 25 mai 1950 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au numéro 5118, rue Papineau, l'a transporté à Terrebonne, comté de Terrebonne.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant le bureau principal."

Daté à Montréal, ce trentième jour de mars 1953.

34809-o Le Secrétaire-trésorier,
CLAUDE-A. GIROUX.

SUPERIOR PREMIUMS LIMITED

Excerpt from the minutes of a general and special meeting of shareholders of "Superior Premiums Limited," held at the head office of the company, in Montreal, March 30, 1953.

It is moved, seconded and resolved unanimously that the head office of the company be moved from the present address, 5118 Papineau Street, Montreal, to Terrebonne, county of Terrebonne, and that the following notice be forwarded to the office of the Attorney general for publication in the Quebec Official Gazette.

"Notice is given by "Superior Premiums Limited", a company incorporated in the Province of Québec, by letters patent bearing date May 25, 1950, and having its head office in the city of Montreal, whereof its office was situated up to this day at number 5118 Papineau, has moved it to Terrebonne, county of Terrebonne.

From and after the date of the present notice, said office is considered by the company as being its Head Office."

Dated at Montreal, this thirtieth day of March, 1953.

34809 CLAUDE-A. GIROUX,
Secretary-Treasurer.

Re: ELECTRO-REAGENTS (QUEBEC) LIMITED

Dans la version anglaise de l'avis concernant la compagnie ci-haut mentionnée (voir Gazette officielle de Québec, tome 85, N° 18, du 2 mai 1953, à la page 1540), le nom du secrétaire doit se lire "H. B. Clearihue".
34771-x-o

Re: ELECTRO-REAGENTS (QUEBEC) LIMITED

In the English version of the notice concerning the abovementioned Company (see Quebec Official Gazette, Volume 85, No. 18, May 2, 1953, page 1540), the name of the secretary should read: "H. B. Clearihue".
34771-x

Soumissions

Province de Québec

CITÉ DU CAP-DE-LA-MADELEINE
(Comté de Champlain)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumis-

Tenders

Province of Quebec

CITY OF CAP-DE-LA-MADELEINE
(County of Champlain)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be

sions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Arthur Beaudin, greffier, Hôtel de Ville, B.P. 217, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, jusqu'à 7 heures p.m., lundi, le 25 mai 1953, pour l'achat de \$500,000 d'obligations de la cité du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, datées du 1er avril 1953 et remboursables par séries du 1er avril 1954 au 1er avril 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$500,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1954	\$16,000.00
1er avril 1955	16,500.00
1er avril 1956	17,000.00
1er avril 1957	18,500.00
1er avril 1958	19,000.00
1er avril 1959	20,000.00
1er avril 1960	21,000.00
1er avril 1961	22,500.00
1er avril 1962	23,500.00
1er avril 1963	25,000.00
1er avril 1964	26,000.00
1er avril 1965	27,000.00
1er avril 1966	28,500.00
1er avril 1967	30,000.00
1er avril 1968	31,500.00
1er avril 1969	29,000.00
1er avril 1970	30,000.00
1er avril 1971	31,500.00
1er avril 1972	33,000.00
1er avril 1973	34,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec, à Trois-Rivières ou au Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 25 mai 1953, à 7 heures p.m., à l'Hôtel de Ville du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, ce 5 mai 1953.

Le Greffier,
ARTHUR BEAUDIN.

Hôtel de Ville, B.P. 217,
Cap-de-la-Madeleine,
comté de Champlain, P.Q.

34818-0

received by the undersigned Arthur Beaudin, clerk, City Hall, P.O.B. 217, Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, until 7 o'clock, p.m., Monday, May 25, 1953, for the purchase of an issue of \$500,000 of bonds of the city of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, dated April 1st, 1953 and redeemable serially from April 1st, 1954 to April 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$500,000 — 20 years

Year	Capital
April 1st, 1954	\$16,000.00
April 1st, 1955	16,500.00
April 1st, 1956	17,000.00
April 1st, 1957	18,500.00
April 1st, 1958	19,000.00
April 1st, 1959	20,000.00
April 1st, 1960	21,000.00
April 1st, 1961	22,500.00
April 1st, 1962	23,500.00
April 1st, 1963	25,000.00
April 1st, 1964	26,000.00
April 1st, 1965	27,000.00
April 1st, 1966	28,500.00
April 1st, 1967	30,000.00
April 1st, 1968	31,500.00
April 1st, 1969	29,000.00
April 1st, 1970	30,000.00
April 1st, 1971	31,500.00
April 1st, 1972	33,000.00
April 1st, 1973	34,500.00

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, at par, at Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, Trois-Rivières or at Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, May 25, 1953, at 7 o'clock, p.m., at the City Hall of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, May 5, 1953.

ARTHUR BEAUDIN,
Clerk.

City Hall, B.O.P. 217,
Cap-de-la-Madeleine,
County of Champlain, P.Q.

34818

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES
POUR LA MUNICIPALITÉ DE SHIGAWAKE
PORT-DANIEL
(Comté de Bonaventure)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J. A. McPherson, Secrétaire-trésorier, Port-Daniel-Station, comté de Bonaventure, jusqu'à 7 heures p.m., lundi, le 25 mai 1953 pour l'achat de \$71,500 d'obligations des commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité de Shigawake Port-Daniel (Bonaventure) datées du 2 mai 1953 et remboursables par séries du 2 mai 1954 au 2 mai 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 2 mai et 2 novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$71,500 — 20 ans.

Année	Capital
2 mai 1954. x	\$ 8,000.00
2 mai 1955. x	8,500.00
2 mai 1956. x	9,000.00
2 mai 1957. x	9,000.00
2 mai 1958.	1,500.00
2 mai 1959.	1,500.00
2 mai 1960.	1,500.00
2 mai 1961.	2,000.00
2 mai 1962.	2,000.00
2 mai 1963.	2,000.00
2 mai 1964.	2,000.00
2 mai 1965.	2,000.00
2 mai 1966.	2,500.00
2 mai 1967.	2,500.00
2 mai 1968.	2,500.00
2 mai 1969.	2,500.00
2 mai 1970.	3,000.00
2 mai 1971.	3,000.00
2 mai 1972.	3,000.00
2 mai 1973.	3,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$32,640, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$8,160 chacun, de 1954 à 1957 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Port-Daniel, Cte Bonaventure.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Port-Daniel, comté de Bonaventure.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 25 mai 1953, à 7 heures p.m., à

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS FOR
THE MUNICIPALITY OF SHIGAWAKE PORT DANIEL
(County of Bonaventure)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. A. McPherson, Secretary-Treasurer, Port Daniel Station, County of Bonaventure, until 7 o'clock p.m., Monday, May 25th, 1953, for the purchase of an issue of \$71,500 of bonds of the Protestant School Commissioners for the Municipality of Shigawake Port-Daniel (Bonaventure), dated May 2nd, 1953 and redeemable serially from May 2nd, 1954 to May 2nd, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on May 2nd and November 2nd of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$71,500.00 — 20 years.

Year	Capital
May 2nd, 1954. x	\$ 8,000.00
May 2nd, 1955. x	8,500.00
May 2nd, 1956. x	9,000.00
May 2nd, 1957. x	9,000.00
May 2nd, 1958.	1,500.00
May 2nd, 1959.	1,500.00
May 2nd, 1960.	1,500.00
May 2nd, 1961.	2,000.00
May 2nd, 1962.	2,000.00
May 2nd, 1963.	2,000.00
May 2nd, 1964.	2,000.00
May 2nd, 1965.	2,000.00
May 2nd, 1966.	2,500.00
May 2nd, 1967.	2,500.00
May 2nd, 1968.	2,500.00
May 2nd, 1969.	2,500.00
May 2nd, 1970.	3,000.00
May 2nd, 1971.	3,000.00
May 2nd, 1972.	3,000.00
May 2nd, 1973.	3,500.00

The x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$32,640 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$8,160 each, from 1954 to 1957 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Port Daniel, Co. Bonaventure.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Port-Daniel, County of Bonaventure.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, May 25th, 1953 at 7 o'clock p.m.,

l'endroit habituel des réunions, à Port-Daniel-Ouest, comté de Bonaventure.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Port-Daniel, (Comté de Bonaventure), ce 27 avril 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
J. A. McPHERSON,

Port-Daniel-Station,
(Co. Bonaventure), P. Q. 34784-0

at the usual meeting place, in Port-Daniel-West, County of Bonaventure.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Port Daniel, (County of Bonaventure), this 27th of April, 1953.

J. A. McPHERSON,
Secretary-Treasurer,

Port Daniel Station,
(Co. Bonaventure), P. Q. 34784-0

Ventes — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure, N° 403-B. Dans l'affaire de la faillite de Louis-Georges Desmeules, ouvrier, St-Nazaire, Comté de Chicoutimi, débiteur, et Charles P. Dumas, Syndic de la cité et du district de Montréal, Syndic-Requérant.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de Gagné & Martin, Régistrare, rendu en date du 25 avril 1953, sera vendu par encan public à la porte de l'Eglise paroissiale de St-Nazaire, Comté de Chicoutimi, le MERCREDI, TROISIÈME jour de JUIN 1953, à TROIS heures de l'après-midi, l'immeuble, suivant, savoir:

"Un terrain faisant partie du lot numéro vingt-six (26) du rang cinq (5) du cadastre officiel du canton Taché, comté de Chicoutimi, mesurant soixante (60) pieds de largeur le long de la route sur quatre-vingt-huit (88) pieds de profondeur, borné vers le nord et l'est au reste du terrain de Almas Bouchard et au sud à Elzéar Tremblay et à l'ouest à la route telle qu'élargie actuellement allant du rang cinq au rang six, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances."

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Cette vente sera fait en vertu de l'article 55 de la Loi de Faillite et conformément aux articles 716-719 du C.P.C. et équivaldra à une vente au shérif.

Montréal, Québec, le 28 avril 1953.

CHARLES P. DUMAS,
Syndic,

Bureau de:
The Canadian Credit Men's Trust Association
Limited.,
760 Carré Victoria,
Montréal, Qué. 34752-18-2-0

Canada, Province de Québec, District de Chicoutimi, dans la Cour Supérieure, (En faillite), No. 404-B. Dans l'affaire de: Elzéar Tremblay, ouvrier, St-Nazaire, Comté de Chicoutimi, Débiteur, et Charles P. Dumas, Syndic de la cité et du district de Montréal, Syndic-Requérant.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de Gagné & Martin, Régistrare, rendu en date du 25 avril 1953, sera vendu par encan public à la porte de l'Eglise paroissiale de St-Nazaire, Comté de Chicoutimi, MERCREDI

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi, Superior Court, (In bankruptcy) No. 403-B. In the matter of: Louis-Georges Desmeules, labourer, St. Nazaire, County of Chicoutimi, Debtor, and Charles P. Dumas, Trustee of the city and district of Montreal, Trustee-petitioner.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of Gagné & Martin, Registrar, rendered under date of April 25th 1953, will be sold by public auction, at the parochial church door of St. Nazaire, County of Chicoutimi, on WEDNESDAY, the THIRD of JUNE 1953, at THREE o'clock in the afternoon, the immovable hereinafter designated:

An emplacement forming part of lot number twenty-six (26) of range five (5) of the official cadastre of canton Taché, County of Chicoutimi, measuring sixty (60) feet wide along the road by eighty-eight (88) feet depth bounded to the north and east to the balance of the lot of Almas Bouchard and to the south to Elzéar Tremblay and to the west to the road actually widened running from range 5 to range 6 with building thereon erected, circumstances and appurtenances."

As the whole actually subsists, with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the aforesaid immovable.

This sale will be made in virtue of article 55 of the Bankruptcy Act and pursuant to articles 716-719 of the C.P.C. and this sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

Montreal, Quebec, April 28th, 1953.

CHARLES P. DUMAS,
Trustee.

Office of:
The Canadian Credit Men's Trust Association
Limited.,
760 Victoria Square,
Montreal, Que. 34752-18-2-0

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi, Superior Court, (In bankruptcy), No. 404-B. In the matter of: Elzéar Tremblay, labourer, St. Nazaire, County of Chicoutimi, Debtor, and Charles P. Dumas, Trustee of the city and district of Montreal, Trustee-petitioner.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of Gagné & Martin, Registrar, rendered under date of April 25th 1953, will be sold by public auction, at the parochial church door of St. Nazaire, County of Chicoutimi, on WED-

DI, TROISIÈME jour de JUN 1953, à TROIS heures de l'après-midi, l'immeuble suivant, savoir:

Un lopin de terre ou emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Taché, comme formant partie du lot numéro vingt-six (ptie No. 26) dans le rang cinq (Rg. V) du dit canton, lequel terrain mesure soixante-et-dix pieds (70) de largeur en front avec le chemin public, du Nord au Sud, sur quatre-vingt-dix pieds (90) de profondeur de l'Est à l'Ouest, et est borné vers l'Ouest par la route régionale, vers le Nord par le terrain de Louis-Georges Desmeules, étant une partie résiduelle du dit lot numéro vingt-six, vers l'Est par une autre partie résiduelle du dit lot numéro vingt-six, propriété de M. Almas Bouchard et vers le Sud par le terrain de Dame Veuve Marcel Fisette, étant également une autre partie résiduelle du dit lot numéro vingt-six; avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Cette vente sera faite en vertu de l'article 55 de la Loi de Faillite et conformément aux articles 716-719 du C.P.C. et équivaudra à une vente au shérif.

Montréal, Québec, le 28 avril 1953.

CHARLES P. DUMAS,
Syndic.

Bureau de:

The Canadian Credit Men's Trust Association
Limited,
760 Carré Victoria,
Montréal, Qué. 34753-18-20

NESDAY, the THIRD of JUNE 1953, at THREE o'clock in the afternoon, the immovable hereinafter designated:

A piece of land or emplacement known and designated on the official plan and book of reference, of the cadastre of canton Taché, County of Chicoutimi, as forming part of lot twenty-six (26) of range five (5) of the said canton which lot measures seventy feet (70) wide fronting with the public road from North to South by ninety feet (90) in depth from East to West and is bounded to the West by the country road, to the North by the land of Louis-Georges DesMeules being a residual part of the said lot number twenty-six, to the East by another residual part of the said lot twenty-six, property of Mr. Almas Bouchard and to the South by the land of Dame Veuve Marcel Fisette, being also another residual part of the said lot twenty-six with building thereon erected, circumstances and appurtenances.

As the whole actually subsists, with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the aforesaid immovable.

This sale will be made in virtue of article 55 of the Bankruptcy Act and pursuant to articles 716-719 of the C.P.C. and this sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

Montreal, Quebec, April 28th 1953.

CHARLES P. DUMAS,
Trustee.

Office of:

The Canadian Credit Men's Trust Association
Limited,
760 Victoria Square,
Montreal, Que. 34753-18-20

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, district de St-Hyacinthe, Cour Supérieure, N° 7494. Elphège Ducharme, fils, demandeur vs Claude Perras et al, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à St-Hyacinthe, dans le district de St-Hyacinthe, le vingt-unième jour d'Octobre 1952, dans une cause dans laquelle Elphège Ducharme, fils, domicilié à 2158 rue Nicolet, en la cité de Montréal, district de Montréal, co-héritier de feu Elphège Ducharme, père, est demandeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Un immeuble étant les lots numéros cent cinquante-neuf et cent soixante (159 & 160) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Paul d'Abbotsford, avec bâtisses; à distraire cependant cette partie vendue à The Montreal and Southern Railway Company pour le passage d'un chemin de fer;

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le TRENTIÈME jour de MAI 1953, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice de St-Hyacinthe, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du pronotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du pronotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conser-

Sale by Licitaton

Canada, Province of Quebec, district of St Hyacinthe, Superior Court, No. 7494. Elphège Ducharme, Son, plaintiff, vs Claude Perras et al, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at St. Hyacinthe, in the district of St. Hyacinthe, the twenty-first day of October, 1952, in a case in which Elphège Ducharme, Son, domiciled at 2158 Nicolet Street, in the city of Montreal, district of Montreal, co-heir of the late Elphège Ducharme, father, is plaintiff, ordering the licitation or certain immovables described as follows to wit:

"An immovable being lots numbered one hundred and fifty-nine and one hundred and sixty (159 & 160) on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Paul d'Abbotsford, with buildings; to subtract, however, that part sold to The Montreal and Southern Railway Company for the passage of a railway";

The immovable designated above shall be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the THIRTIETH day of MAY, 1953, sitting the Court, in the Court Room of the Court House of St. Hyacinthe, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the prothonotary of the said Court: and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed at the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any oppo-

ver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Le 22 avril 1953.

Le Procureur du demandeur,
34743-18-2-0 PAUL EMILE BRAZEAU,

sition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the parties to file their oppositions within the delays hereby prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

April 22, 1953.

PAUL EMILE BRAZEAU,
34743-18-2 Attorney for the plaintiff.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEDFORD

Canada, Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { EMILE LASNIER, boulan-
N° 2862 { ger, de Dunham, district
de Bedford, demandeur, vs
L. G. RUDD, du canton de Dunham, district de
Bedford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
"Les lots 749, 706, 755 et 756 du cadastre officiel
du Canton de Dunham, avec bâtisses y érigées."

Pour être vendus à la porte de l'église Catho-
lique Ste-Croix de Dunham, comté de Missisquoi,
MERCREDI, le VINGTIÈME jour de MAI,
1953, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, A. ST-MARTIN.
Palais de Justice, Sweetburg, Québec,
le 13 avril 1953. 34623-16-2-0

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat, — District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: { JOSEPH CYR, rentier,
N° 7731. { de Napierville, dans le
district d'Iberville, de-
mandeur; vs OMER DUBOIS *et al*, d'Henrysburg,
défendeurs.

Saisi comme appartenant au défendeur Omer
Dubois qui est propriétaire et possesseur, Saisi
l'immeuble et les constructions sus-érigées, por-
tant le numéro quatre cent soixante-quinze (475)
du cadastre officiel de la paroisse de Lacolle,
dans le comté de Saint-Jean.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint-Bernard de Lacolle le VINGT-
IÈME jour du mois de MAI, mil neuf cent cin-
quante-trois, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ADELARD FORGET.
Saint-Jean, 14 avril 1953. 34624-16-2-0
[Première insertion, 18 avril 1953]

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province de Québec — District de Terrebonne
Cour Supérieure, { MAURICE JETTÉ, mar-
N° 22111. { chand de bois, de la
cité de St-Jérôme, district de
Terrebonne, et FERNAND JETTÉ, marchand
de bois, demeurant actuellement à 14 rue du
Collège, en la ville de St-Laurent, district de

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
undermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respect-
ive times and places mentioned below.

BEDFORD

Canada, Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, { EMILE LASNIER, baker of
No. 2862. { Dunham, district of Bed-
ford, plaintiff, vs L. G. RUDD,
of the township of Dunham, district of Bedford,
defendant.

As belonging to the defendant:
"Lots 749, 706, 755 and 756 of the official ca-
dastre of the Township of Dunham, with buildings
thereon erected."

To be sold at the door of the Catholic Church
of Ste-Croix de Dunham, county of Missisquoi,
WEDNESDAY, the TWENTIETH day of
MAY, 1953, at TEN o'clock in the forenoon.

A. ST. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Court House, Sweetburg, Quec.,
April 13, 1953. 34623-16-2

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court — District of Iberville

Saint-John, to wit: { JOSEPH CYR, annuitant,
No. 7731. { of Napierville, in the dis-
trict of Iberville, plaintiff;
vs OMER DUBOIS *et al*, d'Henrysburg, defen-
dants.

Seized as belonging to defendant Omer Dubois,
proprietor and owner, to wit: a property with
buildings erected thereon, bearing number four
hundred and seventy-five (475) of the official
cadastre of the parish of Lacolle, in the county
of Saint-John.

To be sold at the parochial church door of
Saint-Bernard de Lacolle, the TWENTIETH
day of the month of MAY, one thousand nine
hundred and fifty-three, at ELEVEN o'clock
in the forenoon.

ADELARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-John, April 14, 1953. 34624-16-2
[First insertion, April 18, 1953.]

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province of Quebec — District of Terrebonne
Superior Court, { MAURICE JETTÉ, wood
No. 22111. { merchant, of the city
of St. Jérôme, district of Ter-
rebonne, and FERNAND JETTÉ, wood mer-
chant, presently residing at 14 College Street,
in the town of St. Laurent, district of Montreal,

Montréal, demandeurs vs EDMOND CAMPEAU, demeurant à St-Liguori, district de Joliette, défendeur.

Comme appartenant et étant en la possession du défendeur, les biens immobiliers ci-après mentionnés et décrits savoir:

L'immeuble suivant comme faisant partie du lot numéro quarante-sept (47) au plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Liguori, contenant deux arpents de largeur sur vingt-cinq arpents de profondeur, plus ou moins et tel qu'actuellement clôturé et borné comme suit: en front, le chemin public; du côté sud et en arrière Henri Gagnon; du côté nord par Claude Vincent et partie par Oscar Jetté, avec bâtisse y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Liguori, district de Joliette, le VINGTIÈME jour du mois de MAI 1953, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, le 1er avril 1953. 34651-16-2-o

Fieri Facias de Terris

Province de Québec — District de Joliette
Cour Supérieure, { ZÉNON HÉNAULT, gen-
N° 10743 { tilhomme, de St-Michel
des Saints, district de Jo-
liette, demandeur, vs ARISTIDE CHARLAND,
du même lieu, défendeur.

Comme appartenant et étant en la possession du défendeur, l'immeuble ci-après mentionne et décrit, savoir:

Un emplacement connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre du canton Brassard, comté de Berthier, sous le numéro deux - cinquante-trois du rang "A" dudit canton Brassard (N° 2-53 rang "A"), avec bâtisse.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Michel-des-Saints, district de Joliette, le VINGT-ET-UNIÈME jour du mois de MAI 1953, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec,
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, { STANISLAS ROY, com-
N° 15698 { merçant de St-Michel
du Squatteck, demandeur
vs JEAN LAVOIE, du même lieu, défendeur.

Les lots onze et douze du rang trois (3), Canton Robitaille, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, comme appartenant à Jean Lavoie.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Michel du Squatteck, Cté de Témiscouata, MARDI, le DIX-NEUVIÈME jour de MAI 1953 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 14 avril 1953. 34659-16-2-o
[Première insertion, samedi le 18 avril 1953.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada Province de Québec

Cour Supérieure, { ALBERT BÉRUBÉ, gara-
N° 18485 { giste de St-Philippe de
Néri, demandeur vs ISIDORE
LEVESQUE, cultivateur, Chemin de Fraser-
ville, Rivière-du-Loup, défendeur.

plaintiffs, vs EDMOND CAMPEAU, residing at St. Liguori, district of Joliette, defendant.

As belonging and being in possession of the defendant, the immoveable property hereinafter mentioned and described, to wit:

The following immoveable as forming part of lot number forty-seven (47) on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the parish of S. Liguori, containing two arpents in width by twenty-five arpents in depth, more or less, fenced and bounded as follows: in front, by the public road; on the south side and in rear, by Henri Gagnon; on the north side by Claude Vincent and partly by Oscar Jetté, with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St. Liguori, district of Joliette, the TWENTIETH day of the month of MAY, 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, April 1st, 1953. 34651-16-2

Fieri Facias de Terris

Province of Quebec — District of Joliette
Superior Court { ZÉNON HÉNAULT, gentle-
No. 10743 { man, of St-Michel
Saints, District of Joliette, plain-
tiff, vs ARISTIDE CHARLAND, of the same
place, defendant.

As belonging and being in the possession of the defendant, the immoveable hereinafter mentioned and described, to wit:

An emplacement known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the township of Brassard, county of Berthier, under the number two - fifty-three of range "A" of the said township Brassard (No. 2-53 range "A"), with buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Michel-des-Saints, district of Joliette, the TWENTY-FIRST day of the month of MAY, 1953, et ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, April 8, 1953.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, { STANISLAS ROY, mer-
No. 15698 { chant of St-Michel du
Squattek, Plaintiff, vs
JEAN LAVOIE, of the same place, Defendant.

Lots eleven and twelve of Range three (3), of Robitaille Township, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies, as belonging to Jean Lavoie.

To be sold at the parochial church door of St-Michel du Squatteck, county of Temiscouata, TUESDAY, the NINETEENTH day of MAY 1953, at TWO o'clock of the afternoon.

P. E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, April 14, 1953. 34659-16-2
[First insertion, Saturday, April 18, 1953.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada Province of Quebec

Superior Court, { ALBERT BÉRUBÉ, gara-
No. 18485 { ge-keeper of St. Philippe
de Néri, palintiff, vs ISIDORE
LEVESQUE, farmer, Fraserville Road, Rivière-
du-Loup, defendant.

Une terre située en la municipalité de Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup, connue et désignée sous les numéros cent huit (108), onze cent treize (1113), et onze cent quatorze (1114) au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup, comté de Témiscouata, avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et les autres bâtisses qui y seraient érigées à l'avenir, mais sous réserve de la Servitude de passage affectant le lot cent huit (108) ci-dessus en faveur de la Cité de Rivière-du-Loup, suivant acte enregistré dans Témiscouata sous le N° 104, 181.

2° La moitié sud-ouest d'un circuit de terre situé en la dite municipalité de Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup, le dit circuit en entier contenant trois arpents et trois quarts de front sur le troisième rang de la même paroisse, par environ vingt-cinq arpents de profondeur, plus ou moins, lequel circuit est une partie du lot de terre numéro mille soixante dix-huit (1078) du même cadastre officiel de Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup; laquelle moitié est bornée au nord-ouest à la rivière dite Rivière-du-Loup; au sud-ouest au terrain des représentants de Magloire Deschênes; au nord-est, à l'autre moitié du même circuit de terre, avec bâtisses dessus construites, mais sous réserve des droits que peut avoir sieur Louis Lévesque sur la moitié d'une grange construite sur le dit circuit de terre aux conditions exprimées et convenues aux titres antérieurement enregistrés.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-François Xavier de Rivière-du-Loup, LUNDI, le HUITIÈME (8) jour du mois de JUIN 1953 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, le 6 mai, 1953. 34820-19-2-0
[Première insertion, samedi le 9 mai 1953.]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { J. A. ST-AMOUR, demandeur,
N° 327106 { J. deur, vs NORMAND
{ YVON TRUDEAU, défendeur.

a) Un lot de terre sis et situé à St. Elzéar de Laval, connu et désigné sous le numéro quatre-cent quatre-vingt-dix (490) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent de Paul, comté de Laval, borné en front vers le nord-ouest par le chemin public, en arrière vers le sud-est par le lot officiel quatre-cent-quatre-vingt-sept, d'un côté au nord-est par le lot N° 488a ci-après mentionné, et de l'autre côté au sud-ouest par le lot officiel numéro quatre-cent quatre-vingt-onze, contenant environ un arpent, soixante-deux perches et cent soixante-deux pieds en superficie, plus ou moins;

b) Un lot de terre sis et situé à St. Elzéar de Laval, connu et désigné sous le numéro quatre-cent quatre-vingt-huit A, aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de St-Vincent de Paul, borné en front par le chemin public, en profondeur par le lot numéro quatre cent quatre-vingt-sept, d'un côté par le lot numéro quatre cent quatre-vingt-sept A et le lot numéro quatre cent quatre-vingt-neuf, et de l'autre côté par les lots numéros quatre cent quatre-vingt-sept et quatre cent quatre-vingt-dix, contenant en superficie un arpent et quatre-vingt-six perches, plus ou moins.

A farm situate in the municipality of Saint-Patrice of Rivière-du-Loup, known and designated under numbers one hundred and eight (108), eleven hundred and thirteen (1113), and eleven hundred and fourteen (1114) on the official cadastre for the parish of Saint-Patrice of Rivière-du-Loup, county of Témiscouata, together with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and other buildings which, in future, may be built thereon, but under reserve of the right-of-way affecting lot one hundred and eight (108) hereinabove in favor of the City of Rivière-du-Loup, according to registered deed in Témiscouata under No. 104, 181.

2. "The south-west half of a circuit of land situate in the said municipality of Saint-Patrice of Rivière-du-Loup, the entire said circuit, containing three arpents and three-quarters in front on the third range of the same parish, by about twenty-five arpents in depth, more or less, which circuit is a PART of the lot of land number one thousand seventy-eight (1078) of the same official cadastre of Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup; which half is bounded on the northwest to the river called Rivière-du-Loup; on the southwest, to the land of the representatives of Magloire Deschênes; on the northeast, to the other half of the same circuit of land, with buildings thereon erected, but under reserve of the rights which Mr. Louis Lévesque may have on half of a barn built on the said circuit of land on the conditions expressed and agreed upon in the titles previously registered."

To be sold at the door of the parish church of St. François Xavier de Rivière-du-Loup, MONDAY, the EIGHTH (8) day of the month of JUNE, 1953, at TWO o'clock in the afternoon.

P.-E. MARTIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, May 6, 1953. 34820-19-2
[First insertion, Saturday, May 9, 1953,

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montréal, to wit: { J. A. ST-AMOUR, plaintiff,
No. 327106 { J. vs NORMAND YVON
{ TRUDEAU, Defendant.

a) A lot of land situated at St. Elzéar de Laval, known and designated under number four hundred and ninety (490) of the official plan and book of reference of the parish of St-Vincent de Paul, county of Laval, bounded in frontage, north-westerly by the public highway, in the rear, south-easterly, by official lot four hundred and eighty-seven, on one side, north-easterly, by lot No. 488a mentioned hereinafter, and on the other side, south-westerly, by official lot number four hundred and ninety-one, including about one arpent, sixty-two rods and one hundred and sixty-two feet in superficial area, more or less;

b) A lot of land situated at St. Elzéar de Laval, known and designated under number four hundred and eighty-eight A, of the official plan and book of reference of the said parish of St. Vincent de Paul, bounded in frontage by the public highway, in depth by lot number four hundred and eighty-seven, on one side by lot number four hundred and eighty-seven A, and lot number four hundred and eighty-nine, and on the other side by lots number four hundred and eighty-seven and four hundred and ninety, including an area of one arpent and eighty-six rods, more or less.

Ainsi que le tout se trouve actuellement avec les bâtisses dessus érigées et les servitudes actives et passives s'y rattachant.

Pour être vendus, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Saint-Elzéar de Laval, le VINGT ET UN MAI prochain, à ONZE heures du matin.

All of which in its present status, with buildings erected thereon and active and passive servitudes belonging thereto. To be sold at the parochial church door of St. Elzéar de Laval, the TWENTY-FIRST day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 15 avril 1953.

Le Shérif,
34660-16-2-o

Sheriff's Office,
Montreal, April 15, 1953.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff.
34660-16-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 137180 { O. CHALIFOUR, I N C., corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec, contre MARCEL DUBÉ, de la cité de Québec, à savoir:

Avis est par le présent donné que l'immeuble qui devait être vendu en la présente cause à mon bureau, en la Cité de Québec, le VINGT-HUITIÈME jour de MARS 1952, à DIX heures du matin, et qui ne l'a pas été, sera vendu au même endroit le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin, (heure avancée).

Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 6 mai 1953. 34817-o
[Première insertion: 9 mai 1953]

Le Shérif,
34817-o

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 137180. { O. CHALIFOUR INC., body politic and corporate, having its head office and place of business in the city of Quebec, against MARCEL DUBÉ, of the City of Quebec, to wit:

Notice is hereby given that the immoveable which was to be sold in the present case at my office, in the City of Quebec, on the twenty-eighth day of March, 1952, at ten o'clock in the morning, and which was not, shall be sold at the same place, on the TWENTY-NINTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon, (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, AIMÉ DION, Sheriff.
Quebec, May 6, 1953. 34817
[First insertion: May 9, 1953]

AIMÉ DION,
34817

Fieri Facias
Cour de Magistrat

Québec, à savoir: N° 162457. { LAURENTIDE AUTO-MOBILES INC. corporation légale ayant son siège social à Québec; contre CHARLES AIMÉ VERRET, de Notre-Dame des Laurentides, comté de Québec, P.Q., à savoir:

1° Un emplacement faisant partie du lot N° 496 (quatre cent quatre-vingt-seize) du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, maintenant situé en la paroisse de Notre-Dame des Laurentides, mesurant 65 pieds de front sur le chemin public par 110 pieds de profondeur, borné à l'ouest au chemin public, au nord à Lucien Verret, au sud et à l'est au vendeur, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un emplacement situé à 360 pieds du chemin public, mesurant 60 pieds de largeur par 70 pieds de profondeur, étant une partie du lot 496 (quatre cent quatre-vingt-seize) du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, maintenant en la paroisse Notre-Dame des Laurentides, borné au nord, au sud et à l'ouest par la propriété du vendeur et à l'est par son chemin privé avec droit de passage sur le chemin privé du vendeur pour se rendre au chemin public avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Un immeuble connu et désigné sous le N° 496 (quatre cent quatre-vingt-seize) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, maintenant en la paroisse de Notre-Dame des Laurentides, à distraire cependant toutes les parties vendues et données suivant actes actuellement enregistrés et un emplacement que le vendeur se réserve à son choix pour être donné à Armand Verret d'ici deux ans des présentes, à défaut de quoi, la présente réserve sera annulée.

4° Une partie du lot N° 19 (dix-neuf), du cadastre de Saint-Dunstan du Lac Beauport,

Fieri Facias
Magistrate's Court

Quebec, to wit: No. 162457. { LAURENTIDE AUTO-MOBILES INC. legal corporation having its head office at Quebec; against CHARLES AIMÉ VERRET, of Notre-Dame des Laurentides, county of Quebec, P.Q., to wit:

1. An emplacement forming part of lot No. 496 (four hundred and ninety-six) on the official cadastre of the parish of Charlesbourg, county of Quebec, now situate in the parish of Notre-Dame des Laurentides, measuring 65 feet in front on the public highway, by 110 feet in depth, bounded on the west by the public highway, on the north, by Lucien Verret, on the south and on the east, by the vendor, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. An emplacement situate at 360 feet from the public highway, measuring 60 feet in width by 70 feet in depth, being a part of lot 496 (four hundred and ninety-six) on the official cadastre of Charlesbourg, county of Quebec, now in the parish of Notre-Dame des Laurentides, bounded on the north, on the south and on the west, by the property of the vendor and on the east, by his private road, with right-of-way on the private road of the vendor to reach the public highway, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. An immoveable known and designated on No. 496 (four hundred and ninety-six) on the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, now in the parish of Notre-Dame des Laurentides, to subtract however, all parts sold and given according to presently registered deeds and an emplacement that the vendor reserves to his own choosing, to be given to Armand Verret as of this date to two years hence, in default of which, this present reserve shall be cancelled.

4. A part of lot No. 19 (nineteen), from the cadastre of Saint-Dunstan of Lake Beauport,

mesurant un arpent de largeur par seize à dix-sept arpents de profondeur, borné d'un côté à l'ouest par Armand Verret et de l'autre côté à l'est par Lucien Verret, tel que le tout est actuellement avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame des Laurentides, comté de Québec, le DOUZIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin (heure avancée).

Bureau du Shérif,
Québec, 6 mai 1953.
[Première insertion: 9 mai 1953]
[Deuxième insertion: 23 mai 1953]

Le Shérif,
AIMÉ DION.
34816-19-2-0

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 11596. { JOSEPH PLANTE, rentier, domicilié à la Rivière du Loup, district de Kamouraska, demandeur vs Joseph Banville, rentier, domicilié à Mont-Joli Cté Matane, district de Rimouski, tiers-saisi défaillant; dans une cause Cour Supérieure, No 11596, Joseph Plante vs ELISE MARQUIS, défenderesse.

"Partie du lot N° 114 et N° 115, au cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph de Lepage, district de Rimouski, étant un terrain sous un chalet, borné au nord au lac communément appelé lac à Sandy, au sud, à l'est et à l'ouest à Leopold Anctil, y compris un droit de passage sur le chemin de Zénon D schamplain.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Joseph de Lepage, district de Rimouski, le VINGT MAI 1953 à DIX heures de l'avant-midi, heure solaire.

34652-16-2-0 Le Shérif,
CHARLES GARON.

Fieri Facias de Terris
Canada, Province de Québec,
District de Rimouski

Cour de Magistrat, N° 1164/28. { RÉNÉ ÉDOUARD ASSELIN, avocat de la ville de Rimouski, demandeur; vs JOSEPH LAJOIE, de Ste-Paula de Matapédia, P. Q. défendeur.

Le lot N° 38, rang 13 du cadastre officiel du Canton Matane, de figure irrégulière, borné au nord-ouest au Lac Restigouche et à la ligne entre les 12 et 13èmes rang, au nord-est par le N° 37, au sud-est par la ligne entre les treize (13) et quatorzième (14) rang et au sud-ouest par le N° 39, contenant en superficie quatre-vingt-deux (82) acres. Les impences améliorations et défrichements qu'il a ou peut avoir et tous les droits de préemption sur cedit lot, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Paula, district de Rimouski le DIX-HUIT MAI 1953 à ONZE heures de l'avant-midi, heure solaire.

34625-16-2-0 Le Shérif,
CHARLES GARON.

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
District de Roberval

Cour de Magistrat d'Alma N° 9287 { JUSTIN DALLAIRE, commerçant d'Alma, demandeur,

measuring one arpent in width by sixteen to seventeen arpents in depth, bounded on one side, on the west, by Armand Verret, and on the other side, on the east, by Lucien Verret, as the whole presently stands, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Notre-Dame des Laurentides, county of Quebec, the TWELFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office,
Quebec, May 6, 1953.
[First insertion: May 9, 1953]
[Second insertion: May 23, 1953]

AIMÉ DION,
Sheriff.
34816-19-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 11596. { JOSEPH PLANTE, annuitant, domiciled at Rivière du Loup, District of Kamouraska, plaintiff, vs JOSEPH BANVILLE, annuitant, domiciled at Mont-Joli, Co. Matane, district of Rimouski, garnishee by default; in a case of the Superior Court, No. 11596, JOSEPH PLANTE vs ELISE MARQUIS, defendant.

Part of lot No. 114 and No. 115, of the official cadastre of the parish of St-Joseph de Lepage, district of Rimouski, being a lot of land under a cottage, bounded on the North by a lake commonly called Sandy Lake, on the South, on the East and on the West, bounded by Leopold Anctil, and comprised therein a right-of-way to the Zénon Deschamplain road.

To be sold at the church door of St-Joseph de Lepage, district of Rimouski, on MAY TWENTYETH, 1953, at TEN o'clock in the forenoon, Standard Time.

34652-16-2 CHARLES GARON,
Sheriff.

Fieri Facias de Terris
Canada, Province of Quebec,
District of Rimouski.

Magistrate's Court, N° 1164/28. { RÉNÉ ÉDOUARD ASSELIN, advocate of the town of Rimouski; vs JOSEPH LAJOIE, of Ste. Paula of Matapédia, P. Q. defendant.

Lot No. 38, range 13, of the official cadastre of the Township of Matane, of irregular form, bounded on the northwest by Lake Restigouche and by the line between the 12th and 13th ranges, on the northeast by No. 37, on the southeast by the line between the thirteenth (13) and fourteenth (14) ranges and on the southwest, by No. 39, containing a superficial area of eighty-two acres (82)". The upkeep, improvements and land clearing expenses and all rights of pre-emption on this said lot, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Ste-Paula, district of Rimouski, on the EIGHTEENTH day of MAY, 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon, standard time.

34625-16-2 CHARLES GARON,
Sheriff.

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
District of Roberval

Magistrate's Court of Alma, N° 9287 { JUSTIN DALLAIRE, merchant of Alma,

vs ROLAND TREMBLAY, de L'Ascension.

Avis est par les présentes donné que les terres et héritages sus-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieu respectifs, tel que mentionne plus bas, à savoir:

Un terrain emplacement, sis et situé en la paroisse de L'Ascension de Notre-Seigneur, mesurant cinquante pieds (50) de large de l'Est à l'Ouest, sur cent pieds (100) de profondeur du Sud au Nord, borné comme suit: au Nord, au terrain de Jos Boily; à l'Ouest au terrain de l'acquéreur; à l'Est au terrain de Georges-Emile Potvin; et au Sud à la rue; le tout faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-quatre (Ptie 24-), aux plan et livre de renvoi officiel pour le septième rang (7), Canton Delisles, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'Église de la paroisse de L'Ascension de Notre-Seigneur, comté du Lac St-Jean, district de Roberval, Province de Québec, le NEUF (9) JUIN 1953, à ONZE (11) heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ANTOINE TREMBLAY.
Palais de Justice de Roberval,
District de Roberval, ce 5 mai 1953.
348-19-2-o

plaintiff vs ROLAND TREMBLAY, of L'Ascension.

Notice is hereby given that the above lands and hereditaments have been seized and will be sold at the respective times and places as hereinunder mentioned, to wit:

An emplacement lot, situate in the parish of L'Ascension de Notre-Seigneur, measuring fifty feet (50) in width from East to West, by one hundred feet (100) in depth from South to North, bounded as follows: on the North, by the land of Jos. Boily; on the West, by the land of the purchaser; on the East, by the land of Georges-Emile Potvin; and on the South, by the street; the whole forming part of the lot of land known and designated under number twenty-four (Pt. 24-), on the official plan and in the book of reference for the seventh range (7), Township Delisles, the whole with buildings thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of L'Ascension de Notre-Seigneur, county of Lake St-John, District of Roberval, Province of Québec, the NINTH (9) day of JUNE, 1953, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon.

ANTOINE TREMBLAY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Court House of Roberval,
District of Roberval, this 5th day of May, 1953.
34815-19-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 2517. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et in-
corporé, ayant son siège social à Québec, requé-
rant, vs ALBERT BERGERON, de Scotstown,
district de St-François, Intimé.

Comme appartenant audit Intimé:
"Ces certains lots ou étendus de terre connus et désignés sur le Plan de lots numéros deux cent quarante-sept (247) et deux cent quarante-huit (248) sur le plan officiel du cadastre et dans le livre de renvoi pour le canton de Hampden, autrefois connus par la subdivision primitive dudit canton comme les lots numéros trente-sept et trente-six, dans le premier rang Victoria sud; sauf et excepté les parties d'iceux vendues par Alexander Murray à John McLeod par acte de vente passé devant J.-I. Mackie, notaire, le onze mars 1875 et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Compton, au Reg. B. Vol. 19, numéro 10,105A, et dans ledit acte de vente décrites comme suit: Commencant à la ligne des hautes eaux au centre du chemin Victoria sur le côté nord du ruisseau Otter; de là, allant vers l'est, sur le côté nord est dudit ruisseau à la ligne des hautes eaux à un poteau ayant un morceau de poterie au-dessous, seize perches, quatre pieds et six pouces; de là, traversant ledit ruisseau, parallèle audit chemin et allant vers le sud-ouest assez loin pour inclure le terrain requis pour être inondé par un barrage de trente pieds de hauteur; de là allant vers l'est à ce qui devra être la ligne des hautes eaux quand ledit barrage sera construit, à la ligne de division entre les dits lots 247 et 248 et, de là, allant vers le nord-ouest le long de la ligne entre les dits lots au dit chemin Victoria et, de là, vers le sud-ouest, le long du dit chemin au point de départ, contenant environ cinq acres, plus ou moins, avec la scierie qui y est érigée et toutes les machines, etc., y appartenant; aussi le droit de prendre l'eau à une certaine source située à l'extrémité nord-est

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St-Francis

Superior Court, { QUEBEC FARM CRE-
No. 2517. { DIT BUREAU, body
politie and incorporated,
having its head office at Québec, applicant; vs
ALBERT BERGERON, of Scotstown, district
of St-Francis, appellee.

As belonging to the said appellee:
"Those certain tracts or lots of land known and described on the Cadastral Plan and in the Book of Reference for the Township of Hampden as being: 1. The lots numbers two hundred and forty-seven (247), and two hundred and forty-eight (248), on the Official Cadastral Plan and in the Book of Reference for the Township of Hampden, formerly known by the primitive subdivision of the said Township as lots numbers thirty-seven and thirty-six, in the first Range Victoria South; save and except the parts thereof sold by Alexander Murray to John McLeod by deed of sale passed before J.-I. Mackie, Notary, the eleventh of March 1875 and registered in the Compton County Registry Office, In Reg. B., Vol. 19, number 10,105 A and in said deed of sale described as follows: Commencing at high-water mark in the centre of the Victoria Road on the side of the Otter Brook; thence running easterly on the north east side of the said brook at highwater mark to a post with earthenware there under, sixteen rods, four feet and six inches; thence across the said brook parallel to the said road and running south westerly far enough to include the land required to be flowed by a dam of thirty feet high; thence running easterly at what will be highwater mark when the said dam is made to the division line between the said lots 247 and 248 and thence running north westerly along the line between the said lots to the said Victoria Road and thence south westerly along the said road to the place of commencement, containing about five acres, more or less, with the saw mill thereon erected and all machinery, etc., thereto belonging, also the right of taking water

de chacun des dits lots numéros 247 et 248. Le présent acte inclus aussi certains droits en faveur de l'emprunteur (Albert Bergeron), tels que démontrés dans l'acte de vente de Kenneth R. McLeod à Gillander A. McIver, daté le vingt-huit octobre 1910, enregistré au Vol. 41, No. 28, 757 et qui se lit comme suit: Les parties ou leurs représentants auront usage commun des deux puits qui sont sur ledit lot 247. La partie de la première part (ledit Kenneth R. McLeod) aura le droit de passage à la rivière pour ses bestiaux, à un endroit à être désigné par la partie de la seconde part; lesquels droits ledit Kenneth R. McLeod a aussi acquis subséquemment dans l'acte d'échange entre lui-même et ledit McIver, le 23 septembre 1931, enregistré au Vol. 47, numéro 39, 052;

2° Les lots numéros cinq cent quarante-sept et cinq cent quarante-huit (547-548) sur ledit Plan de Cadastre et dans le Livre de Renvoi pour le canton de Hampden, autrefois connus sur la subdivision primitive pour ledit canton comme le lot trente-six (36) dans le premier rang Victoria nord; sauf et excepté cette partie dudit lot 548 qui se trouve sur le côté nord-ouest du Canadian Pacific Railway et vendue par Kenneth R. McLeod à Gillanders A. McIver par ledit acte d'échange passé devant Emile Beaudoin, notaire, le vingt-trois septembre 1921, enregistré sous le numéro 39,052 et qui y est décrite comme suit: Bornée au sud-est par ledit chemin de fer, au sud-ouest par le lot 546 de Hampden, au nord-ouest par le lot 604 de Hampden, et au nord-est par le lot 549 de Hampden, avec tout ce qui s'y trouve.

Les dits lots ou étendues de terre décrits dans les présentes contenant en tout deux cent cinquante acres, plus ou moins, c'est-à-dire: la partie du dit lot 247, quatre-vingt-quinze acres, plus ou moins; la partie dudit lot 248, cent acres, plus ou moins; le lot numéro 547, quarante acres, plus ou moins; et la partie dudit lot 548, quinze acres, plus ou moins;

3° Les bâtisses et améliorations érigées et faites sur les dits différents lots ou étendues de terre."

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Paul de Scotstown, le VINGT-ET-UN MAI 1953, à DIX heures a.m. (heure solaire).

[Première insertion, le 18 avril 1953.]

Bureau du Shérif, JOS LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 13 avril 1953. 34626-16-2-0

from a certain spring situated on the north east end of either the said lots numbers 247 and 248. The present deed includes also certain rights in favor of the borrower, (Albert Bergeron) as set forth in the deed of sale from Kenneth R. McLeod to Gillanders A. McIver dated the twenty-eight of October 1910, registered in Vol. 41, No. 28,757 and which reads as follows: The parties or their representatives will have common use of the two wells which are on the said lot 247. The party of the first part (said Kenneth R. McLeod) will have the right of passage to the river for his cattle at a place to be located by party to the second part and which rights the said Kenneth R. McLeod also subsequently acquired in the deed of exchange between him and the said McIver on the twenty-third day of September 1921, registered in Vo. 47, as number 39,052;

2. The lots numbers five hundred and forty-seven and five hundred and forty-eight (547-548), on said Cadastral Plan and in the Book of Reference for the Township of Hampden, formerly known of the primitive subdivision for the said Township as lot thirty-six (36), in the first range Victoria North; save and except that part of the said lot 548 which lies on the north west side of the Canadian Pacific Railway and sold by Kenneth R. McLeod to Gillanders A. McIver by the said deed of exchange passed before Emile Beaudoin, Notary, the twenty third of September 1921, registered under number 39,052, and therein described as follows: Bounded to the south east by the said railway, to the south west by lot 546 of Hampden, to the north west by lot 604 of Hampden, and to the north east, by lot 549 of Hampden, containing what it may;

The said tracts or lots herein described containing in all two hundred and fifty acres, more or less, that is to say: the part of the said lot 247, ninety-five acres, more or less, the part of said lot 248, one hundred acres, more or less, the lot number 547, forty acres, more or less, and part of the said lot 548, fifteen acres, more or less;

3. The buildings and improvements made and erected on said several lots or tracts of land."

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of St. Paul de Scotstown, the TWENTY-FIRST of MAY 1953, at TEN in the forenoon (Standard time).

JOS LABRECQUE,
Sheriff' Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 13th of April 1953 34626-16-2-0
[First insertion the 18th of April 1953.]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 19

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS

Larose vs Lamer	1634
Rouleau vs Archambault	1634

ARRÊTÉS EN CONSEIL

489 — Concernant certains actes administratifs du Ministère de la Chasse et des Pêcheries	1632
512-B — Barbier, coiffeur et coiffeuse, comtés de Joliette, Montcalm, etc.	1629
512-C — Construction, comtés de Hull, Gatineau, etc.	1631

Index of the Quebec Official Gazette, No. 19

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY

Larose vs Lamer	1634
Rouleau vs Archambault	1634

ORDERS IN COUNCIL

489 — Concerning certain administrative agreements of the Department of Game and Fisheries	1632
512-B — Barber and hairdressing, counties of Joliette, Montcalm, etc.	1629
512-C — Construction, counties of Hull, Gatineau, etc.	1631

512-D — Plombier, poseur d'appareils de chauffage, réfrigérateur, gicleur, soudeur, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolement d'amiante, région des Trois-Rivières.....	1630	512-D — Plumbing, steamfitting, refrigeration, sprinkler fitting, roofing, welding and asbestos insulation, district of Trois-Rivières.....	1630
512-E — Employés de garage, cité de Sherbrooke.....	1632	512-E — Garage employees, city of Sherbrooke.....	1632
512-F — Automobile, Cantons de l'Est.	1632	512-F — Automobile, Eastern Townships	1632
513 — Confection pour hommes et garçons dans la Province.....	1604	513 — Men's and boys' clothing in the Province.....	1604
AVIS AUX INTÉRESSÉS.....	1591	NOTICE TO INTERESTED PARTIES.....	1591
AVIS DIVERS.....		MISCELLANEOUS NOTICES.....	
Canadian Shenley Employees Credit Union (Fondation).....	1634	Canadian Shenley Employees Credit Union (Foundation).....	1634
Canamer Nickel Ltd. (Directeurs).....	1635	Canamer Nickel Ltd. (Directors).....	1635
Eastern Nickel Ltd. (Directeurs).....	1636	Eastern Nickel Ltd. (Directors).....	1636
Fédération des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Diocèse de Joliette (Formation).....	1637	Fédération des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Diocèse de Joliette (Formation).....	1637
Granby Die Casting Incorporated (Directeurs).....	1636	Granby Die Casting Incorporated (Directors).....	1636
La Corporation Générale des Instituteurs et Institutrices Catholiques de la province de Québec (Règlements).....	1637	La Corporation Générale des Instituteurs et Institutrices Catholiques de la province de Québec (By-Laws).....	1637
La Filature du Saguenay, Limitée (Directeurs).....	1638	La Filature du Saguenay, Limitée (Directors).....	1638
La Ligue de Balle Molle d'Iberville Incorporée (Règlements).....	1636	La Ligue de Balle Molle d'Iberville Incorporée (By-Laws).....	1636
L'Association des Employés des Industries Baribeau (Terminée).....	1638	L'Association des Employés des Industries Baribeau (Terminated).....	1638
Le Syndicat Coopératif des Habitations Familiales de Québec (Changement de nom).....	1638	Le Syndicat Coopératif des Habitations Familiales de Québec (Change of name).....	1638
Le Syndicat de l'U.C.C. de l'Île aux Grues (Formation).....	1637	Le Syndicat de l'U.C.C. de l'Île aux Grues (Formation).....	1637
Le Syndicat Régional des Institutrices d'Amqui (Formation).....	1636	Le Syndicat Régional des Institutrices d'Amqui (Formation).....	1636
Le Syndicat Régional des Institutrices de Matane (Formation).....	1634	Le Syndicat Régional des Institutrices de Matane (Formation).....	1634
Letendre Inc. (Directeurs).....	1638	Letendre Inc. (Directors).....	1638
Norcobross Employees Credit Union (Fondation).....	1635	Norcobross Employees Credit Union (Foundation).....	1635
Sainte-Anne-de-la-Rochelle, munic. de (Correction).....	1637	Sainte-Anne-de-la-Rochelle, munic. of (Correction).....	1637
Simard, Dr François-Xavier (Suspension).....	1637	Simard, Dr François-Xavier (Suspension).....	1637
The Association of Granby Manufacturers Inc. (Directeurs).....	1635	The Association of Granby Manufacturers Inc. (Directors).....	1635
The Month Employees Credit Union (Fondation).....	1635	The Month Employees Credit Union (Foundation).....	1635
T. P. A. Credit Union (Fondation).....	1635	T. P. A. Credit Union (Foundation).....	1635
CHARTE — ABANDON DE.....		CHARTER — SURRENDER OF.....	
Bywater Corporation.....	1639	Bywater Corporation.....	1639
COMPAGNIES DISSOUTES.....		COMPANIES DISSOLVED.....	
Grenville-Carillon Winter Roads Inc....	1639	Grenville-Carillon Winter Roads Inc....	1639
Manhattan Realities Ltd.....	1639	Manhattan Realities Ltd.....	1639
Peninsular Oil Corporation Limited....	1639	Peninsular Oil Corporation Limited....	1639
DÉPARTEMENTS — AVIS DES.....		DEPARTMENTAL NOTICES.....	
AFFAIRES MUNICIPALES.....		MUNICIPAL AFFAIRS.....	
St-Joseph de la Baie du Febvre, munic. de.....	1640	St-Joseph de la Baie du Febvre, munic. of.....	1640
INSTRUCTION PUBLIQUE.....		EDUCATION.....	
Municipalité scolaire de:		School Municipality of:	
Aubert-Gallion.....	1643	Aubert-Gallion.....	1643
Aubert-Gallion.....	1643	Aubert-Gallion.....	1643
Châteauguay, ville de.....	1640	Châteauguay, town of.....	1640

Laval, canton de	1640	Laval, township of	1640
Rivière-des-Prairies, paroisse de	1640	Rivière-des-Prairies, parish of	1640
Rivière-des-Prairies, village de	1641	Rivière-des-Prairies, village of	1641
Roxboro, ville de	1641	Roxboro, town of	1641
Ste-Félicité	1641	Ste-Félicité	1641
St-Barnabé	1643	St-Barnabé	1643
St-Casimir, paroisse de	1643	St-Casimir, parish of	1643
St-Dorothée N° 1	1644	St-Dorothée N° 1	1644
St-Dorothée N° 1	1644	St-Dorothée N° 1	1644
St-Éphrem-de-Fitch-Bay	1642	St-Éphrem-de-Fitch-Bay	1642
Ste-Rosalie	1644	Ste-Rosalie	1644
Vaudreuil	1644	Vaudreuil	1644
Windsor, canton de	1643	Windsor, township of	1643
MINES		MINES	
Révocation de droits de mine	1645	Cancellation of mining rights	1645
TERRES ET FORÊTS		LANDS AND FOREST	
<i>Service du Cadastre:</i>		<i>Cadastral Branch:</i>	
Notre-Dame-des-Anges, paroisse de	1645	Notre-Dame-des-Anges, parish of	1645
St-Constant, paroisse de	1645	St-Constant, parish of	1645
TRAVAIL		LABOUR	
<i>Industrie ou métiers de:</i>		<i>Industry or Trades of:</i>	
Arts graphiques de Québec (Prélèvement)	1648	Graphic Arts of Quebec (Levy)	1648
Barbiers et coiffeurs, comté de Stanstead (Règlements)	1646	Barbers and hairdressers, county of Stanstead (By-Laws)	1646
Boulangier et distributeur de pain, gâteaux et pâtisserie, région de Trois-Rivières (Modification)	1646	Baker and bread, cake and pastry distributor, district of Trois-Rivières (Amendment)	1646
Construction des Trois-Rivières (Règlements)	1646	Construction of Trois-Rivières (By-Laws)	1646
Employés de commerce et bureau, région du Lac St-Jean (Prélèvement)	1646	Commerce and office employees, Lake St. John District (Levy)	1646
LETTRES PATENTES		LETTERS PATENT:	
A. G. Walker & Co. Ltd.	1592	A. G. Walker & Co. Ltd.	1592
Art Displays Limited	1593	Art Displays Limited	1593
B.D.M. Industries Inc.	1593	B.D.M. Industries Inc.	1593
Beauregard Automobiles Ltée.	1593	Beauregard Automobiles Ltée.	1593
Bolger Agency Limited	1594	Bolger Agency Limited	1594
Canamer Nickel Ltd.	1594	Canamer Nickel Ltd.	1594
Chron-O-Gram Corporation	1594	Chron-O-Gram Corporation	1594
Clairmont Trading Inc.	1595	Clairmont Trading Inc.	1595
Crevier Automobiles Ltée.	1595	Crevier Automobiles Ltée.	1595
Eastern Nickel Ltd.	1595	Eastern Nickel Ltd.	1595
Empire Mouton Ltd.	1596	Empire Mouton Ltd.	1596
Four Grand Investments Ltd.	1596	Four Grand Investments Ltd.	1596
Fourrures Gillick Ltée.	1997	Fourrures Gillick Ltée.	1997
Fourrures Lapointe Inc. — Lapointe Furs Inc.	1597	Fourrures Lapointe Inc. — Lapointe Furs Inc.	1597
Georges Smith Inc.	1597	Georges Smith Inc.	1597
Hartford Realities Limited	1598	Hartford Realities Limited	1598
Ideal Dry Cleaners and Dyers Company Limited	1598	Ideal Dry Cleaners and Dyers Company Limited	1598
Jean Talon Bargain Center Inc.	1598	Jean Talon Bargain Center Inc.	1598
J. L. Monfette et Fils Limitée	1599	J. L. Monfette et Fils Limitée	1599
Lauzière et Fils Limitée	1599	Lauzière et Fils Limitée	1599
Le Centre Athlétique du Nord Inc.—“C-A-N. Inc.”	1599	Le Centre Athlétique du Nord Inc.—“C-A-N. Inc.”	1599
Léo Perreault Realities Ltd.	1600	Léo Perreault Realities Ltd.	1600
Les Entreprises Guay Limitée — Guay Enterprises Limited	1600	Les Entreprises Guay Limitée — Guay Enterprises Limited	1600
Les Frais Funéraires Dupuis Limitée	1600	Les Frais Funéraires Dupuis Limitée	1600
Metal Treatments Inc.	1601	Metal Treatments Inc.	1601
Piazza Tomasso Ltd.	1601	Piazza Tomasso Ltd.	1601
Propane Gas Utilities Ltd.	1601	Propane Gas Utilities Ltd.	1601
Radiodisc, Inc.	1602	Radiodisc, Inc.	1602
Religious Supplies Ltd. — Objets de Piété Ltée.	1602	Religious Supplies Ltd. — Objets de Piété Ltée.	1602
Service Unic de Télévision Inc.—Unic Television Service Inc.	1602	Service Unic de Télévision Inc.—Unic Television Service Inc.	1602
Star Pleating Inc.	1603	Star Pleating Inc.	1603

United Waste Paper Co. Inc.	1603	United Waste Paper Co. Inc.	1603
LIQUIDATIONS; AVIS DE		WINDING UP NOTICES:	
Kelly Construction Company	1650	Kelly Construction Company	1650
La Société Coopérative de Consomma- tion du Lac Masson	1650	La Société Coopérative de Consomma- tion du Lac Masson	1650
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses	1650	Miscellaneous	1650
Lamarre, Antoine (Correction)	1650	Lamarre, Antoine (Correction)	1650
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Ad. Prevost Inc.	1652	Ad. Prevost Inc.	1652
Bolger Agency Limited	1650	Bolger Agency Limited	1650
Canamer Nickel Ltd.	1651	Canamer Nickel Ltd.	1651
Clairmont Trading Inc.	1651	Clairmont Trading Inc.	1651
Eastern Nickel Ltd.	1651	Eastern Nickel Ltd.	1651
Electro-Reagents (Quebec) Limited (Correction)	1653	Electro-Reagents (Quebec) Limited (Correction)	1653
Eug. Chalifour Inc.	1653	Eug. Chalifour Inc.	1653
Lachance Mining Inc.	1652	Lachance Mining Inc.	1652
Middle River, Salmon Club	1652	Middle River Salmon Club	1652
P & D Limitée	1653	P & D Limitée	1653
Piazza Tomasso Ltd.	1651	Piazza Tomasso Ltd.	1651
Superior Premiums Limited	1653	Superior Premiums Limited	1653
The Julius Richardson Convalescent Hospital, Inc.	1652	The Julius Richardson Convalescent Hospital, Inc.	1652
SOUSSIONS:		TENDERS:	
Cap-de-la-Madeleine, cité de	1653	Cap-de-la-Madeleine, city of	1653
Shigawake Port Daniel, commissaires d'écoles protestantes de	1655	Shigawake Port Daniel, Protestant School Commissioners of	1655
VENTES, LOI DE FAILLITE:		SALES, BANKRUPTCY ACT:	
Desmeules, Louis-Georges	1656	Desmeules, Louis-Georges	1656
Tremblay, Elzéar	1656	Tremblay, Elzéar	1656
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Ducharme vs Perras <i>et al.</i>	1657	Ducharme vs Perras <i>et al.</i>	1657
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
BEDFORD:		BEDFORD:	
Lasnier vs Rudd	1658	Lasnier vs Rudd	1658
IBERVILLE:		IBERVILLE:	
Cyr vs Dubois <i>et al.</i>	1658	Cyr vs Dubois <i>et al.</i>	1658
JOLIETTE:		JOLIETTE:	
Hénault vs Charland	1659	Hénault vs Charland	1659
Jetté <i>et al.</i> vs Campeau	1658	Jetté <i>et al.</i> vs Campeau	1658
KAMOURASKA:		KAMOURASKA:	
Roy vs Lavoie	1659	Roy vs Lavoie	1659
Bérubé vs Levesque	1659	Bérubé vs Levesque	1659
MONTREAL:		MONTREAL:	
St-Amour vs Trudeau	1660	St-Amour vs Trudeau	1660
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Laurentide Automobiles Inc. vs Verret ..	1661	Laurentide Automobiles Inc. vs Verret ..	1661
O. Chalifour Inc. vs Dubé	1661	O. Chalifour Inc. vs Dubé	1661
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Asselin vs Lajoie	1662	Asselin vs Lajoie	1662
Plante vs Banville	1662	Plante vs Banville	1662

ROBERVAL

Dallaire vs Tremblay..... 1662

SAINT-FRANÇOIS:

L'Office du Crédit Agricole du Québec
vs Bergeron 1663

34771-o

ROBERVAL

Dallaire vs Tremblay..... 1662

SAINT FRANCIS:

The Quebec Farm Loan Board vs Ber-
geron. 1663

34771-o